



UNIVERSITE MOULOUD MAMMERI DE TIZI-OUZOU

FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES, COMMERCIALES ET DES
SCIENCES DE GESTION
Filière : SCIENCES ECONOMIQUES

MEMOIRE

En vue de l'obtention du diplôme de Master en Sciences économiques

Spécialité : « Développement local, tourisme et valorisation du
patrimoine »

Thème :

***La responsabilité sociale des entreprises
industrielles et ses effets sur l'environnement :
Cas de l'ENIEM***

Présenté par

M^{elle} CHERIFI Chafia

Dirigé par

Mme BOUCHOT MOUSSAOUI Fatiha

Devant le jury composé de

Président : D^r CHENANE Arezki, MCB, UMMTO

Examineur : M^r MEZIAINI Yacine, MACC, UMMTO

Examinatrice : M^{me} MAHOUCHE Yamina, MACA, UMMTO

Rapporteur : M^{me} BOUCHOT MOUSSAOUI Fatiha, MACA, UMMTO

Soutenu le 29/04/2017

Dédicaces

Je dédie ce modeste travail à :

- Mes très chers parents**
- Mes frères et sœurs**
- Mes nièces et mes neveux**
- Toute la famille**
- Tous mes collègues de travail**
- Mes copines de chambre**
- A tous mes camarades de DLTVP**

Chafia

Liste des abréviations

ADE : Algérienne Des Eaux

ADS : .Agence de Développement social

AGI : Autorisation Globale d'Importation

ANDI : Agence Nationale de Développement de l'Investissement

ANEJ : Agence Nationale de Soutien à l'Emploi des Jeunes

ANEM : Agence Nationale d'Emploi

ANGEM : Agence Nationale de Gestion du Micro-crédit

ANSEJ : Agence Nationale de Soutien à l'Emploi des Jeunes

BAD : Banque Algérienne de Développement

BCA : Banque Centrale d'Algérie

BEA : Banque Extérieure d'Algérie

BNA : Banque Nationale d'Algérie

CA : Chiffre d'Affaires

CAM : Complexe des Appareils Ménagers

CBSR: Canadian Business for Social Responsibility

CDD : Contrat à Durée Déterminée

CDI : Contrat à Durée Indéterminé

CFC : Chloro Fluoro Carbone

CFI : Contrat de Formation d'Insertion

CHSCT : Hygiène et Sécurité au Travail

CIP : Contrat d'Insertion Professionnelle

CNAC : Caisse Nationale d'Assurance Chômage

CNEP : Caisse Nationale d'Epargne et de Prévoyance

CNR : Caisse Nationale des Retraites

CO₂ : Dioxyde de Carbone

Liste des abréviations

CP : Comité de Participation

CPA : Crédit Populaire d'Algérie

CSR : *Corporate Social Responsibility*

CTA : Contrat de Travail Aidé

DAIP : Contrat d'Aide à l'Insertion Professionnelles

Dépt : Département

DEC : Décembre

DGE : Direction Générale

DI : Déchets Inerte

DLTVP : Développement Local Tourisme et Valorisation du Patrimoine

DMA : Déchets Ménagers Assimilés

DNS : Déchets Non Spécifiés

DRH : Direction des Ressources Humaines

DS : Déchets Spéciaux

DSD : Déchets Spéciaux Dangereux

EIE : Etude d'Impact sur l'Environnement

EIMS : Entreprise des Industries Matériel et Sanitaire

ENI : Entreprise Nationale des Industries Electrotechniques

ENIEM : Entreprise Nationale des Industries de l'Electroménagère

ENIP : Entreprise Nationale des travaux aux puits

EPE : Entreprises Publiques Economiques

EPL : Entreprises Publiques Locales

ESIL : Emplois Salariés d'Initiative

FILAMP : Filiale Lampe

FMI : Fonds Monétaire International

GPL : Gaz Pétrole Liquéfié

In: Indicateur

Liste des abréviations

ISO: International Standard Organization (Organisation Internationale de Normalisation)

J: Jour

KDA: Kilo Dinar Algerian

KG: Kilo Gramm

KWT: Kilo Watt

L: Litre

MAEP : Mécanisme Africain d’Evaluation par les Pairs

MDA : Million Dinar Algérien

NO_x : Oxyde de sodium

O.E.C.E : Organisation Européenne de Coopération Economique

OCDE : Organisation pour la Coopération et le Développement Economique

ONEDD : L’Observatoire National de l’Environnement et du Développement Durable

ONG : Organisation Non Gouvernementale

ONU : Organisation des Nations Unies

ORSE : Observation sur la Responsabilité Sociale de l’Entreprise

P : Page

PCB : Polychlorobiphényles

PCSC : Programme Complémentaire de Soutien à la Croissance

PIB : Produit Intérieur Brut

PNAGDES : Plan National de Gestion des Déchets Spéciaux

PNAGES : Plan National de Gestion des Déchets Spéciaux

PNDAR : Plan National pour le Développement Agricole et Rural

POPs : Protocole de Montréal relatifs respectivement à l’élimination des polluants organiques persistants

PV : Procès-Verbal

PWAGDES : Plan de Gestion des Déchets Spéciaux de la Wilaya

Qtes : Quantités

Liste des abréviations

RSE : Responsabilité Sociale des Entreprises

SAV : Service Après-Vente

SCE : Science

SNVI : Société Nationale des Véhicules Industriels

SONELEC : Société Nationale de fabrication et du montage du matériel électrique et électronique

SO_x : Oxyde de Soufre

T : Tonne

Ther : Thermie

UPT : Unité Prestation Technique

W : Watt

Chapitre 03: La responsabilité sociale de l'ENIEM et ses effets sur l'environnement

Introduction

Les problèmes environnementaux sont générés par l'activité industrielle, à cause des différents rejets polluants ou l'extraction massive de matières premières.

La construction d'une industrie de l'électroménager a commencé en Algérie dans les années 1970, par la création de la SONALEC (Société Nationale de Fabrication et de Montage de Matériel Electrique). La restructuration organique de cette dernière en 1983 a donné lieu à la naissance de plusieurs autres entreprises publiques dont l'ENIEM qui a, longtemps, dominé cette industrie.

Jusqu'aux années 1990, l'ENIEM a progressé dans un marché en monopole quasi absolu dans le domaine de la production des appareils électroménagers. La libéralisation du commerce extérieur et l'inflation entraînent une baisse importante de la demande, c'est ainsi que l'ENIEM a brutalement reçu le choc du marché et se retrouve avec des niveaux de stocks très important des produits invendus.

L'existence des concurrents sur le marché exige à l'entreprise, la mise à niveau et la modernisation de son produit afin de l'adapter au marché et pouvoir faire face à la concurrence de plus en plus agressive. De ce fait, l'ENIEM a aussi adopté une politique environnementale dans laquelle elle s'engage à s'inscrire dans le développement durable en intégrant le domaine de la protection de l'environnement.

Nous avons vu dans les deux premiers chapitres de ce travail la genèse de la RSE et dans le second chapitre la responsabilité sociale et l'environnement de l'entreprise publique algérienne. En fondant notre réflexion sur ce corpus théorique, nous essayerons de présenter un cas pratique d'une entreprise algérienne, en l'occurrence l'ENIEM, à travers laquelle nous donnerons une présentation et un aperçu historique de cette entreprise et son complexe de production (Section 1). Dans cette étude de cas, nous allons découvrir la responsabilité sociale à l'ENIEM et ses effets sur l'environnement (Section 2).

Chapitre 03: La responsabilité sociale de l'ENIEM et ses effets sur l'environnement

Section 01 : présentation de l'organisme d'accueil ENIEM

Avant de passer à notre analyse de cas pratique sur la responsabilité sociale des entreprises industrielles et ses effets sur l'environnement, il est nécessaire de commencer en premier lieu par la présentation de l'entreprise (historique, missions, objectif et le règlement intérieur), puis nous aborderons en second lieu le contexte organisationnel à travers son organigramme et le dernier point sera sur la présentation du Complexe des Appareils Ménagers (CAM) à travers ses activités et ses missions.

1. Présentation de l'entreprise d'étude

L'entreprise ENIEM (l'Entreprise Nationale des Industries de l'Electroménagère), implantée dans la zone industrielle de Oued Aissi constitue le maillon le plus important du tissu industrielle de la wilaya de Tizi-Ouzou. Elle s'étale sur une surface totale de 55 Hectares, sa direction générale se trouve au Chef-lieu de Tizi-Ouzou, à proximité de la gare ferroviaire. Elle a été longtemps l'unique et le plus important fournisseur d'équipements électroménager d'Algérie.

1.1. Historique de l'ENIEM

L'ENIEM a été créée en 1974 sous la tutelle de la société nationale de fabrication et du montage du matériel électrique et électronique (SONELEC) qui a été édifée en 1977.

Fonctionnelle depuis le 02 janvier 1983 par le décret n°83-19-1983, elle a été transformée juridiquement en société par actions en octobre 1989.

Elle a été constituée avec le concours de différents partenaires (Allemagne, Japon, Italie et France).

Des transformations ont été apportées aux installations dans sa création. Ces modifications ont porté sur la ligne de fabrication de réfrigérateurs (en 1986) et des installations nouvelles pour la fabrication de pièces de cuisinières (en 1992).

En 1989, l'ENIEM est passée à l'autonomie, les premières réformes ont été engagées et dans ce cadre l'ENIEM fut dotée de tous les organes de gestion légaux, à savoir :

- Une assemblée Générale ;
- Un Conseil d'Administration ;
- Et un Capital Social.

Chapitre 03: La responsabilité sociale de l'ENIEM et ses effets sur l'environnement

L'entreprise est certifiée, en ISO 9001/2008 QUALITE et ISO 14001/2004 ENVIRONNEMENT.

1.2. Missions, objectifs et règlement intérieur de l'ENIEM

1.2.1. Missions de l'entreprise

La mission de l'ENIEM est d'assurer la production, le montage, la commercialisation, le développement et la recherche dans les différentes branches de l'électroménager notamment :

- Les appareils de cuisson par unité cuisson ;
- Les réfrigérateurs par unité froid ;
- Et les produits sanitaires par l'unité d'Ain Defla.

1.2.2. Objectifs de l'entreprise

- L'amélioration de la qualité des produits ;
- La maîtrise des coûts de production ;
- L'augmentation des capacités d'études et de développement ;
- L'amélioration de la maintenance de l'outil de production des installations ;
- La valorisation des ressources humaines ;
- L'augmentation des taux d'intégration (interne et externe) ;
- Et l'augmentation du volume de production.

1.2.3. Le règlement intérieur de l'ENIEM

Un Règlement Intérieur contenant 102 articles a été approuvé par l'inspection du Travail de la wilaya de Tizi-Ouzou le 08 Mai 1996.

Ce règlement intérieur dispose de :

- Organisation et condition de travail;
- Conflit de travail;

Chapitre 03: La responsabilité sociale de l'ENIEM et ses effets sur l'environnement

- Discipline générale du travail;
- Et de dispositions finales.

Ce règlement intérieur a pour but:

- De contribuer à l'amélioration de la production et la productivité ;
- De l'efficacité et de la rentabilité par le strict respect à tous les niveaux de la hiérarchie des règles qui y sont édictées ;
- De fixer les principes et les règles relatifs à l'organisation technique du travail ainsi que celles relatives à l'hygiène, la sécurité et la médecine du travail ;
- De fixer les règles et procédures applicables en matière de discipline.

2. Organisation de l'ENIEM

L'organisation structurelle de l'ENIEM se présente comme suit :

- Le siège social situé au chef-lieu de la wilaya e Tizi-Ouzou ;
- La filiale EIMS et production de sanitaires (production de lavabos, baignoire, évier) : installée à Miliana, wilaya d'Ain Defla ;
- La filiale FILAMP (production de lampes électriques située à Mohammedia, wilaya Mascara ;
- Le Complexe d'Appareils Ménagers (CAM) implanté à la zone industrielle Aissat Idir de Oued-Aissi ;
- Unité commerciale située à la zone industrielle Aissat Idir de Oued Aissi.

L'ENIEM est composée de cinq Unités, de sept Directions chapeautées par un Président Directeur Général, plus les deux filiales FILAMP et EIMS. L'organisation complète de cette entreprise est présentée dans l'organigramme (Annexe II)

2.1. Les filiales de l'entreprise

Il existe deux filiales qui sont :

2.1.1. Filiale lampe (FILAMP)

À l'origine cette filiale est une unité de production ENIEM qui a été filialisée en 1996. Son siège social est situé à la zone industrielle de Mohammedia, wilaya de Mascara. Cette

Chapitre 03: La responsabilité sociale de l'ENIEM et ses effets sur l'environnement

filiale est spécialisée dans la fabrication, la commercialisation ainsi que la recherche et le développement des produits d'éclairage.

Ses équipements de production sont constituées de ;

- Sept chaînes de production de lampes standards de 25W à 200 W de marque Osram (Allemagne) dont les capacités sont par chaîne de 1700 lampes/heures.
- Une chaîne de fabrication lampes standards des flammes, spot et réfrigérateur de marque Falma (suisse) et d'une capacité de 3500 lampes/heures.
- Une chaîne de fabrication de lampe standard E27 B22 de marque Falma (suisse) et d'une capacité de 4000 lampes/heures.
- Et un atelier de fabrication de filaments d'une capacité de 80 millions/an.

2.1.2. Entreprise des Industries Matériel et Sanitaire (EIMS)

Cette unité est située à Miliana dans la wilaya d'Ain Defla, est acquise par l'entreprise ENIEM en 2000. Elle n'entre pas dans le champ de certification de l'entreprise. Elle est devenue filiale à 100% ENIEM en 2006.

La mission globale de l'unité est de produire et de développer les produits sanitaires. EIMS est entrée en production des baignoires, éviers, lavabos, receveurs de douche. Elle assure aussi la commercialisation de ses produits et la fabrication de pièces en tôle, d'un atelier de presses mécaniques, hydrauliques et d'un atelier de traitement et revêtement de surface (peinture et émaillage).

2.2. La Direction Générale (DG)

La DG est l'entité responsable de la stratégie et du développement de l'entreprise. Elle exerce son autorité hiérarchique et fonctionnelle sur l'ensemble des directions et des unités. Le directeur général est assisté par des cadres dirigeants chargés d'assurer les fonctions principales suivantes :

- Ressources Humaines ;
- Finance et comptabilité ;
- Développement et partenariat ;
- Planification et contrôle de gestion ;
- Marketing et communication ;

Chapitre 03: La responsabilité sociale de l'ENIEM et ses effets sur l'environnement

- Qualité et environnement ;
- Et d'administration générale.

3. Le complexe des Appareils Ménagers (CAM) activité et mission

La restructuration de CAM en 1998 a donné lieu à sa réorganisation en trois unités, chaque unité a ses propres produits et activités et émission.

Tableau N° 07: Les activités et mission de chaque unité de production

Unité	froid	Cuisson	Climatisation
Activités	-Transformation de la tôle; -Traitement et revêtement de surface (peinture, plastification); - Injection plastique et polystyrène; - Fabrication de pièces métalliques (condenseur, évaporateur); - Isolation; - Thermoformage; - Assemblage ; - Emballage.	- Transformation de la tôle; -Traitement et revêtement de surface (Rinçage, séchage, émaillage, zingage, chromage); - Assemblage de cuisinières.	- Assemblage de climatiseurs ; - Emballage.

Chapitre 03: La responsabilité sociale de l'ENIEM et ses effets sur l'environnement

Missions	Produire et développer les produits de froid. Elle est composée de trois lignes de productions : - Une ligne de réfrigérateurs petits modèles ; - Une ligne de réfrigérateurs grands modèles ; - Une ligne de congélateurs bahut et réfrigérateurs de 520L	Assurer la production des cuisinières de tout type celle qui marche en gaz, électricité ou mixte, parmi les modèles de fabrication de cette entreprise nous trouvons : - Cuisinière tous gaz quatre feux en tôle inox et en tôle émaillée ; - Cuisinières cinq feux en tôle émaillée.	Fabrication et montage de plusieurs types de climatiseurs ainsi que : - Machine à laver 07kg ; - Chauffes eaux 10L ; - Les radiateurs à gaz butane ;
-----------------	---	---	---

Source : Conçu par nos soins à partir d'un entretien libre à l'ENIEM

Ainsi, ces trois unités de production sont soutenues par l'Unité Prestation Technique qui assure la coordination des activités inter-unités, elle s'occupe aussi de la réparation des outils et moules, fabrication de pièces de rechange mécanique, conception et réalisation d'outillages, gestion environnement, exploitation et développement des systèmes informatiques, gestion des énergies et fluides, gardiennage et sécurité, travaux d'imprimerie, travaux de menuiserie, travaux de nettoyage, neutralisation des rejets industriels avant évacuation vers l'oued.

En plus de ces trois unités de production, nous avons l'unité commerciale qui est chargée de la commercialisation des produits de l'entreprise, de la gestion du réseau et du service après-vente (SAV).

L'organisation de cette entreprise en précisant ses différentes directions dont la direction générale est la responsable de la stratégie et du développement, et elle exerce son autorité hiérarchique sur les différentes directions et unités.

Liste des tableaux

N° de tableau	Nom de tableau	Chapitre	N° de page
01	Les différentes définitions de la RSE (1960-1991)	Chapitre 01	12
02	Définition des parties prenantes	Chapitre 01	17
03	Les parties prenantes et leurs objectifs	Chapitre 01	19
04	Les types d'environnements de l'entreprise	Chapitre 02	25
05	Les efforts consentis par les pouvoirs publics et les contraintes rencontrées	Chapitre 02	38
06	L'évolution du PIB (2000/2014) en %	Chapitre 02	41
07	Les activités et missions de chaque unité de production	Chapitre 03	48
08	Les parts de marché de l'ENIEM pour l'année 2015 (%)	Chapitre 03	51
09	Evolution du chiffre d'affaires de l'ENIEM, 2011/2014, (MDA)	Chapitre 03	52
10	L'évolution des ventes des produits électroménagers de l'ENIEM 2011/2014, MDA	Chapitre 03	53
11	Les ventes réalisées par rapport aux prévisions (2012/2014) en KDA	Chapitre 03	55
12	L'évolution de la production de l'ENIEM 2011/2014, MDA	Chapitre 03	56
13	La production réalisée par rapport aux prévisions 2012/2014 (KDA)	Chapitre 03	57
14	L'évolution de la productivité de l'ENIEM (2011 à 2014), KDA/individus	Chapitre 03	58
15	L'effectif recruté dans le cadre de l'ANEM (contrats classique, DAIP) à l'ENIEM (2011/2015)	Chapitre 03	62
16	L'évolution des effectifs de l'ENIEM (1996/2015)	Chapitre 03	63
17	L'évolution des accidents de travail à l'ENIEM pendant quatre ans (2012/2015)	Chapitre 03	65

Liste des tableaux

18	L'absentéisme 2010/2015 en (%)	Chapitre 03	66
19	La formation à l'ENIEM (2010/2015)	Chapitre 03	67
20	L'évolution des sorties et licenciement de l'année 2011 à 2015	Chapitre 03	68
21	Le processus de production de l'ENIEM	Chapitre 03	70
22	Suivi annuel de la consommation et les coûts de l'électricité (2012/2015)	Chapitre 03	71
23	Suivi annuel de la consommation et les coûts du gaz (2012/2015)	Chapitre 03	72
24	Suivi des consommations totales et des coûts en eau entre (2012 et 2014)	Chapitre 03	74
25	Suivi annuel de la quantité de déchet générée en tonne (2011/2015), tonne	Chapitre 03	75
26	La formation sur l'environnement à l'ENIEM (2013/2015)	Chapitre 03	79
27	Bilan du programme environnemental du 1 ^{er} semestre de 2016	Chapitre 03	80

Liste des figures et graphes

Liste des figures et graphes

N° de figure et graphe	Nom de tableau	Chapitre	N° de page
01	Les parties prenantes	Chapitre 01	20
02	Les facteurs du micro environnement	Chapitre 02	28
03	Les parts de marché de l'ENIEM (2015)	Chapitre 03	51
04	L'évolution de la productivité de l'ENIEM	Chapitre 03	58
05	L'évolution des recrutements dans le cadre classique et DAIP (2011/ 2015)	Chapitre 03	62
06	L'évolution de la consommation de l'électricité par une tonne produite de 2012/2015	Chapitre 03	72
07	L'évolution de la consommation du gaz par une tonne produite de 2012/2015, Ther/T	Chapitre 03	73
08	Evolution de la quantité totale de consommation de l'eau, m ³ /I	Chapitre 03	74
09	L'évolution de la quantité par type de déchets généré de 2011 à 2015, tonne	Chapitre 03	75
10	L'évolution de la quantité totale des déchets de 2011 à 2015	Chapitre 03	76
11	Quelques métiers de l'ENIEM	Chapitre 03	78
01	Evolution du chiffre d'affaires (2011-2014)	Chapitre 03	52
02	Diagramme représentant l'évolution des ventes des produits électroménagers de l'ENIEM (2012/2014)	Chapitre 03	54
03	Diagramme représentant l'évolution de la production de l'ENIEM	Chapitre 03	56
04	L'évolution des effectifs de l'ENIEM (1996/2015)	Chapitre 03	64

Chapitre 03: La responsabilité sociale de l'ENIEM et ses effets sur l'environnement

Section 02 : La responsabilité sociale à l'ENIEM et ses effets sur l'environnement

L'entreprise cherche de plus en plus à atteindre un bon niveau de performance économique, sociale et environnementale. En maîtrisant les impacts de ses activités, produits et services sur les trois piliers de la RSE (l'économie, le social et l'environnement), en cohérence avec sa politique et ses objectifs environnementaux. L'ENIEM cherche à réduire ou éliminer ses impacts sur l'environnement par les différents moyens entrepris.

Pour cela, cette section sera consacrée d'abord à la situation économique de cette dernière, puis son volet social et enfin ses actions entreprises concernant la dimension environnementale.

2.1 Le volet économique

Comme toute entreprise qui cherche à réaliser des performances économiques, l'ENIEM cherche à acquérir des parts de marché, à améliorer son chiffre d'affaires et à augmenter ses ventes et sa production ainsi que sa productivité dans le but d'assurer sa pérennité et la création de postes d'emploi.

2.1.1. L'analyse de l'activité de l'entreprise

Pour mesurer la performance financière, il existe plusieurs méthodes. Par rapport à notre travail, nous avons sélectionné quelques indicateurs en l'occurrence :

- Les parts de marchés ;
- Le chiffre d'affaires ;
- Les ventes de chaque produit ;
- Les ventes réalisées par rapport à chaque prévision/ aux prévisions ;
- La production de chaque produit ;
- La production réalisée par rapport aux prévisions ;
- La productivité ;
- Les fournisseurs et les clients de l'ENIEM.

2.1.2. Part de marché de l'ENIEM

Le tableau ci-dessous, illustre de manière approximative, et par famille de produits, la taille du marché de l'électroménager et la position de l'ENIEM sur ce marché ainsi que ses concurrents directs (année 2015).

Chapitre 03: La responsabilité sociale de l'ENIEM et ses effets sur l'environnement

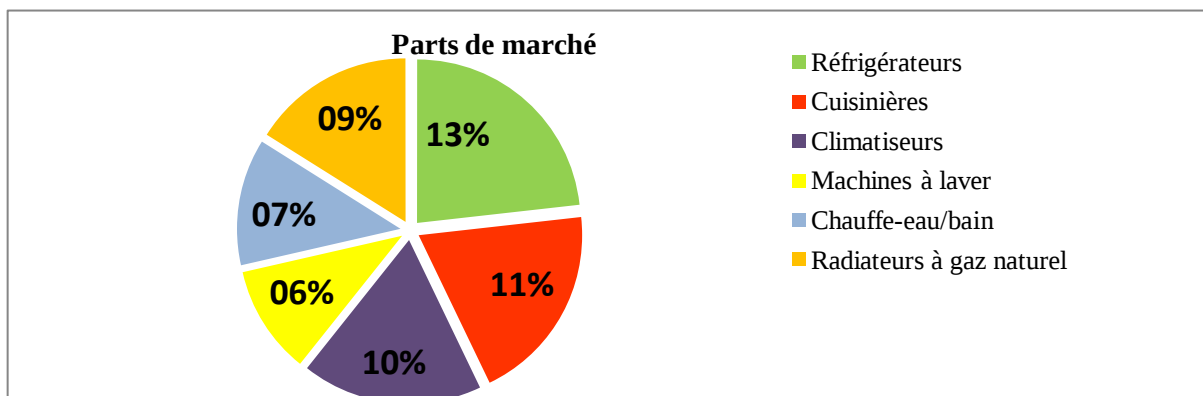
Tableau N°08 : Les parts de marché de l'ENIEM pour l'année 2015 (%)

Produits	Capacité du marché	Vente de l'exercice	Part de marché	Principaux concurrents
Réfrigérateurs	600 000	77 856	13%	Samsung, Lotus, Condor, LG, Brandt
Congélateurs/conservateurs				Beko, Star light, Whirpool, Cristor
Armoires vitrées				Géant, Maxi power
Cuisinières	350 000	37 241	11%	Géant, Lotus, Sentrax, Brandt
Climatiseurs	300 000	28 953	10%	Samsung, Akira, TCL, LG, Maxi power, Midea, Brandt
Machines à laver	250 000	15 581	6%	LG, Lotus SAT, Samsung, Brandt
Chauffe-eau/bain	375 000	27880	7%	Fagor, Lotus, Junker
Radiateurs à gaz naturel	250 000	22 074	9%	DeLonghi, Ztrubo

Source : document interne à l'ENIEM, 2016

La figure ci-après montre clairement la répartition des parts de marché de chaque produit de l'ENIEM

Figure N°03 : Parts de marché de l'ENIEM (2015)



Source : Construit par nos soins à partir du tableau N° 08.

Chapitre 03: La responsabilité sociale de l'ENIEM et ses effets sur l'environnement

La part du marché pour le réfrigérateur est de 13%, les 87% qui restent sont occupés par les autres marques (Samsung, Lotus, Condor, LG, Brandt Beko, Star light, Whirlpool, Cristor, Géant et Maxi power).

Pour la cuisinière sa part de marché est de 11% et 89% restantes sont occupées par ses concurrents qui sont Géant, Lotus, Sentrax et Brant.

Nous pouvons constater que la grande part du marché est consacrée au produit de froid puis cuisson et en dernier à la machine à laver.

2.1.3. Le chiffre d'affaires

Le tableau suivant illustre l'évolution du chiffre d'affaires (CA) de l'entreprise durant la période 2012/2014.

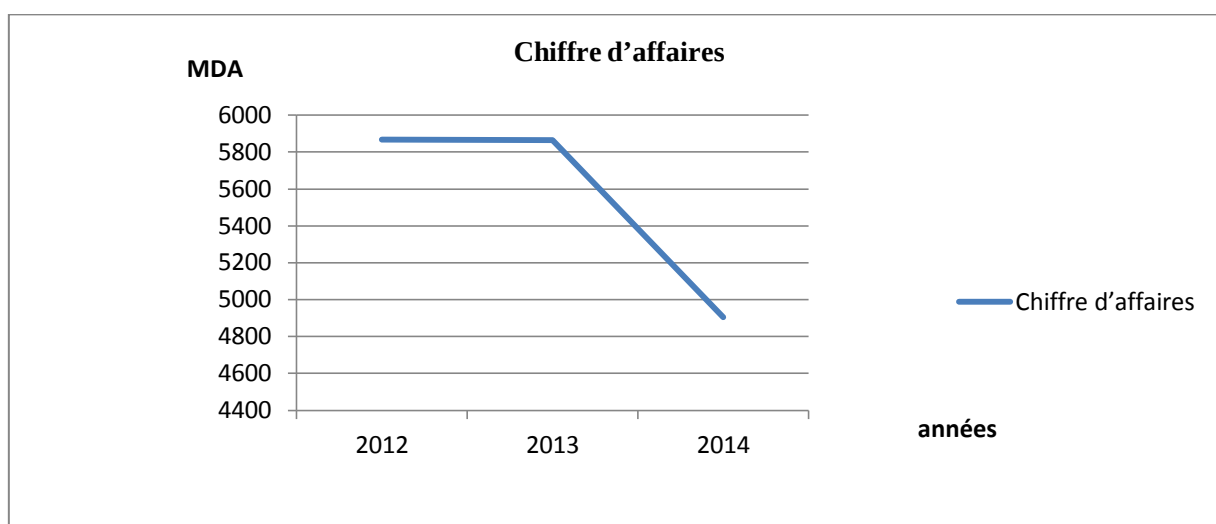
Tableau N°09 : Evolution du chiffre d'affaires de l'ENIEM, 2012/2014, (MDA)

Années	2012	2013	2014
Chiffre d'affaires	5869	5866	4906

Source : ENIEM la direction générale, 2016.

La figure ci-après montre clairement l'évolution du chiffre d'affaires.

Graphe N°01 : Evolution du chiffre d'affaires (2012-2014)



Source : construit à partir du tableau N°09.

Chapitre 03: La responsabilité sociale de l'ENIEM et ses effets sur l'environnement

Nous constatons qu'il y a une certaine stabilité du chiffre d'affaires de l'ENIEM entre 2012 et 2013 cela peut être expliqué par l'augmentation du pouvoir d'achat de la fonction publique. Le CA commence à baisser (2013-2014) cela est due à la diminution de la production car la demande a baissé, et ce, à cause de la concurrence.

2.1.4. L'analyse des ventes

L'analyse de l'activité commerciale (ventes) de l'ENIEM pour la période 2012/2014 portera sur l'évolution des ventes puis nous effectuerons une comparaison entre les ventes prévisionnelles et les ventes réalisées.

2.1.4.1. L'évolution des ventes

L'évaluation des ventes de l'ENIEM est appréciée en analysant l'évolution de la valeur des ventes par produits et cela pour la période allant de 2012 à 2014. Ces ventes sont illustrées dans le tableau suivant :

**Tableau N°10 : L'évolution des ventes des produits électroménagers de l'ENIEM
2012/2014, MDA**

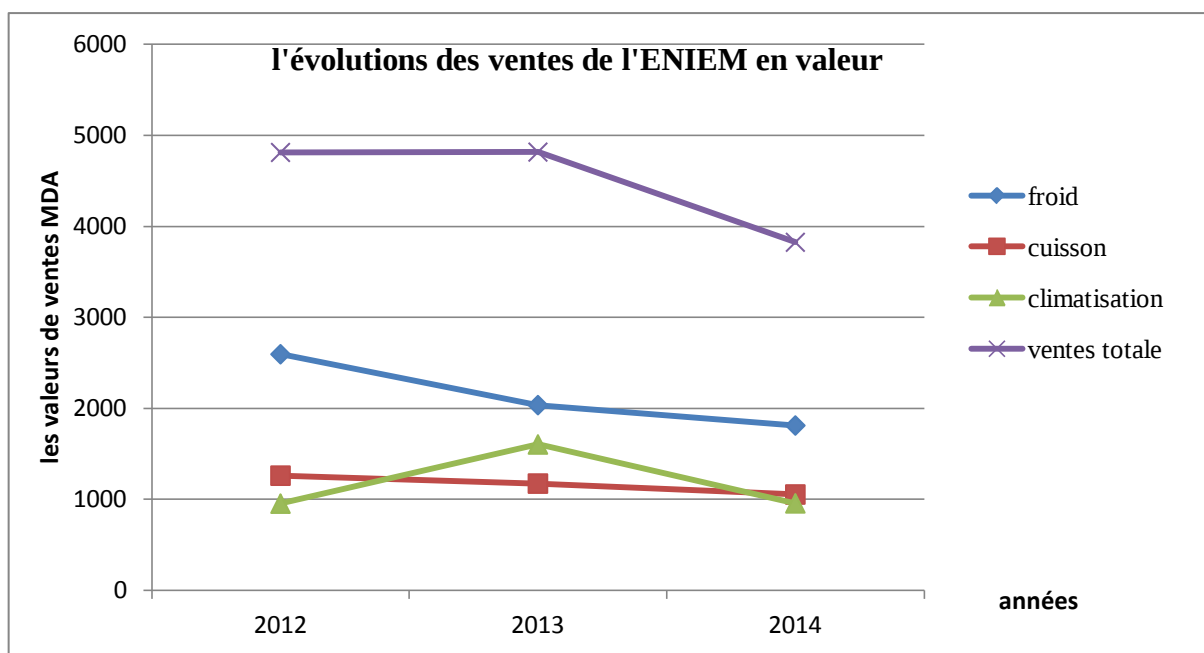
Années Vente(MDA)	2012	2013	2014
froid	2596	2037	1813
Cuisson	1262	1175	1055
Climatisation	955	1605	958
Ventes totale	4813	4817	3826

Source : Document interne à la direction générale, 2016.

Les données du tableau N°10 sont représentées dans le graphe suivant :

Chapitre 03: La responsabilité sociale de l'ENIEM et ses effets sur l'environnement

Graphes N° 02: Diagramme représentant l'évolution des ventes des produits électroménagers de l'ENIEM (2012/2014)



Source : Construit du tableau N° 10.

Les ventes dans le domaine du « froid » ont enregistré des baisses pour les deux années 2013 et 2014. Cette baisse des ventes des produits froids peut varier, mais les causes principales sont les suivantes :

La concurrence, la demande de certains types de réfrigérateurs est en régression.

Les concurrents ont introduit des produits présentant un meilleur rapport qualité/ prix.

L'année 2012 a connu une augmentation des ventes générées par la grande demande des réfrigérateurs 350 SPB, 320 litres et le réfrigérateur NO FROST.

Les ventes dans le domaine « cuisson », sont plutôt stables. La baisse des ventes enregistrées depuis 2012 peut s'expliquer comme c'est le cas des produits froid par :

- La baisse de la demande du produit ENIEM sur le marché ;
- La concurrence déloyale (sur les prix et la qualité) ;
- L'introduction de nouveaux produits importés à des prix bas.

Chapitre 03: La responsabilité sociale de l'ENIEM et ses effets sur l'environnement

Et enfin les ventes du domaine « climatisation », ont enregistré des hausses successives cela est due à l'amélioration du pouvoir d'achat des clients (2013).

Aussi, les ventes totales augmentent dans les deux premières années puis elles diminuent en 2014 cela est due à la concurrence.

2.1.4.2. Les ventes réalisées par rapport aux prévisions

Les réalisations de l'ENIEM enregistrées en terme de ventes par rapport aux prévisions estimées, ainsi que les taux de réalisation durant la période 2012/2014, sont données par le tableau suivant :

Tableau N°11 : Les ventes réalisées par rapport aux prévisions (2012/2014) en KDA

Années	Les ventes prévues		Les ventes réalisées		Taux de réalisation des ventes
	Qtes	Valeurs	Qtes	Valeurs	
2012	297780	6264139	267502	5809132	93%
2013	282184	6448366	236357	5765576	89%
2014	273240	6523204	193491	4792043,86	73%

Source : Le rapport de gestion de l'ENIEM 2012/2014.

À la lecture du tableau ci-dessus, nous remarquons que les taux de réalisation des ventes, sont en diminution durant les deux derniers exercices de la période étudiée (2013 et 2014).

Nous remarquons qu'il y a un manque à gagner par rapport à la prévision de 07% en 2012, de 11% en 2013 et 13% en 2014.

2.1.5. L'analyse de la production

L'analyse de l'activité de la production de l'ENIEM pour la période 2012/2014 porte sur l'évolution de la production puis nous allons faire une comparaison entre les productions réalisées et les productions prévisionnelles.

Chapitre 03: La responsabilité sociale de l'ENIEM et ses effets sur l'environnement

2.1.5.1. L'évolutions de la production

L'évolution de la production à l'ENIEM est structurée en un ensemble de procédés de fabrication propre (produits électroménagers). Cette évolution est organisée dans les trois unités de production (froid, cuisson et climatisation).

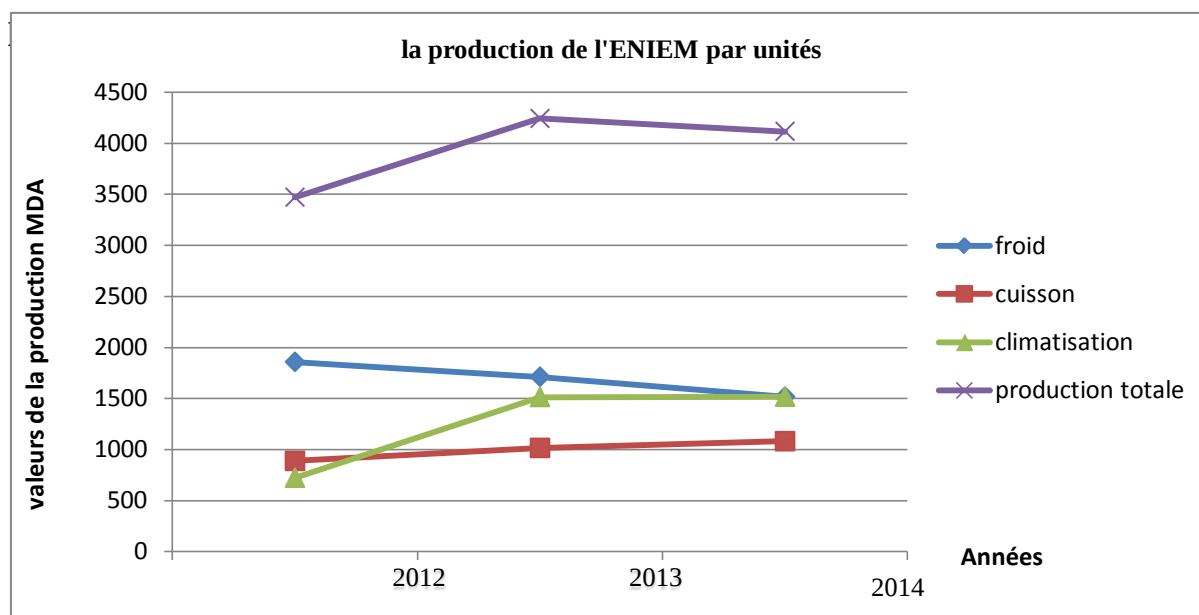
Tableau N°12 : L'évolution de la production l'ENIEM 2012/2014, MDA

Années production(MDA)	2012	2013	2014
Froid	1858	1712	1517
Cuisson	888	1015	1081
Climatisation	724	1514	1517
Production totale	3470	4241	4115

Source : Construit par nos soins à partir de document interne à la direction générale

Les données de ce tableau sont représentées dans le graphe suivant :

Graphe N° 03 : Diagramme représentant l'évolution de la production de



Source : Construit par nos soins.

Chapitre 03: La responsabilité sociale de l'ENIEM et ses effets sur l'environnement

Nous enregistrons une évolution positive de la production de chaque produit et de la production totale de l'ENIEM sur la période considérée (2012/2013). Elle est due à l'augmentation qu'a connue la production de l'unité « climatisation » surtout à partir de l'année 2013 avec l'introduction des produits machine à laver et chauffe-eau/bain.

Cette évolution positive de la production de l'ENIEM est le résultat de la disponibilité des matières premières en temps réel et de l'introduction de nouveaux produits dans la gamme offerte (réfrigérateurs solaires, une nouvelle machine à laver, nouveaux congélateurs, armoire climatisation, etc.). A partir de 2014 l'entreprise commence à renouveler une partie de la chaîne de production à l'unité froid, c'est pour ça qu'il y a une légère diminution de la production totale.

2.1.5.2. L'analyse de la production réalisée par rapport aux prévisions

L'évaluation de la production réalisée par rapport aux prévisions nous permettra d'apprécier le taux d'atteinte des objectifs en termes de production par rapport aux prévisions estimées, ainsi que le taux de réalisation durant la période 2012/2014 sont données dans le tableau suivant.

Tableau N° 13: La production réalisée par rapport aux prévisions 2012/2014 (KDA)

Années	La production prévue		La production réalisée		Taux de réalisation de la production
	Qtes	Valeurs	Qtes	Valeurs	
2012	296600	5246387	250077	4427067	84%
2013	286700	5776178	235440	5037793	87%
2014	281300	6117109	209139	4686257	77%

Source : construit par nos soins à partir de la documentation interne de l'ENIEM (DG), 2016.

L'ENIEM n'a pas réalisé les objectifs qu'elle s'est fixée en termes de production sur les trois années.

Cela signifie que l'entreprise a enregistré des écarts de réalisation négatifs et des manques à produire de 16% en 2012, 13% pour 2013 et 23% en 2014. Ces manques à produire sont les résultats de plusieurs facteurs à titre illustratif :

Chapitre 03: La responsabilité sociale de l'ENIEM et ses effets sur l'environnement

Les pannes des équipements constituent l'un des facteurs à l'origine des manques à produire que réalise l'entreprise. Ces pannes concernent le plus souvent les équipements suivants : la chaîne de moussage, les chaînes de peintures et les chaînes de thermoformage ;

La réduction volontaire des cadences de production et l'arrêt volontaire de la production qui sont décidés suite aux problèmes de mévente des produits finis et la saturation des magasins de stockages.

2.1.6. La productivité

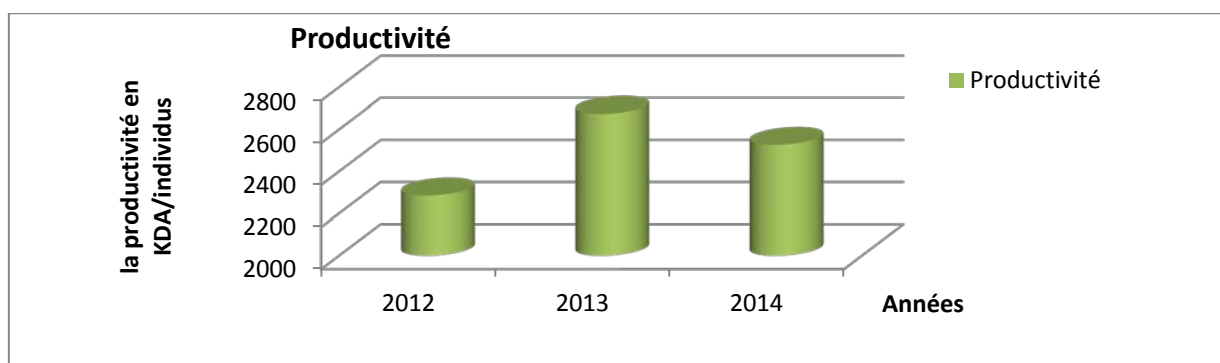
Le tableau ci-après montre l'évolution de la productivité de l'ENIEM.

Tableau N°14 : L'évolution de la productivité de l'ENIEM (2011 à 2014), KDA/effectif

	2012	2013	2014
Production	4686257	5037793	4427067
Effectifs	2051	1884	1752
Productivité	2285	2674	2527

Source : Etabli par nos soins à partir des informations internes à l'entreprise

Figure N° 04: L'évolution de la productivité de l'ENIEM



Source : Etabli par nos soins à partir du tableau N°14

La productivité apparente du travail de l'ENIEM a enregistré une évolution positive, elle est passée de 2285 à 2674 KDA/individus en 2013 cela est due à l'augmentation de la production et à la diminution des effectifs, et en 2014 la productivité a connu une diminution de 147 KDA/individus cela revient à la diminution de la production.

Chapitre 03: La responsabilité sociale de l'ENIEM et ses effets sur l'environnement

2.1.7. Les fournisseurs et les clients

L'ENIEM doit acquérir des ressources nécessaires pour pouvoir produire, pour y faire, l'ENIEM travaille avec différents fournisseurs locaux et étrangers. Parmi ces fournisseurs locaux du BATNA.

Et pour ces fournisseurs étrangers l'Allemagne (en important l'acier).

Ces dernières années l'ENIEM travaille plus avec des fournisseurs algériens dans le but de réduire les différents coûts que ce soit le transport, effets sur l'environnement et faire fonctionner autre industries.

La clientèle est l'élément clés de l'environnement micro économique de l'entreprise. L'ENIEM s'adresse à plusieurs sortes de clientèles, elle a signé des conventions avec :

- *La fonction publique* : la wilaya, la santé, éducation nationale, enseignement supérieure, ministère de la justice ;
- *Institutions* : la police, protection civile ;
 - *Entreprises* : SNVI, SONATRAC, NAFTAL, L'AOURACI, ENI, ENEL

Avant l'adoption du système de management de la qualité, les réclamations client n'étaient pas prises en charge. Or la qualité doit être prise en considération à tous les niveaux de l'entreprise vue le rôle qu'elle joue dans l'élimination des défauts et la réduction des coûts. L'ENIEM s'est engagée à cet effet dans la mise en œuvre et le développement d'un système de management de la qualité conforme au référentiel international ISO 9002 version 1994 puis ISO 9001 versions 2000 (Annexe III). La politique qualité de l'ENIEM est fondée sur la satisfaction des clients en restant à l'écoute de leurs attentes et besoins (Annexe IV). Pour accroître l'efficacité du système de management de la qualité et s'assurer de sa pertinence, une revue de direction est planifiée chaque année afin de mesurer le degré d'atteinte des objectifs qualités et situer les responsabilités. En effet, chaque année des objectifs qualités sont fixées pour l'ENIEM (Annexe IV et V). Pour fidéliser ses clients l'ENIEM dispose d'un service après-vente appeler (SAV).

Chapitre 03: La responsabilité sociale de l'ENOEM et ses effets sur l'environnement

2.2. Le volet social a l'ENIEM

L'étude du volet social nous permet de savoir la nature du recrutement, l'effectifs, l'absentéisme, les accidents de travail, protestations sociales la formation et le licenciement.

2.2.1. Les recrutements au sein de l'entreprise

L'ENIEM recrute dans le cadre de l'ANEM (Agence Nationale d'Emploi) selon la loi N° 04-19 du 25 Décembre relative au placement des travailleurs et au contrôle de l'emploi.

Pour confirmer son engagement socialement responsable, l'ENIEM dispose de deux sortes de contrats :

- *Contrat classique* : qui se subdivise en Contrat à Durée Indéterminé (CDI) et le Contrat à Durée Déterminée (CDD).

Les deux contrats sont règlementés par la loi N°90-11 du 21 Avril du 1990 relative aux relations du travail modifiés et complétés.

Si le poste exige de l'expérience, l'entreprise recrute dans le cadre classique, elle fait également appel à des recrues interne.

- *Contrat d'Aide à l'Insertion Professionnelles (DAIP)* : dans ce contexte, l'entreprise fait travailler ou recrute toutes les catégories de la société, diplômés et non diplômés (soit dans le cadre de Contrat d'Insertion Déterminé (CID), Contrat d'Insertion Professionnelle (CIP), Contrat de Formation d'Insertion (CFI) et le Contrat de Travail Aidé (CTA)).

Ce contrat est règlementé par le décret exécutif N°08-126 du 19 Avril 2008 modifié et complété relatif au dispositif d'aide à l'insertion professionnelle

Chapitre 03: La responsabilité sociale de l'ENOEM et ses effets sur l'environnement

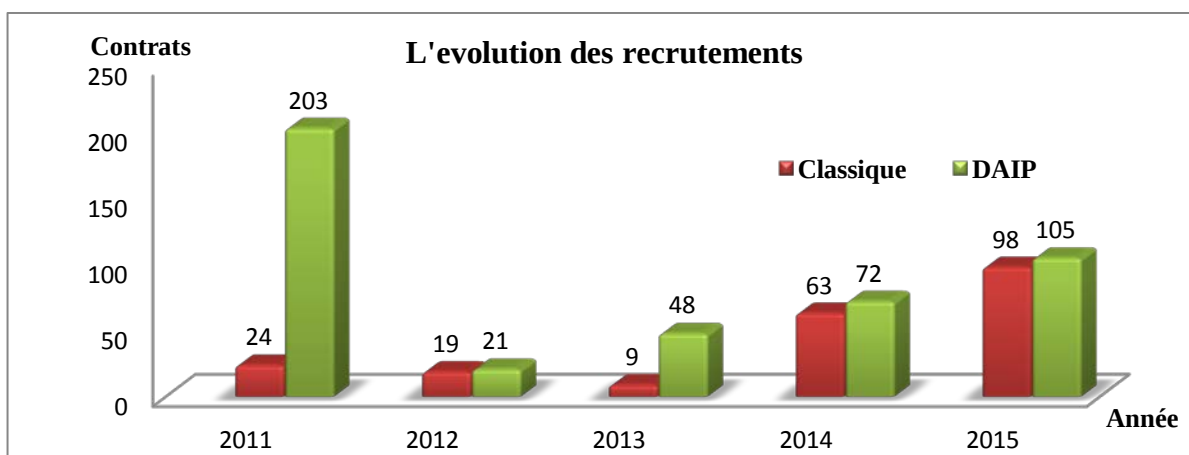
Tableau N°15 : L'effectif recruté dans le cadre de l'ANEM (contrats classique, DAIP) à l'ENIEM (2011/2015)

Année Contrats	2011	2012	2013	2014	2015
Classique	24	19	09	63	98
DAIP	203	21	48	72	105
Total	227	40	57	135	203

Source : Document interne de la direction général de l'ENIEM (DRH), 2016.

La figure ci-après montre clairement l'évolution des recrutements dans le cadre classique et DAIP (2011/ 2015).

Figure N° 05: L'évolution des recrutements dans le cadre classique et DAIP (2011/ 2015)



Source : Etablie à partir du tableau N°15, 2016.

Pour l'année 2011 l'entreprise a recruté 203 agents dans le cadre DAIP alors pour le contrat classique elle a recruté 24 personnes (prés emplois) pour 2013 elle a recruté 48 personnes dans le cadre DAIP et 09 dans le cadre classique. Nous pouvons constater selon ce graphe que chaque année l'ENIEM recrute dans le cadre de contrat DAIP plus que dans le cadre classique, cela revient à la chance offerte par cette entreprise pour ceux qui non pas d'expérience dans le travail et ceux qui non pas de diplôme.

Chapitre 03: La responsabilité sociale de l'ENOEM et ses effets sur l'environnement

2.2.2. Les effectifs de l'ENIEM

Le tableau ci-dessous, nous permet de voir l'évolution des effectifs de l'ENIEM entre 1996 et 2015.

Tableau N°16: L'évolution des effectifs de l'ENIEM (1996/2015)

Année	Effectif	Année	Effectif
1996	3778	2006	2524
1997	3502	2007	2424
1998	3344	2008	2315
1999	3200	2009	2077
2000	3165	2010	1986
2001	3058	2011	2096
2002	2815	2012	2051
2003	2667	2013	1884
2004	2743	2014	1752
2005	2732	2015	1750

Source : Documents internes de la direction générale (DRH/ENIEM), 2016

L'ENIEM est considérée comme une entreprise absorbeur de chômage dès le début de sa création, elle a beaucoup souffert de sureffectif car elle recrute les employés même si elle n'a pas besoin.

Mais à partir de 1996, son effectif a commencé à diminuer et cela à cause du programme d'ajustement structurel ratifié en Avril 1994 avec l'accord du Fond Monétaire International (FMI).

Parmi les conditions de cet accord, la baisse des dépenses publiques ce qui a poussé l'Etat algérien à dissoudre plusieurs entreprises et garder juste le nombre nécessaire des employés.

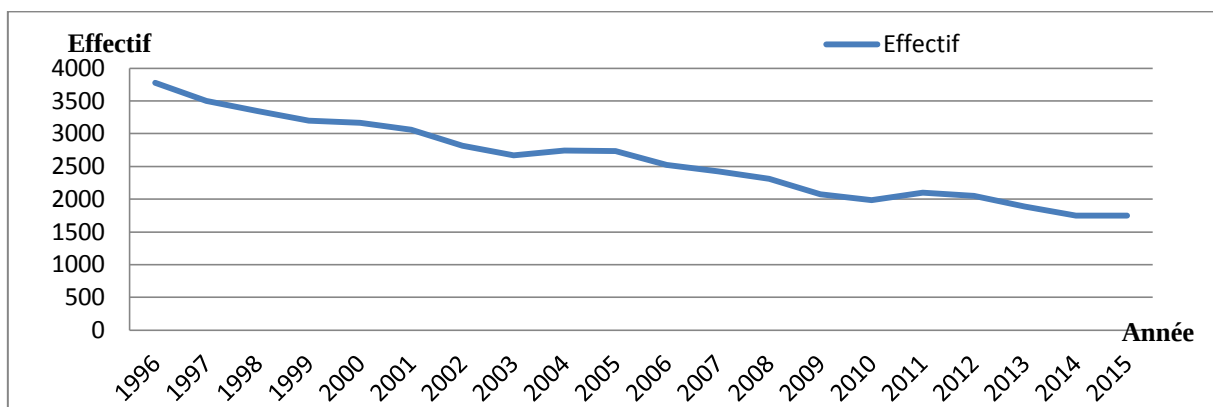
En appliquant les politiques des départs volontaires, les entreprises ont perdu un pourcentage considérable de leurs personnels compétents.

Chapitre 03: La responsabilité sociale de l'ENOEM et ses effets sur l'environnement

L'ENIEM est parmi ces entreprises, elle est touchée par cette politique ses effectifs ont diminué de 36,69% entre 1996 et 2015, mais elle reste toujours une source qui fait vivre plusieurs familles.

Le graphe qui suit permet de voir clairement cette baisse importante de l'effectif de l'ENIEM.

Graphe N°04 : L'évolution des effectifs de l'ENIEM (1996/2015)



Source : Etabli par nos soins à partir du tableau N°16.

2.2.3 Accidents de travail

La sécurité industrielle, au sens large, représente de façon générale la garantie de la sécurité des biens, des personnes et aussi de la pérennité de l'entreprise.

A l'ENIEM, chaque unité que ce soit climatisation, froid, cuisson et l'UPT, les assistants d'hygiène et sécurité font des bilans des accidents de travail pour chaque année dans le but de savoir l'évolution des accident de travail et comment faire pour diminuer ces derniers (Annexe VII).

Le tableau suivant montre l'évolution du nombre d'accident de travail à l'ENIEM.

Chapitre 03: La responsabilité sociale de l'ENOEM et ses effets sur l'environnement

Tableau N°17 : L'évolution des accidents de travail à l'ENIEM pendant quatre ans (2012/2015)

Années	L'U.P.T	Climatisation	Froid	Cuisson
2012	14	05	30	25
2013	08	06	28	23
2014	17	04	27	21
2015	18	07	26	18
Total	57	22	111	87

Source : construit par nos soins à partir de la collecte d'information sur chaque unité (donnée interne à l'entreprise), 2016

D'après ce tableau, nous constatons que le nombre d'accident est plus remarquable à l'unité froid, il représente 111 accidents entre 2012 et 2015, 87 accidents pour l'unité cuisson, cela peut s'expliquer par le nombre de travailleurs dans chaque unité, des spécificités du poste de travail occupé, exposition aux risques.

Par contre, aux deux unités qui restent le nombre d'accident est faible. La plus part des accidents de travail sont dues à la négligence et à la non maîtrise des techniques de manipulation ainsi que, la non utilisation de tenue de travail adéquate.

Le nombre d'accident a connu des diminutions dans ces dernières années pour les deux unités cuisson, froid et cela revient à toutes les préventions prises (différents gants de sécurités, stop bruit, lunette anti acide etc.) ainsi qu'au programme tracé par les assistants d'hygiènes et sécurité industriel qui porte sur, le contrôle des équipements, la vérification des installations électriques (Armoire, coffret), la vérification des aérations, la vérification des extracteurs etc. Moyen de lutte anti incendie, vérification et contrôle de tous les extincteurs, mesure sono métrique.

Chapitre 03: La responsabilité sociale de l'ENOEM et ses effets sur l'environnement

2.2.4. Protestations sociales

L'ENIEM a vécu plusieurs événements de grève, nous pouvons citer quelques-uns :

- Entre Juin et Septembre 2011 grève des travailleurs suite au renouvellement du comité de Participation et la demande des travailleurs de cette entreprise de différentes primes.
- La direction de l'ENIEM octroie pour ceux qui partent à la retraite anticipée ou proportionnelle une prime sous forme de bonus, mais ces derniers années et plus exactement l'année précédente (2016), l'ENIEM a vécu plus de deux mois de grève qui a été suivie par les retraités de cette entreprise en exigeant le versement de cette prime (devant le siège de la direction générale de l'ENIEM).

2.2.5. Absentéisme

Le personnel de l'ENIEM est pour sa majorité d'origine paysanne. L'absentéisme atteint des pics de 3,24% dans les périodes de cueillette des olives et autre moisson.

Réduire le taux d'absentéisme revient à une nouvelle politique appliquée avec soin à l'ENIEM. Celle-ci a suivi les étapes suivantes :

- Une campagne de sensibilisation continue ;
- Les absents reçoivent des questionnaires pour justifier leur absence ;
- Et les absents sont blâmés au bout du troisième questionnaire.

Le blâme est classé dans le dossier de l'absent et peut retarder son avancement.

Tableau N° 18: L'absentéisme 2010/2015 en (%)

Année	2010	2011	2012	2013	2014	2015
L'absentéisme par rapport aux heures prévues	2,93	2,98	2,55	3	2,99	3,24

Source : Document interne à l'ENIEM (DRH), 2016.

L'ENIEM donne une grande importance pour sa ressource humaine qui est la clé de son développement et son évolution, en se souciant de sa bonne gestion et de sa qualification, cela est montré dans le tableau ci-dessus en affichant un taux d'absentéisme très faible qui ne

Chapitre 03: La responsabilité sociale de l'ENOEM et ses effets sur l'environnement

dépasse pas 3,24% durant l'année, en l'occurrence 06 heures par semaine dont le motif est toujours la formation les études est ces heures sont autorisés ou justifiés.

2.2.6. La formation

La formation est un enjeu de première importance, chaque année l'ENIEM effectue des formations pour ses différentes catégories de personnels (cadre, maîtrise et exécution), elle fait des formations selon les besoins.

L'ENIEM pratique des formations de toute thématique en interne (sur site, centre de formation interne à l'entreprise), en externe assurées par l'entreprise (organisme de formation), des formations de longue durée et de courte durée.

Nous pouvons citer quelques exemples sur les formations qui ont été faites dans cette entreprise :

Étalonnage des instruments de mesure, calcul mécanique, traitement thermique des aciers, programmation des machines mécaniques, management des ressources humaines, détection des besoins de formation, gestion de rémunération, master professionnel en finance et comptabilité, gestion des stocks, bureautique, manipulation et stocks des produits chimiques, réseau et sécurité et informatique etc.

Pour réaliser ces formations, chaque unité dispose d'un budget propre à elle, l'ENIEM utilise 01% de la masse salariale et cela selon l'arrêté du 27 septembre 1999, pris en application du décret exécutif N° 98-149 du 13 mai 1998, complété et modifié par le décret exécutif 09-262 (Annexe VIII). Tout cela pour que l'entreprise arrive à réaliser une performance globale d'une manière générale et environnementale en particulier.

Le tableau qui suit montre le nombre d'agents qui ont été formés.

Tableau N°19 : La formation à l'ENIEM (2010/2015)

Années	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Formations (Nombres Agents)	180	542	/	125	360	632

Source : document interne à la direction générale, 2016

Chapitre 03: La responsabilité sociale de l'ENOEM et ses effets sur l'environnement

En 2011, l'ENIEM a formé 542 agents dont différentes formations, et ce conformément aux besoins de l'entreprise, pour l'année 2013 le nombre d'agents formés a baissé à 125 cela revient à la qualification acquise dans les années précédentes.

Le nombre d'agents formés en 2015 a augmenté il est de 632 cela est due à la nouvelle technologie (exemple : le nouveau réfrigérateur que l'ENIEM fabrique pour cette année).

2.2.7. Sorties et licenciements

Les sorties sont liées aux départs du personnel pour diverses raisons comme les retraites proportionnelles ou légales, les démissions, les décès, les licenciements, la résiliation ou la fin de contrats ou bien pour invalidités.

Le tableau si dessous montre l'évolution des sorties et licenciement de cette entreprise pendant cinq (05) ans.

Tableau N°20 : L'évolution des sorties et licenciement de l'année 2011 à 2015

Année	Sorties	Dont licenciement
2011	117	5
2012	85	4
2013	244	3
2014	267	1
2015	205	3

Source : Document interne à l'ENIEM (DRH), 2016.

Pour les sorties, elles sont passées de 117 en 2011 à 205 en 2015 cela revient dans la majorité des cas à la retraite.

Quant au licenciement, celui-ci est faible nous trouvons cinq (05) cas de licenciement en 2011 et quatre (04) en 2012 et cela est due au faute grave (discipline) abondant de poste.

L'ENIEM a mis un article dans le règlement intérieur qui est l'absolution de la faute qui stipule « *si au cours de l'année qui suit l'application d'une mesure disciplinaire du premier degré, le comportement et le rendement du travailleur le justifient, l'employeur peut, après avis de la hiérarchie du travailleur, prononcer l'absolution de faute. Dans le cas d'une*

Chapitre 03: La responsabilité sociale de l'ENOEM et ses effets sur l'environnement

mesure disciplinaire du second degré, la durée minimale pour qu'intervienne une éventuelle absolution est de trois années » (Article 96 du règlement intérieur de l'ENIEM, p38).

Dans le volet social l'ENIEM dispose d'un comité qui s'appelle le comité de participation (CP), qui a été créé en 1994. Le CP est une partie prenante de l'ENIEM, il participe à la gestion de l'entreprise (finance, production etc.) d'une part et il contribue aux actions sociales d'autre part.

C'est à travers ce comité que l'ENIEM a fait des conventions de soins médicaux avec l'hôpital MHMOUDI, trois (03) cliniques privées qui sont la clinique les AMANDIERS, la COLOMBE, KHATI et avec laboratoire de TAMDA pour l'intérêt ou pour la santé de ses fonctionnaires mais aussi la santé de leurs familles (en cas des interventions médicales le scan aire etc.), elle a mis une ambulance à leurs dispositions et une assistance médicale.

Pour encourager ses travailleurs, le CP offre plusieurs cadeaux (cadeaux de fin d'année, premier Mai, l'aïd des travailleurs etc.).

En plus de ces initiatives en termes de responsabilité sociale, l'ENIEM opté pour d'autres alternatives, le sponsoring et le mécénat, pour ce qui est du sponsoring l'entreprise est présenté comme le sponsor de plusieurs événements qu'ils soient culturels, scientifiques, sportifs (les petits clubs régionaux etc.).

En 2013, elle a sponsorisé le laboratoire de biogénotoxicologie et santé au travail, qui a été organisé du 28 au 30 Septembre à l'université d'Alger (BEN YUCEF BEN KHEDDA), sous le thème : « les quatrièmes journées Algéro-Française d'éthique médicale ».

Pour ce qui est du mécénat, l'ENIEM utilise ce genre de publicité lors des événements inopinés et inattendus tels que : les intempéries, les catastrophes naturelles. Dans ce cas, l'ENIEM apporte de l'aide aux nécessiteux et aux sinistrés. Comme elle n'hésite pas à se rapprocher des mosquées et des associations afin de subvenir à leurs besoins. Comme exemple, l'ENIEM a pu offrir des climatiseurs et des réfrigérateurs à l'association des handicapés sis à Tizi Ouzou.

L'activité de l'ENIEM a des effets positifs sur l'environnement social. L'ENIEM est un important pourvoyeur d'emplois dans la région. En plus de son activité, elle offre à ses employés un cadre professionnel évolutif grâce aux différents types de formation, mais aussi

Chapitre 03: La responsabilité sociale de l'ENOEM et ses effets sur l'environnement

elle intègre des cas disciplinaires, en étant tolérants envers ces derniers comme le montre l'Article 96 du règlement intérieur de l'ENIEM cité ci-dessus.

En plus de ces initiatives en termes de responsabilité sociale, l'ENIEM pratique d'autres alternatives par exemple le sponsoring et le mécénat.

L'ENIEM comme toute les autres entreprises cherche à réaliser la performance économique ainsi que le bien-être de ses travailleurs qu'en est-il de l'environnement ?

Sommaire

Sommaire

Introduction générale.....	1
Chapitre 01 : Pourquoi la responsabilité sociale de l'entreprise ?.....	6
Section 01 : Historique de la responsabilité sociale des entreprises.....	6
Section 02 : Définitions de la responsabilité sociale des entreprises.....	9
Section 03 : Les théories de la responsabilité sociale des entreprises.....	15
Chapitre 02 : Environnement de l'entreprise publique algérienne et la responsabilité sociale.....	23
Section 01 : L'environnement de l'entreprise publique algérienne.....	24
Section 02 : Quelques déterminants de la RSE en Algérie.....	34
Chapitre 03: La responsabilité sociale de l'ENIEM et ses effets sur l'environnement	43
Section 01 : Présentation de l'organisme d'accueil ENIEM.....	44
Section 02 : La responsabilité sociale des entreprises à l'ENIEM et ses effets sur l'environnement.....	50
Conclusion générale.....	89

Introduction générale

La responsabilité sociale des entreprises (RSE) n'a jamais été aussi populaire qu'aujourd'hui. Le phénomène a pris de l'importance au fil des années et occupe aujourd'hui sa place au cœur de la stratégie d'entreprise (Capron M., Quairel-Lanoizelée F. 2007).

Pour bien comprendre ce concept, nous allons essayer de revoir ses origines, « *La responsabilité sociale s'est constituée en doctrine structurant les discours et pratiques des hommes d'affaires américains entre la fin du XIX^{ème} siècle et le début du XX^{ème} siècle durant la seconde révolution industrielle* » (Jean-Pascal Gond et Jacques Igalens, 2011, p8).

Selon l'historien américain Morrell Heald, « *ce dont le XIX^{ème} siècle manquait, et que le XX^{ème} siècle va fournir, c'est une justification une conceptualisation de la réalisation entre l'entreprise et la communauté-suivant laquelle la responsabilité sociale est considérée non seulement comme une charge pesant sur les ressources des entreprises* » (M. Heald, cité par Jean-Pascal Gond et Jacques Igalens, 2011, p.7 et 8).

Qui parle du concept « moderne » de RSE parle aussi du père fondateur Howard Bowen, en grande partie grâce à la publication de son livre, en 1953, intitulé *Social Responsibilities of the Businessman*.

C'est Bowen qui a bien illustré le passage de la responsabilité sociale du statut de doctrine formée dans le monde des affaires à celui de concept académique.

Notre choix de ce sujet part de l'importance de la prise en considération de l'incidence de l'activité de l'entreprise sur son environnement socioéconomique et naturel. Notre travail de recherche va se dérouler au niveau de l'entreprise des industries électroménagères (ENIEM), qui est une entreprise importante soumise à la concurrence, et constitue un pôle de développement pour la wilaya de Tizi-Ouzou, par le nombre d'emploi généré.

Dans notre travail, nous allons nous intéresser aux différentes variables de la responsabilité sociale de l'entreprise d'une manière générale, puis nous allons nous appuyer sur l'aspect environnemental d'une manière particulière.

Aussi notre thème s'accorde avec notre formation académique de Master spécialité développement local, tourisme et valorisation du patrimoine (DLTVP).

La problématique

En Algérie, particulièrement dans la wilaya de Tizi –Ouzou, la RSE n'est pas récente elle a été pratiquée tacitement. Nous pouvons illustrer son existence dans certains villages, si nous revenons à l'agriculture par exemple, nous trouvons qu'il existe des villages qui respectent le calendrier agricole berbère et organisent leur activité agricole collectivement *« Le labour, le reboisement, le greffage, la cueillette, la moisson..., sont des activités qui se lancent collectivement avec une division sociale du travail entre hommes et femmes »* (Durkheim E cité par Achir .M, 2014, p5). Ce sont des actions collectives dont l'objectif est à la fois social, économique et environnemental.

« Au plan sociétal, il s'agit d'inciter les citoyens du village à la solidarité à travers une ambiance festive qui renforce l'égalité et le lien social. Les rituels et les fêtes qui les accompagnent stimulent l'action collective et la cohésion de la communauté. Au plan économique, c'est la Touiza, c'est la solidarité dans le travail. Et c'est à tour de rôle que les tâches de chaque famille dans le village sont réalisées. Au plan environnemental, c'est l'équilibre des écosystèmes pour éviter de les altérer ou de les surexploiter » (Achir M, 2014, p5). A cet égard nous pouvons citer par exemple le volontariat qui se fait selon le programme du comité du village où ce dernier convoque tous les membres de la communauté adultes pour participer aux opérations de désherbage, de nettoyage, etc. Son objectif est d'assurer les équilibres des écosystèmes naturels et d'éviter les feux de forêt et veille à la propreté du village.

Ces pratiques de solidarité et d'entraides qui existent au sein de la société, nous les retrouvons transposées au sein de certaines entreprises publiques algériennes à l'image des primes de transport, la prime de panier, l'aide lors d'un décès.

En effet, après son indépendance, l'Algérie a mis au point un programme de développement basé sur les industries industrialisantes accés sur le secteur public. *« Au cours de la décennie 1970, l'Algérie investit près de la moitié de son PIB dans l'industrie, ce qui correspond à l'un des plus fort taux d'investissement au monde à l'époque »* (Chignier. A, 2009, p9).

« L'Algérie a privilégié le secteur public durant des décennies, et qu'en est-il de la RSE au sein de ce secteur ? ».

Nous allons illustrer cela par l'étude du cas de l'entreprise nationale des industries de l'électroménager.

De cette problématique découle plusieurs sous questions :

- Comment l'ENIEM intègre-t-elle la variable environnementale ?
- L'ENIEM intègre-t-elle d'autres variables?
- Est-ce que l'ENIEM pratique la RSE d'une manière obligatoire et/ou volontaire ?

Hypothèses

Pour répondre à cette problématique, nous avons émis au préalable deux hypothèses à vérifier à travers l'étude que nous proposons de réaliser au sein de l'entreprise nationale des industries électroménagères (ENIEM).

H1, nous supposons que l'ENIEM fait de la RSE ;

H2, l'ENIEM donne de l'importance à la variable environnementale.

Méthodologie de recherche

Pour pouvoir répondre à notre problématique et à fin de vérifier les hypothèses de départ, nous allons faire des lectures, des recherches bibliographiques, qui nous permettront de produire une partie théorique pour clarifier la notion de responsabilité sociale des entreprises.

En plus des corpus théorique, nous effectuerons dans le cadre de notre recherche, une étude de terrain auprès de l'entreprise nationale des industries électroménagères (ENIEM). Cette étude se fera à l'aide d'un guide d'entretien, qui nous permettra de répondre à notre problématique.

Pour présenter notre travail, nous allons le scinder en trois chapitres.

-Nous tenterons d'abord dans le premier chapitre, de répondre sur le pourquoi de la responsabilité sociale des entreprises, c'est à dire savoir les origines du mouvement et son évolution dans la perspective historique, ses multiples définitions et ses différentes approches théoriques ;

-Nous examinerons ensuite dans le deuxième chapitre, l'environnement de l'entreprise publique algérienne et la responsabilité sociale qui portera sur elle et quelques déterminants de la RSE en Algérie.

-Enfin, le dernier chapitre portera sur la responsabilité sociale de l'ENIEM et ses effets sur l'environnement. Ce dernier contiendra une présentation de l'entreprise ENIEM, ainsi que la présentation des résultats de l'enquête.

Les difficultés rencontrées

Pour le cas théorique, nous avons trouvé des difficultés, comme le manque d'ouvrages, d'articles ou bien toutes documentations qui ont une relation avec la responsabilité sociale des entreprises en Algérie. « *L'Algérie souffre particulièrement d'un manque de publications sur le concept de la RSE. D'ailleurs, dans ce pays aucune thèse n'a été soutenue jusqu'à ce jour, et il faut savoir qu'une seule communication sur ce concept, a vu le jour lors du colloque international sur la RSE qui s'est tenu à Agadir (Maroc) en février 2009. Dans ce colloque, Atil (2009), a souligné que le comportement des entreprises algériennes face à la problématique de la RSE est soit " passif", ou " opportuniste "* » (Badreddine TALEB, 2013, p41).

Les problèmes rencontrés sur le terrain, comme le langage de responsabilité sociale des entreprises est absent dans les discours à l'ENIEM, nous avons rencontré plusieurs difficultés, la preuve que nous n'avons pas un encadreur car ils ne savent pas de quoi nous parlons.

Nous avons choisi un mode d'investigation type entretien, mais certains responsables évoquent à chaque fois leurs indisponibilité (un emploi du temps chargé suite aux réunions de travail).

Toutefois, la difficulté majeure que nous avons rencontrée lors de l'étude des documents internes est le manque de fiabilité dans la saisie des informations.

Ces derniers sont soit :

-Contradictoires d'un document à un autre ;

- Non saisies d'une manière permanente, ce qui induit un manque d'information ;
- Non cohérentes car parfois l'analyse se fait sur toute l'entreprise, parfois sur des unités et parfois seulement sur certains produits. Ce qui provoque une difficulté pour l'interprétation l'analyse des résultats ;
- Et nous n'étions pas à l'aise lors de la consultation de ces documents car à chaque fois ils nous disent que ce sont des documents qui appartiennent à l'entreprise ou bien ils sont internes à l'entreprise, et ce sont des secrets de l'entreprise.

Introduction

Les origines de la responsabilité sociales des entreprises remontent au XIX^{ème} siècle, mais son apparition comme concept revient aux années 1950. Il a connu son essor aux Etats-Unis dans un contexte fortement industrialisé.

La responsabilité sociale des entreprises est une expression qui a beaucoup évolué dans le temps et qui s'inscrit dans plusieurs disciplines.

La première section de ce chapitre, sera consacrée à l'historique de la responsabilité sociale des entreprises. La seconde section exposera les différentes définitions de la responsabilité sociale des entreprises et la troisième section portera sur les théories de la responsabilité sociale des entreprises.

Section 01 : Historique de la responsabilité sociale des entreprises

La responsabilité sociale des entreprises à une longue histoire dans le monde, mais son apparition pour la première fois remonte aux années 1950 en Amérique (Etats Unis).

Nous verrons dans cette section deux points, le premier est la conception anglo-saxonne (américaine) de la RSE et le second est la conception européenne de la RSE.

1.1. La conception anglo-saxonne (américaine) de la RSE

Le concept de RSE a pris racines aux Etats Unis d'Amérique. Ce sont les auteurs américains qui ont élaboré le concept de *Corporate social responsibility* dans les années 1950. Bowen est considéré comme le père fondateur de la RSE grâce à la publication de son livre de 1953, intitulé *Social Responsibilities of the Businessman* (Jean- Pascal Gond, Jacques Igalens, 2011). L'ouvrage de H. BOWEN, marque l'émergence du champ de recherche traitant des relations entre l'entreprise et la société, si la notion de la RSE peut apparaître comme relativement récente, le débat de fond est, cependant beaucoup plus ancien (PESTRE.F, 2013).

La responsabilité sociale s'est formée en doctrine structurant les discours et pratiques des hommes d'affaires américains entre la fin du XIX^{ème} siècle et le début du XX^{ème} siècle, durant la seconde révolution industrielle. La constitution de l'idée d'une responsabilité de l'entreprise à l'égard de la société est proche du développement de la philanthropie d'entreprise et de la dynamique de légitimation de la grande entreprise et du système capitaliste américain (GOND.J.P, 2010, cité par J-P. Gond et J. IGALENS, 2011).

ACQUIER, IGALENS et Gond (2005) expliquent la diffusion du concept par la religion. Celle-ci a eu un rôle essentiel dans la création de la conception étasunienne de la RSE : « *D'un point de vue académique, plusieurs auteurs présentent la religion comme un élément fondateur et une des spécificités essentielles des champs Business and Society et Business Ethics* » (Y. HAMIDI et M. KHELFAOUI, 2016, p 03).

En effet, la religion protestante a joué un rôle structurant dans l'émergence et la diffusion du capitalisme.

Si nous reprenons la définition de BOWEN, selon laquelle : « *la responsabilité sociale de l'entreprise renvoie à l'obligation pour les hommes d'affaires de réaliser les politiques, de prendre les décisions et de suivre les lignes de conduite répondant aux objectifs et aux valeurs qui sont considérés comme désirables dans notre société* » (A. ACQUIER, J.-P. GOND cité par J-P GOND et J. IGALENS, 2011, p12), nous pouvons constater que les hommes d'affaires de l'époque considéraient qu'il était de leur devoir de répondre aux attentes de la société.

Au XX siècle, cette responsabilité fut transférée du propriétaire aux nouveaux dirigeants, cette dernière fut progressivement détachée de l'individu pour être appliquée à l'entreprise elle-même et à ses processus, elle fut ainsi progressivement conceptualisée comme un élément central de la relation entre l'entreprise et la société. Ce siècle est caractérisé par le concept « Public service » et « Stewardsphip », ce qui veut dire que tout partenaire a pour devoir de satisfaire les besoins de la société dans son ensemble.

Les pratiques de RSE se développent progressivement au sein des entreprises américaines en s'appuyant sur des mouvements sociaux : « *les mouvements pour les droits civiques et les luttes contre la discrimination dans les années 1960, les mouvements écologistes et les mouvements étudiants contre la guerre de Vietnam qui cibleront les entreprises polluantes ou productrices d'armes dans les années 1970, la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud dans les années 1980* » (J-P. GOND et J. LGALENS, 2011, p10).

1.2. La conception européenne de la RSE

La RSE en tant que concept distinct et pratiques élaborées est apparue en Europe occidentale en retard par rapport à l'Amérique du nord (Y. HAMIDI, M. KHELFAOUI, 2016).

L'Europe, tout comme les Etats-Unis, a connu des actions paternalistes au milieu du XIX^{ème} siècle et au début du XX^{ème}. Citons, à titre d'exemple l'industrie des poêles « Godin » qui a bâti dès 1846 des habitations aux ouvrières et mis en place des caisses de secours pour la retraite et maladie. L'industrie de chaussures « Bata » qui a construit en 1937 Bata villes, une ville ouvrière (F. BOURNOISE. et C. BOURION, 2008, cité par M. FADOIE MARDAM-BEY, 2016).

Après avoir placé la RSE dans son contexte historique, nous allons présenter les différentes définitions de la RSE ainsi que ses principaux fondements théoriques.

Section 02 : Définitions de la responsabilité sociale des entreprises

Il existe plusieurs définition de la responsabilité sociale des entreprises, mais avant de les aborder dans cette section, nous allons savoir tout d'abord son étymologie, et les différentes définitions selon des organisations et les auteurs.

2.1. Etymologie de la responsabilité sociale des entreprises

Le concept de RSE est constitué de trois termes traduits de l'anglo-américain CSR (*Corporate Social Responsibility*), qui peuvent donner lieu chacun à de multiples interprétations.

Nous allons commencer par le terme « **responsabilité** »

Etymologiquement, le terme vient du latin *responder* et signifie « répondre de », « se porter garant de » (M. CAPRON, Françoise Quairel-Lanoizelée, 2007).

Le terme « responsabilité » a pris un sens philosophique qui le détache de la réparation et de la sanction ; il devient synonyme d'obligation ou d'engagement, comme chez Jonas (1990). La responsabilité devient une modalité de l'action : « *agir de façon responsable signifie réfléchir aux conséquences de ses actes, pour soi et surtout pour autrui* » (Ewald, 1997, cité par M. CAPRON et Françoise Quairel-Lanoizelée 2007, p21).

Le même auteur distingue la progression de la notion de responsabilité à travers les trois âges du droit de la responsabilité qui montre l'évolution du concept :

- Première phase pendant laquelle l'accent a été mis sur la responsabilité face à l'acte, ce qui induit l'idée d'une réparation dans le cas où l'acte est atteint.
- Deuxième phase (récent, liée aux sociétés industrielles) où la responsabilité est située face au risque, ce qui entraîne l'idée de prévention des accidents, des menaces et des dangers.
- Et la troisième phase (en émergence) qui place la responsabilité face à l'obligation de sécurité traduisant une étude face aux dangers d'un monde dont l'évolution fuit à la maîtrise de l'humanité et conduit à la mise en œuvre du principe de précaution (M. CAPRON, Françoise Quairel-Lanoizelée, 2007).

Nous pouvons comprendre que le terme « responsabilité » signifie, assumer ses actes et leurs conséquences et accepter d'en répondre.

Le second terme est le « **social** » renvoie tantôt au seul champ des relations employeurs-salariés, tantôt à ce qui relève de la société (M. CAPRON, Françoise Quairel-Lanoizelée, 2007).

Ainsi, le social c'est les conséquences de ce dernier sur l'activité de l'entreprise pour l'ensemble de ses parties prenantes.

Enfin, le troisième terme qui est « **l'entreprise** », peut être défini comme toute entité organisée ayant pour objet de produire des biens et services économiques (idem).

Mais aussi l'entreprise est un acteur essentiel de la société, et elle est de plus en plus confrontée aux pressions exercées par les actionnaires, les consommateurs, les salariés, le cadre réglementaire et les ONG (M. CAPRON, Françoise Quairel-Lanoizelée, 2004).

L'appellation « responsabilité sociale de l'entreprise » ou RSE ne veut pas dire la même chose, tout le temps et pour tout le monde. Pour certains, la RSE revient à la responsabilité juridique ; pour d'autres, elle se rapporte à l'éthique ou au comportement social responsable ; d'autres encore l'associent aux actions de charité ; alors certains autres y voient une action de conscience sociale (M. FADOIE MARDAM-BEY, 2008).

2.2. Les définitions de la RSE selon différentes organisations

Plusieurs définitions sur la RSE ont été donné que ce soit par des organisations internationales, régionales et nationales mais aussi, des définitions de différents auteurs (travaux scientifiques organisés par des auteurs).

La RSE est une décision volontaire que les entreprises prennent, ces dernières vont au-delà de la loi en intégrant les effets de leurs activités sur la société.

Pour l'Organisation Internationale du Travail (OIT), « *la RSE traduit la façon dont les entreprises prennent en considération les effets de leurs activités sur la société et affirment leurs principes et leurs valeurs, tant dans l'application de leurs méthodes et procédés internes que dans leurs relations avec d'autres. La RSE est une initiative volontaire dont les entreprises sont le moteur et se rapporte à des activités dont on considère qu'elles vont plus loin que le simple respect de la loi* » (R. BOUDJMA, 2009, p111).

Les entreprises doivent non seulement assurer des dividendes aux actionnaires, des salaires aux employés et des produits et services aux consommateurs, mais les entreprises doivent répondre aussi aux préoccupations et aux valeurs de la société et de l'environnement.

Selon l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economique (OCDE), *« la responsabilité des entreprises va au-delà de la fonction essentielle de réalisation d'activités commerciales. Les entreprises sont censées se conformer aux diverses lois qui leur sont applicables et, sur le plan pratique, elles doivent souvent répondre à des attentes sociétales qui ne sont pas inscrites dans le droit formel »* (idem).

L'entreprise socialement responsable ne satisfait pas seulement les obligations juridiques applicables, mais elle va au-delà. Elle investit surtout dans le capital humain, dans ses relations avec les parties prenantes et dans la protection de l'environnement.

La Commission de l'Union Européenne (2001) définit la RSE comme suit : *« être socialement responsable signifie non seulement satisfaire pleinement aux obligations juridiques applicables, mais aller au-delà et investir davantage dans le capital humain, l'environnement et les relations avec les parties prenantes »* ; cela suppose *« l'intégration volontaire par les entreprises de préoccupations sociales et environnementales à leurs activités commerciales et leurs relations avec leurs parties prenantes »* (M. CAPRON et Françoise Quairel-Lanoizelée, 2007, p23).

Quotidiennement, les quelques points communs de la définition du concept RSE sont les suivants (RODIE. 2007, cité par A. DADENE, M. DAHMANI et A.ATIL, 2016) :

- La RSE est appréciée sur sa capacité à participer effectivement à la réalisation des buts sociaux, environnementaux et économiques ;
- La RSE renvoie au rôle des affaires au sein de la société ainsi qu'aux attentes de la société par rapport à l'entreprise ;
- La RSE estime que les entreprises contractent volontairement des obligations qui vont au-delà du cadre réglementaire ;
- La RSE sous-entend une réflexion centrée sur les conséquences sociales des activités dans le domaine des affaires, qu'elles soient positives ou négatives ;

- La RSE renvoie aux activités régulières de l'entreprise et non pas à ses actions philanthropiques.

Aussi, selon les auteurs la RSE a plusieurs définitions, nous pouvons citer quelques-unes.

2.3. La définition de la responsabilité sociale des entreprises selon les auteurs

Le tableau suivant présente différentes définitions de quelques auteurs du 1960 à 1991.

Tableau N° 01: Les différentes définitions de la RSE (1960-1991)

Auteurs et années	Définitions
Davis 1960 -1973	La RSE concerne les actions et les décisions que prennent les hommes d'affaires pour des raisons qui vont, en partie, au-delà des intérêts purement techniques et économiques de l'entreprise.
Mc Guire 1963	L'idée de RSE suppose que l'entreprise n'a pas seulement des obligations légales ou économiques, mais qu'elle a aussi des responsabilités envers la société qui vont au-delà de ces obligations.
Walton 1967	Le concept de responsabilité sociale reconnaît l'intimité des relations entre l'entreprise et la société et affirme que ces relations doivent être présentes à l'esprit des tops managers de l'entreprise ainsi qu'à l'esprit de ceux qui s'occupent des différents groupes auxquels elle est reliée et qui poursuivent leurs propres buts.
Milton Friedmann 1970	Si l'entreprise respecte les règles du jeu, à savoir une concurrence libre et ouverte, elle n'a qu'une seule responsabilité sociale : combiner ses ressources de manière à maximiser ses profits. La maximisation des profits serait garante du développement économique qui, par retombées, profiterait à l'ensemble de la société, donc à l'intérêt commun. La RSE est d'accroître ses profits.
Caroll 1979	La responsabilité sociale intègre l'ensemble des attentes économiques, légales, éthiques et philanthropiques que peut avoir la société à l'égard d'une entreprise à un moment donné.
Jones 1980	L'idée selon laquelle les entreprises, par-delà les prescriptions légales ou contractuelles, ont une obligation envers les acteurs sociétaux.
Wood 1991	La signification de la responsabilité sociétale ne peut être appréhendée qu'à travers l'interaction de trois principes : la légitimité, la responsabilité publique et la discrétion managériale, ces principes résultant de la distinction de trois niveaux d'analyse, institutionnel, organisationnel et individuel.

Source : Véronique DUBOUCHET, YAËL PONÇON et P. TAUPENAS, *(la responsabilité sociale des entreprises, élément incontournable du développement de l'entreprise et de ses ressources humaines)*, 2004, p8, 9.

A partir du tableau nous pouvons expliquer chaque définition comme suite :

- La RSE selon Davis c'est d'aller au-delà des aspects économiques et techniques.
- D'après la définition de Mc Guire nous pouvons comprendre que la RSE c'est d'aller au-delà des aspects économiques et légaux.
- Selon la définition qui a été donnée par Walton nous pouvons constater qu'il faut donner plus d'importance aux relations entre l'entreprise et la société.
- Pour Milton Friedman la RSE c'est l'augmentation du profit.
- La RSE pour CAROLL c'est de faire face aux attentes de la société de manière volontaire.
- Selon Jones la loi exige a l'entreprise d'être l'égal, la RSE est une obligation.

Enfin pour Wood, la RSE c'est le respect des trois niveaux d'analyse, institutionnel, organisationnel et individuel.

En somme, pour BOWEN (1953), Davis (1960), Mc Guire (1963), BACKMAN (1975), Jones (1980), Mc Williams et Siegel (2001), la RSE va au-delà de l'intérêt économique direct de la firme.

Selon Friedman (1962) et Frieman (1970), la RSE consiste à maximiser le profit pour les actionnaires.

Preston et Post (1975), La RSE vue comme une simple responsabilité publique.

Manne (1972), Carroll (1979), Jones (1980) et Frederik (1994), La RSE consiste à répondre aux attentes de la société de façon volontaire (M. BEN MLOUKA et E. BOUSSOURA, 2016).

Sans oublier les deux visions qui sont :

La première anglo-saxonne, considère la RSE comme un engagement volontaire et la seconde latine, la considère comme une obligation contraignante.

Les travaux de l'ISO proposent une définition de la RSE qui cherche à satisfaire à la fois les Etats Unis et l'Europe, pour cela l'ISO 26000 définit la responsabilité des entreprise : *« action d'un organisme pour assumer la responsabilité de l'impact de ses actions sur la société et l'environnement pour autant que ses actions soient cohérentes avec les intérêts de*

la société et du développement durable, fondées sur un comportement éthique, le respect de la loi en vigueur et les instruments gouvernementaux, et intégrées aux activités habituelles de l'organisme » (M. CAPRON et Françoise Quairel-Lanoizelée, 2007, p23).

Nous pouvons constater qu'être socialement responsable c'est aller au-delà des obligations légales, être en relation avec la société et prendre en compte toutes ses parties prenantes.

Quels que soient les points de vue sur la définition de la RSE, l'essentiel reste identique.

Il s'agit d'initiatives favorables volontaires initiées et mises en œuvre par les entreprises qui cherchent à aller au-delà des obligations juridiques. Mais aussi la RSE est évaluée sur sa capacité à contribuer à la réalisation des buts, économiques, sociaux et environnementaux.

Section 03 : Les théories de la responsabilité sociale des entreprises

La justification de la RSE renvoie à la représentation de la nature et du rôle de l'entreprise et de sa raison d'être.

De nombreuses questions théoriques se sont posées concernant la nature et les sources de la RSE. Plusieurs auteurs ont cherché à identifier les références clefs et les événements qui ont marqué la théorisation de la notion de la RSE.

Nous allons examiner trois approches théoriques majeures : la théorie néoclassique, la théorie des parties prenantes et la théorie néo-institutionnelle.

1. La théorie néoclassique

Les théories néoclassiques au sens large du terme, la firme est un « nœud de contrats » avec divers parties prenantes poursuivant chacune ses propres objectifs (Michel Capron et Françoise Quairel-Lanoizelée, 2013). Ainsi, l'objectif principal de l'entreprise est la réalisation et la maximisation du profit à long terme pour garder sa pérennité.

Friedman (1962) diffuse le même point de vue. Il est connu pour sa position radicale dans le débat sur la RSE selon laquelle l'entreprise ne devrait pas fausser le libre jeu par des interventions dans le domaine de la RSE. Il considère qu'« *il existe peu de courants aussi dangereux pour les fondements même de notre société libre que l'acceptation, pour les dirigeants d'entreprise, d'une responsabilité autre que celle de maximiser le rendement de l'argent de leurs actionnaires* » (J. Herman, 2009, p2). Pour inscrire la prise en compte des objectifs sociétaux dans les décisions des entreprises, il faudrait démontrer qu'il y a une relation positive entre performance financière et performance sociale.

La théorie néoclassique ne trouve pas les pratiques de responsabilité sociale indispensables au sein de l'entreprise, et ceci pour deux raisons essentielles : tout d'abord, les actionnaires sont les seules parties prenantes auxquelles l'entreprise doit rendre des comptes ; ensuite, l'objectif unique de l'entreprise est de maximiser les profits (idem).

L'entreprise ne doit pas uniquement chercher à réaliser le profit et répondre à la loi du marché. Aussi l'entreprise est composée de parties prenantes et des propriétaires pour la prise des décisions.

L'émergence de la théorie des parties prenantes à remis en cause les principes de l'école néoclassique, pour former une autre philosophie d'entreprise considérant cette dernière comme une institution sociale de plusieurs acteurs sociaux (N. ABBES, 2011).

2. La théorie des parties prenantes

Dans ce point, nous allons traiter les origines de cette théorie ce qui veut dire son émergence, ses différentes définitions, ses types et en fin ses objectifs.

2.1. Origines de la théorie des parties prenantes

2.1.1. Emergence

L'implication de l'entreprise, de ses dirigeants et la nature de leurs obligations envers le reste de la société font l'objet d'un débat ancien. L'approche des parties prenante (Stakeholder) prend effectivement ses racines dans le travail de Berle et Means (1932), qui remarquent le développement d'une pression sociale s'exerçant sur les dirigeants pour qu'ils reconnaissent leur responsabilité auprès de tous ceux dont le bien-être peut être affecté par les décisions de l'entreprise.

C'est au cours des années 1960 qu'émerge le terme de Stakeholder qui est traduit par « partie prenante », mais aussi par « partie intéressée » et « ayant droit » (S. MERCIER, J-P. Gond, 2005).

2.1.2. Définition de la théorie

Le terme de *Stakeholder* est popularisé par Freeman (1984). Il lui donne une acception très large (voir tableau).

La notion de *Stakeholder* n'a pas le même sens pour tous les auteurs et cela selon les principales définitions recensées chronologiquement dans le tableau qui suit :

Tableau N° 02 : Définitions des parties prenantes

Auteurs	Définition proposée
Stanford Research Institute (1963)	«les groupes sans le support desquels l'organisation cesserait d'exister».
Rhenman et Stymne (1965)	« groupe qui dépend de l'entreprise pour réaliser ses buts propres et dont cette dernière dépend pour assurer son existence »
Sturdivant (1979)	1 - « individus qui sont affectés par les politiques et pratiques de l'entreprise et qui considèrent avoir un intérêt dans son activité » 2 – « tout groupe dont le comportement collectif peut affecter directement l'avenir de l'organisation, mais qui n'est pas sous le contrôle direct de celle-ci »
Freeman et Reed (1983)	- « groupes qui ont un intérêt dans les actions de l'entreprise ». - sens restreint : « groupe ou individu dont l'entreprise dépend pour assurer sa survie ».
Freeman (1984)	« individu ou groupe d'individus qui peut affecter ou être affecté par la réalisation des objectifs organisationnels »
Hill et Jones (1992)	« les participants possédant un droit légitime sur l'entreprise »
Evan et Freeman (1993)	« groupes qui ont un intérêt ou un droit sur l'entreprise »
Clarkson (1994)	« encourent un risque en ayant investi une forme de capital, humain ou financier dans une firme ».
Clarkson (1995)	« personnes ou groupes qui ont, ou revendiquent, une part de propriété, des droits ou des intérêts dans l'entreprise et dans ses activités »
Mitchell, Agle et Wood (1997)	« possèdent au moins un de ces trois attributs : le pouvoir, la légitimité et l'urgence »
Charreaux et Desbrières (1998)	« agents dont l'utilité est affectée par les décisions de la firme »
Kochan et Rubinstein (2000)	« apportent des ressources critiques, placent quelque chose de valeur en jeu et ont suffisamment de pouvoir pour affecter la performance de l'entreprise »
Post, Preston et Sachs (2002)	« individus et éléments constitutifs qui contribuent de façon volontaire ou non à la capacité de la firme à créer de la valeur et à ses activités et qui en sont les principaux bénéficiaires et/ou en supportent les risques»

Source : Samuel Mercier, Jean-Pascal Gond, la théorie des parties prenantes, 2005

2.2. Les types des parties prenantes

Afin de mieux entourer le concept des parties prenantes, il existe plusieurs types de ce dernier :

- Les parties prenantes internes (dirigeant, employés, investisseurs/actionnaires, etc.) ;
- Les parties prenantes externes (fournisseurs, clients, créanciers, communauté locale, etc.) ; regardez la Figure N°01 ;
- Parties prenantes volontaires acceptent (en général contractuellement) d'être exposées à certains risques ;
- Parties prenantes involontaires subissent le risque sans avoir noué aucune relation avec la firme (idem).

Cette approche permet à l'entreprise d'être plus proche de ses agents sociaux et de mieux considérer leurs besoins et leurs attentes.

Les travaux anglo-saxons ont avancé l'idée que l'entreprise doit donner plus d'importance à ses partenaires sociaux et les intégrer dans ses processus de décision. La théorie des parties prenante cherche à comprendre d'avantage l'ensemble de ses partenaires sociaux afin de mieux les cerner et les diriger.

2.3. Intérêts ou objectifs principaux des parties prenantes

Le tableau suivant montre les objectifs et intérêts des parties prenantes.

Tableau N°03 : Les parties prenantes et leurs objectifs

Partie prenante	Exemples de leurs objectifs, intérêts
Equipe de direction/Décideurs	Gouvernance, Culture d'entreprise, ventes à l'exportation, risque de réputation, stratégie (court et moyen terme), responsabilité civile, risque de perte de compétence, performance, rémunération, lien de subordination
Propriétaires/actionnaires	Profit, valeur de l'action en bourse, information, stratégie (long et moyen terme)
Clients	Qualité et absence de défaut des produits/Cout et délai de livraison des produits/qualité de service, relation de confiance et partenariat
Etat, Mission économique	Souveraineté, sécurité collective (défense), indépendance énergétique, sécurité des approvisionnements (énergie, matières premières), exportations, respect des principes du droit (sécurité juridique), respect des principes des règles (comptabilité publique, loi), monnaie, impôts.
Citoyens des communautés locales	Information sur les impacts environnementaux et sociaux (emplois), taxes et contributions financières risque juridique
Employés	Rémunération, sécurité de l'emploi, intérêt du travail, conditions de travail, hygiène et sécurité au travail (CHSCT)
Syndicats	Négociation d'accords, rémunération, conditions de travail, hygiène et sécurité au travail (CHSCT)
Fournisseurs/sous-traitants	Prix et volume d'achat, continuité, retombées technologiques, partenariat
Banques	Fiabilité des systèmes de paiement
Investisseurs	Informations sur la solvabilité, la liquidité
Compagnie d'assurance	Informations sur la gestion des risques et la sécurité informatique (profil de protection)

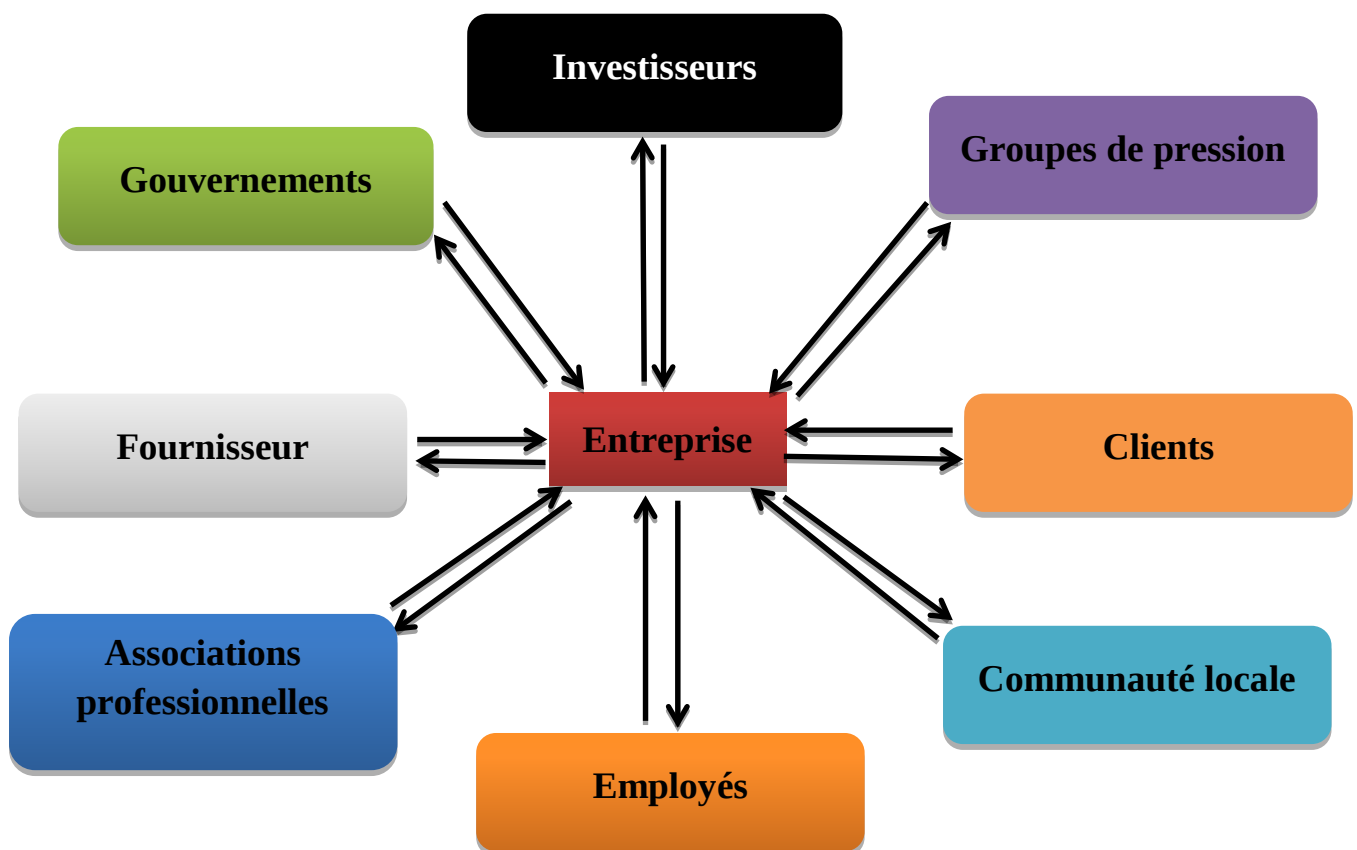
Source : Rachid BOUDJMA, « violence du capitalisme développement durable et responsabilité social des entreprises », 2009, p114, 115.

Aussi, la notion de partie prenante (ou *stakeholder* en anglais) désigne tout acteur interne ou externe susceptible d'être impactée ou d'être impactée par le fonctionnement de

l'entreprise: Investisseurs, gouvernement, groupe de pression, Clients, Communauté locale Employés, Associations professionnelles Fournisseur et ONG, etc. (idem).

L'entreprise est appelée à satisfaire un équilibre entre les intérêts respectifs de l'ensemble de ses parties interne et externes. La figure N°01 présente les principales parties prenantes de l'entreprise.

Figure N°01 : Les parties prenantes



Source : DONALDSON et PRESTON, 1995, p.69 cité par N. ABBAS, l'impact du volet environnemental de la loi sur les nouvelles régulations économiques sur le management des entreprises », thèse, université Paris Ouest Nanterre La Défense, 2011.

La théorie des parties prenantes a été profondément investie par les travaux anglo-saxons en sciences de gestion. Elle fait aujourd'hui l'objet de nombreux débats sur son rôle central pour la recherche sur la responsabilité sociétale de l'entreprise et sur son emprise sur la littérature managériale (MERCIER, 2001, cité par N. ABBAS, 2011).

3. La théorie néo-institutionnelle

La théorie néo-institutionnelle est apparue au milieu des années 1970.

« Elle englobe un ensemble de courants distincts qui font partie de domaines très variés tels que l'économie, la sociologie ou même les sciences politiques. Elle s'intéresse aux contraintes culturelles et sociales exercées par l'environnement sur les organisations » (M. FADOIE MARDAM-BEY, 2016, p09).

La théorie néo-institutionnelle se concentre sur l'environnement institutionnel. Selon les institutionnalistes, il existe en dehors des organisations, un ensemble de valeurs, de normes et de modèles organisationnels qui vont influencer leurs structures et leurs modes de gestion (MEYER et ROWAN, 1977 cité par M. BEN MLOUKA et E. BOUSSOURA).

L'environnement institutionnel de l'entreprise se détermine par, des acteurs très influents du mouvement de la RSE, qui portent des valeurs humanitaires, des inquiétudes sociales et environnementales. Il s'agit principalement d'organisation de la société civile, d'investisseurs, de salariés et de leurs syndicats, des consommateurs, et ajouté à cela, de nombreux mouvements sociaux que nous regroupons sous le nom d'organisation non gouvernementale (ONG) (M. FADOIE MARDAM-BEY, 2016).

Ces acteurs entraînent des pressions sur les entreprises l'incitant à suivre les règles institutionnelles et donnant lieu à de nouvelles formes de pratiques en matière de RSE, rassemblant à la fois des obligations contraignantes et des démarches volontaires.

Ils ont également participé à la création d'organisme d'observation et de contrôle des comportements d'entreprises et de leur rapport en matière de RSE, d'agence de notation extra financière, de cabinet d'audit et de conseil, de certification, qui a créé des procédures de travail en matière de RSE, des instruments de mesure etc. (M. BEN MLOUKA et E. BOUSSOURA, 2016).

Dans certains cas, l'entreprise cherche à s'afficher responsable socialement pour attirer l'attention des organisations mondiales ou des entités internationales, acquérir leur confiance et s'emparer d'une part plus importante du marché.

En fait, dans la majorité des cas, les entreprises sous l'effet des pressions institutionnelles déclarent des missions et des politiques socialement acceptables. Mais de là à pouvoir les suivre, cela dépend des rapports de force des différents acteurs internes à

l'entreprise tout aussi bien qu'externes. La RSE est un rapport à double sens ; l'entreprise est, d'une part, une partie de la société alors que d'autre part, elle a besoin d'être reconnue pour ce qu'elle apporte à cette société (M. FADOIE MARDAM-BEY, 2016).

Conclusion

Malgré les différents points de vue, de multiples définitions qui ont été données que ce soit pour l'Organisation Internationale du Travail (OIT), l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economique (OCDE) et la Commission Européenne et autre définition l'essentiel reste identique.

La responsabilité sociale des entreprises est une décision volontaire initiées et mis en œuvre par les entreprises qui cherchent à aller au-delà des obligations juridiques.

La responsabilité de l'entreprise s'est étendue pour inclure la société et l'environnement, en prenant en considération les attentes de ses parties prenantes, et celles de son environnement.

Chapitre 02 : Environnement de l'entreprise publique algérienne et la responsabilité sociale

Introduction

L'environnement de l'entreprise est défini par rapport à tout ce qui est situé en dehors de l'entreprise par exemple la technologie, la nature des produits, les clients et les concurrents, les autres organisations, le climat politique et économique.

Depuis l'indépendance, l'Algérie a connu un développement industriel important, avec un contexte écologique qui a atteint un niveau de gravité qui risque non seulement de compromettre une bonne partie des acquis économiques et sociaux, mais également de limiter les possibilités de gains de bien être des générations futures.

La variable environnementale est aujourd'hui parmi les contraintes sévères qui s'imposent au développement national. La question environnementale s'est imposée vu l'état de dégradation de la situation écologique de l'Algérie. Plusieurs facteurs de développement du pays sont à l'origine de la dégradation de l'environnement naturel.

La première section portera sur l'environnement de l'entreprise publique algérienne. La seconde section sera consacrée à donner quelques déterminants de la RSE en Algérie.

Chapitre 02 : Environnement de l'entreprise publique algérienne et la responsabilité sociale

Section 01 : L'environnement de l'entreprise publique algérienne

Avant d'analyser l'environnement de l'entreprise publique algérienne, nous avons mis deux systèmes normalisés pour définir l'entreprise publique, le premier se basent sur la participation de l'Etat à la gestion, et le deuxième est que l'entreprise publique est une entreprise qui appartient en totalité ou en majorité à l'Etat.

Pour le système normalisé de l'O.E.C.E. « l'entreprise publique » est considéré comme toute entreprise qui est « propriété de l'Etat ou placée sous son contrôle ». Ainsi, le caractère public de l'entreprise est fondé sur la propriété de l'Etat et/ou sur l'exercice d'un contrôle par les pouvoirs publics (A. HIRSCHFELD, 1973 cité par N. REDJEM).

Quant au système normalisé de l'O.N.U. l'entreprise publique est celle « *dont les pouvoirs publics sont propriétaire ou dont ils ont la direction* » et en fait deux catégories, celle des entreprises d'Etat qui dépend financièrement de l'Etat et qui ne disposent de fonds que de leur exploitation, et celle des entreprises publiques proprement dites qui sont des sociétés « *ayant une personnalité propre, établies et réglementées par un texte de droit public, dont l'Etat possède la totalité ou la plus grande partie des actions et pourvoit la plus grande partie des actions* » (A. BILVAUX, cité par N. REDJEM, 1987, p17).

Dans cette section, nous allons traiter les deux points suivants, l'analyse de l'environnement dans l'étude des entreprises, et l'environnement de l'entreprise publique en Algérie.

1. L'analyse de l'environnement dans l'étude des entreprises

L'entreprise est soumise à des contraintes résultant de son milieu qu'elle ne maîtrise pas. « *Son objectif est de réduire cette incertitude ; par conséquent, elle se doit d'analyser et de comprendre son environnement* » (J.R. EDIGHOFFER 1996, p. 22 cité par L.MELBOUCI, p 03).

Pour étudier et comprendre celui de l'entreprise algérienne, nous allons commencer par les définitions de l'environnement.

Chapitre 02 : Environnement de l'entreprise publique algérienne et la responsabilité sociale

1.1. Quelques notions et variables de l'environnement de l'entreprise

L'environnement de l'entreprise est défini par rapport à tout ce qui est situé en dehors de l'entreprise à titre illustratif la technologie, la nature des produits, les clients et les concurrents, les autres organisations, le climat politique et économique.

Plusieurs définitions ont été données pour l'environnement de l'entreprise, et parmi ces dernières nous pouvons citer :

L'environnement apparaît comme « *l'ensemble des facteurs ou variables, localisés hors des frontières de l'organisation, qui pèsent sur les problèmes qu'elle rencontre et sur les comportements qu'elle envisage de développer* » (DESREUMAUX, 1998, cité par M. A ACHABOU, 2008).

Ainsi, l'environnement peut être défini comme l'ensemble de facteurs physiques et sociaux potentiellement pertinents pour l'établissement de la réalisation des objectifs de l'entreprise. Nous pouvons distinguer trois types d'environnement comme le montre le tableau suivant.

Tableau N°04 : Les types d'environnements d'entreprise

Environnement Placide Aléatoire	Environnement Placide Regroupé	Environnement Turbulent
Les éléments de cet environnement, qui peuvent avoir un impact négatif ou positif sur l'organisation, sont stables et organisés de façon aléatoire. Dans cet environnement, l'incertitude est très faible.	Cet environnement est toujours assez stable. Il ne change que lentement, mais ses éléments positifs ou négatifs sont distribués selon certaines formes précises assez stables et non plus au hasard et, sa croissance est indispensable.	Il est plus complexe, plus dynamique et plus incertain. Dans cet environnement, les éléments interagissent de façon multiple. L'origine de turbulence provient des organisations qui sont fortes et s'imposent par leur comportement stratégique.

Source : Etabli par nos soins à partir de la thèse de L. MELBOUCI, « création, développement et croissance des entreprises algérienne en relation avec la dynamique de l'environnement politique juridique et économique (1962-2005) », 2007.

Chapitre 02 : Environnement de l'entreprise publique algérienne et la responsabilité sociale

Aussi, (A. DESREUMEAUX 1992, p. 115-116 cité par L. MELBOUCI op-cite) a procédé à une typologie de l'environnement de l'entreprise en citant quatre variantes :

- Environnement stable et aléatoire qui fait appel aux petites entreprises ;
- Environnement stable et structuré qui fait appel aux grandes entreprises ;
- Environnement instable qui fait appel à des entreprises flexibles et décentralisées ;
- Environnement turbulent, hautement complexe qui fait appel à des entreprises de niveau de complexité analogue.

MELBOUCI note aussi que, les années soixante, les organisations étaient considérées comme des systèmes fermés. L'augmentation des relations entre les entreprises a changé la donne. Ainsi l'évolution de l'environnement des entreprises est obligée.

Par conséquent, trois raisons trouvées comme principales pour expliquer et transposer cet environnement aux entreprises, à savoir :

- Les résultats des efforts des entreprises pour faire face aux conditions de l'environnement mouvant réactif compliquent elles-mêmes ce dernier ;
- La relation accrue entre les aspects économiques et les autres aspects de la société ;
- Et la part accrue de la recherche et du développement pour faire face à la concurrence.
- Par voie de conséquence, ce qui peut influencer sur le fonctionnement de l'entreprise d'après la conceptualisation avancée de l'environnement sont les facteurs physiques et sociaux.

Ces derniers peuvent être cités et classés selon leur origine et leur espace interne à titre illustratif la taille et la technologie de l'entreprise, et pour l'environnement externe nous citons les caractéristiques socioculturelles de l'environnement de l'entreprise et les caractéristiques de la branche industrielle. Opérations de transformation des matières premières en des produits finis.

Finalement, l'environnement est un ensemble des actions que les entreprises doivent mettre en œuvre afin de réduire les menaces. Ceci ne peut se faire sans la connaissance de l'environnement « spécifique » de l'entreprise.

Selon PORTER.M (1985) : *« l'entreprise est au centre des forces concurrentielles (clients, fournisseurs, entrants potentiels et les substituts possibles pour l'activité de*

Chapitre 02 : Environnement de l'entreprise publique algérienne et la responsabilité sociale

l'entreprise) ». Cela explique l'environnement pertinent considéré comme spécifique et proche à l'entreprise.

Avant de savoir la relation entre l'entreprise algérienne et son environnement nous allons tenter de définir l'environnement pertinent.

1.2. L'environnement pertinent

Les contraintes de l'entreprise proviennent de l'instabilité et du perpétuel changement de son environnement. Cette dernière est conditionnée d'avoir un esprit d'imagination, d'anticipation et d'adaptation pour réaliser le résultat de sa stratégie qui est la performance globale.

De ce fait, nous pouvons choisir trois niveaux pour présenter l'environnement pertinent de l'entreprise, en l'occurrence le macro-environnement méso environnement, et le micro environnement.

1.2.1. Le macro environnement

Le macro-environnement (Macro vient du grec, il veut dire grand) désigne l'environnement général au sein duquel l'entreprise évolue. Il représente le cadre juridique (ensemble des lois et règlements), la conjoncture économique (la croissance économique, le taux de chômage), le contexte sociologique (le niveau d'éducation, la réduction des inégalités), les facteurs écologiques (réduction de la consommation d'énergie, traitement des déchets) et les évolutions techniques (les innovations technologiques, l'utilisation de nouvelles énergies).

J. D. Thompson, 1967, note que certains auteurs appellent ce niveau l'environnement général et l'expliquent comme un ensemble de facteurs externes à la firme qui ont une influence sur ses opérations mais sur lesquels la firme exerce un faible contrôle. Il concerne habituellement les aspects suivants : politique, juridique, économique et socio-culturelle. Ces facteurs environnementaux conditionnent le niveau macro et le niveau méso-environnement (J. D. Thompson, 1967, cité par L. MELBOUCI, 2007).

1.2.2. Le méso-environnement

Le méso-environnement est formé de plusieurs acteurs exerçant un pouvoir important sur l'entreprise. Ce sont particulièrement les concurrents, les institutions financières, le pouvoir syndical et le pouvoir public.

Chapitre 02 : Environnement de l'entreprise publique algérienne et la responsabilité sociale

Les concurrents, ce sont ceux qui expliquent leurs activités de façon comparable à l'entreprise considérée. Ils se destinent aux mêmes clients et cherchent à satisfaire les mêmes besoins. En utilisant les mêmes technologies ou des technologies différentes.

L'environnement financier, est formé par l'ensemble des acteurs qui contribuent au financement des activités de l'entreprise à titre illustratif les banques qui accordent des crédits aux entreprises.

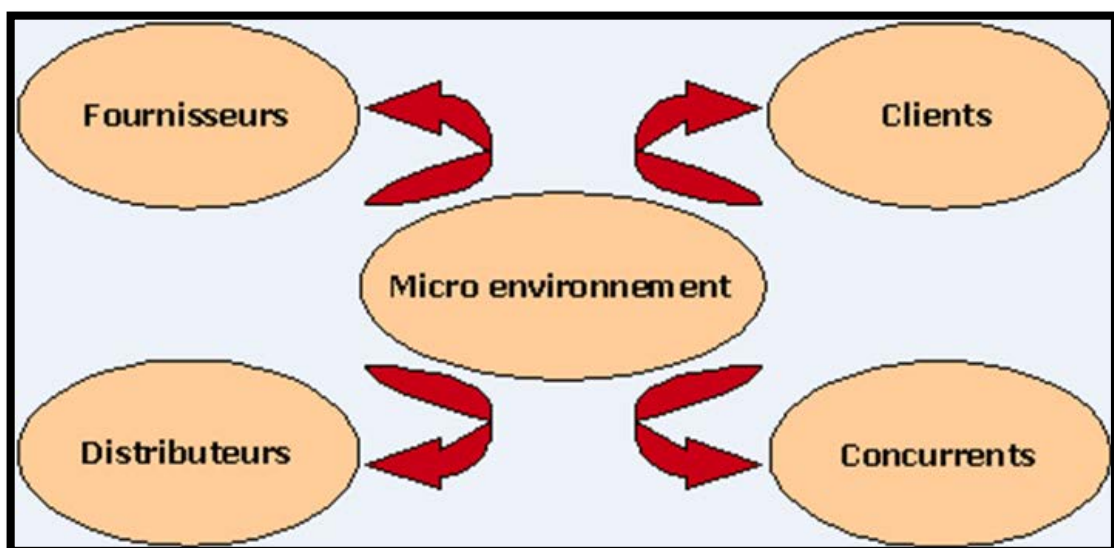
Le pouvoir syndical à un rôle de soutien des intérêts des salariés, dans une entreprise ou ces derniers jouent un rôle indispensable dans le fonctionnement de l'organisation.

Le pouvoir public joue un rôle très important dans la vie économique et sociale, et peut influencer directement ou indirectement les décisions et les pratiques des entreprises. (F. SAHLI, 2016)

1.2.3. Le micro environnement

Le micro environnement est une partie de l'environnement qui rassemble les parties ayant un impact direct sur la vie de l'entreprise, parmi eux nous pouvons citer : les clients, les distributeurs, les concurrents et les fournisseurs comme l'indique le schéma ci-après (figure n° 1).

Figure 02: Les facteurs du micro environnement



Source : <http://www.marketing-etudiant.fr/cours/e/environnement-entreprise.php>, consulté le

13/10/2016 à 14 :05h

Chapitre 02 : Environnement de l'entreprise publique algérienne et la responsabilité sociale

Les clients, ces derniers sont parmi les éléments fondamentaux de l'environnement. Ils exigent à l'entreprise des enjeux de qualité, des enjeux informationnels sur la gamme des produits et des services offerts, des enjeux pour le respect des normes de sécurité, des enjeux d'innovation et de développement de nouveaux produits qui peuvent répondre aux attentes des consommateurs sans nuire à l'environnement.

Pour les fournisseurs, l'entreprise recourt aux fournisseurs pour avoir les ressources nécessaires à la production (fabrication).

Dans le micro environnement nous trouvons aussi, l'environnement concurrentiel qui se compose des entreprises qui fabriquent le même produit et des autres qui fabriquent des produits différents, c'est pour ça l'entreprise doit connaître leur part de marché, leur position concurrentielle ainsi leur force et leur faiblesse et évaluer leurs moyens pour éviter toute concurrence déloyale. Cette dernière désigne la mise en œuvre de pratiques commerciales abusives de la part d'une entreprise à l'égard de l'un de ses concurrents (B.Bathelot, 2015).

Les distributeurs permettent à l'entreprise d'accéder au consommateur de lui faire parvenir le produit ou le service proposé.

De ce fait, l'analyse de macro environnement et du micro permettra de mettre en évidence les avantages, les contraintes, les forces et les faiblesses de l'entreprise.

Par rapport aux différents points que nous avons cités plus haut sur l'environnement de l'entreprise nous allons passer à l'étude de l'environnement de l'entreprise publique de production en Algérie.

2. L'étude de l'environnement de l'entreprise publique en Algérie

L'entreprise Algérienne a connu une situation de monopole depuis son existence jusqu'à 1990, ce qui implique que cette entreprise choisissait ses clients et pratiquait souvent la différenciation pour répondre à une demande de plus en plus forte puisqu'elle jouissait d'un monopole quasi-absolu dans les domaines de la production, de l'importation et de la distribution des biens et services relevant de sa nomenclature.

De ce point de vue nous allons essayer de savoir quel est l'environnement pertinent de l'entreprise algérienne et quel est sa nature.

2.1. Détermination de l'environnement pertinent de l'entreprise publique

L'environnement de l'entreprise peut être divisé en trois niveaux à savoir, le macro-environnement, le méso-environnement et enfin le microenvironnement. L'essentiel dans cette distinction est de déterminer l'environnement pertinent. Ce dernier est appelé aussi environnement des affaires. Pour le cas algérien, nous commençons par vérifier l'existence de deux niveaux, à savoir le méso-environnement, et le microenvironnement. Quant au macro-environnement, son existence est évidente.

2.1.1. Le méso-environnement (de 1963 à 2007)

D'après Leila. MELBOUCI (2008), l'étude de la création de la croissance et du développement des entreprises algériennes donne une idée de l'environnement pertinent de l'entreprise. Depuis 1963 jusqu'à 1990, les entreprises algériennes ne prennent pas des décisions concernant leurs création ou leurs croissance.

La relation de ces entreprises avec les autres agents économique était déterminée par l'Etat. Celui-ci est le propriétaire des autres agents économiques (banque, administration, marché). Pour déterminer le comportement des entreprises qui maintiennent leur performance l'analyse méso-environnementale procède à une étude sectorielle de la concurrence. Mais durant cette période il n'y a pas de concurrences donc l'environnement pertinent de l'entreprise est l'environnement général.

Ce dernier est représenté par l'État parti, l'État administration et l'État entrepreneur et investisseur.

En effet, pour confirmer le comportement socialement responsable de l'Etat, ce dernier renforce sa position par la monopolisation progressive de toutes les activités politiques, sociales, mais surtout économiques, en utilisant la nationalisation des moyens de production des biens et services, la centralisation de la propriété et de la décision économique et l'instauration du contrôle hiérarchique.

Les objectifs et le fonctionnement de l'entreprise publique algérienne donnent, d'après S. Goumeziane (1994, p.47), en premier lieu à des considérations macro-économiques. L'État privilégie d'utiliser le concept « publique » et néglige la notion « d'entreprise ».

L'entreprise algérienne fait face à un environnement politique, juridique et économique large.

Chapitre 02 : Environnement de l'entreprise publique algérienne et la responsabilité sociale

Une autre cause qui montre l'absence, durant la période 1963-1990, d'un méso-environnement de l'entreprise publique de production, réside dans le secteur privé. En effet, le méso-environnement est l'étude de la concurrence sectorielle. Sans la présence importante des entreprises privées, le marché concurrentiel était moins important.

En 1976, les entreprises privées étaient bornées par leur environnement. Dans le domaine industriel, le secteur privé national ne participe que dans la sphère des activités qui relève de la petite entreprise et qui porte le dernier stade de la transformation industrielle.

L'environnement juridique a entouré l'activité du secteur privé afin qu'il ne concurrence pas le secteur public. De ce fait, le secteur privé est obligé d'investir dans la transformation finale des industries du secteur d'Etat. En outre, celui-ci intervient de plus en plus dans des objectifs économiques à titre illustratif l'élévation de la productivité, la création d'emplois et la décentralisation. A partir de 1980 le prix de pétrole commence à chuter, l'importance de l'intervention du secteur privé dans l'économie évolue mais cela n'a pas permis la constitution d'un méso-environnement.

Plusieurs changements imposés par la mouvance de l'environnement ont été mis en place de 1990 à 2007 mais sans création d'un environnement concurrentiel (L. MELBOUCI, 2007).

Le code des investissements de 1993 offre plusieurs avantages au secteur privé, le nombre des institutions d'aide à la création et au développement des petites et moyennes entreprises privées se multiplie sans pouvoir déclencher les forces concurrentielles.

Depuis 2007, le climat des investissements en Algérie a connu plusieurs textes de loi et qui sont mis en vigueur pour fluidifier davantage le secteur privée afin de contribuer à la croissance économique aussi l'entrer dans une nouvelle vision qui celle de partenariat publique/privé.

2.1.2 Le microenvironnement (de 1963 à 2007)

Au cours de l'économie planifiée, l'État fournis aux entreprises créées les ressources nécessaires, le capital, le travail, les matières premières etc. Et lui trace le plan ainsi que les objectifs à atteindre.

Chapitre 02 : Environnement de l'entreprise publique algérienne et la responsabilité sociale

Après la confirmation du choix socialiste pour le développement, la charte socialiste a simplement remplacé la direction de ces entreprises. Si nous citons l'ordonnance N° 71-74 du 16-11-1971 relative à la gestion socialiste des entreprises, nous pouvons confondre gestion d'entreprise et son environnement juridique. Cet environnement est connu par l'intervention de l'Etat ou bien c'est l'encadrement de l'activité de l'entreprise par un aspect juridique (Annexe I).

2.2. Caractéristiques de l'environnement pertinent de l'entreprise publique

Nous avons étudié l'environnement de l'entreprise dans ces trois volets qui sont: Le macro-environnement, le méso-environnement et le microenvironnement. Le macro-environnement s'exige à l'entreprise et détermine le cadre de son activité.

2.2.1. Caractéristiques du niveau microenvironnement

Comme nous l'avons déjà défini, le microenvironnement est composé de clients, des réseaux de distribution, des concurrents, des fournisseurs, des banques etc. il constitue un moyen d'action sur lequel l'entreprise peut agir.

Pour l'entreprise algérienne, les clients, les réseaux de distribution, les fournisseurs (les fournisseurs étrangers sont encadrés par l'État), les banques, toutes la composition de cet environnement sont des entreprises propriétés d'État, ainsi, les concurrents sont absents comme nous l'avons expliqué plus haut, leur présence, avec l'ouverture économique déterminée à partir de 1990, n'a pas encouragé la concurrence ou du moins une concurrence loyale. Ce niveau ne permet pas à l'entreprise publique de production d'agir.

De ce fait, nous pouvons déduire l'absence de microenvironnement au sens propre.

2.2.2. Caractéristiques du niveau méso-environnement

Le méso-environnement est l'analyse de la concurrence sectorielle.

Pour l'entreprise algérienne, elle œuvrait dans une structure monopolistique (non-concurrence). Les trois composants (domaines, acteurs, forces) de l'environnement de l'entreprise en Algérie sont regroupés en une composante : l'État.

De ce fait l'environnement pertinent est représenté par l'État ; il est au niveau macro et il est général. L'entreprise algérienne avance dans une logique macroéconomique qui, dès l'origine, avait rompu avec le principe de valorisation du capital tant au niveau global qu'au

Chapitre 02 : Environnement de l'entreprise publique algérienne et la responsabilité sociale

niveau de l'entreprise ; ceci a fait que la mobilisation des forces de travail résultantes étaient, de ce point de vue, nettement supérieures à celles qu'aurait exigé le fonctionnement des procédés de travail en tant que procédé normé par le capital.

Cette logique a non seulement été intériorisée par les entreprises publiques au cours de la période de 1967-1990, mais elle a également été prise en charge par celles-ci de façon plus dynamique à la faveur du climat social général et de celui régnant en leur sein.

De plus, l'entreprise est tenue d'adresser chaque année un rapport d'activité aussi bien à la tutelle qu'au ministère des finances et au ministère de la planification. Parallèlement, le ministère de tutelle reçoit chaque année un rapport de l'Assemblée des Travailleurs de l'entreprise sur la gestion. Enfin, l'absence de normes permettant de juger la situation réelle des entreprises fait que ce contrôle se trouve « miné » dans son efficacité comme dans sa légitimité par l'organisation bureaucratique de l'État.

Cette asymétrie d'information a fait que les bouleversements de l'environnement de l'entreprise n'ont pas été suivis d'une réponse adéquate de la part de l'entreprise. En revanche, la nouveauté est dans l'utilisation des nouveaux concepts et valeurs qui ont réussi dans l'entreprise, à savoir : faibles productions, minimum de travail, aucun respect des normes de qualité, aucun respect du temps de fabrication, aucune qualité de travail ; alors qu'avant le changement, ces valeurs n'étaient pas répertoriées dans le jargon de la gestion des entreprises algériennes. La question que nous pouvons poser, dans ce sens, est de savoir si la rigidité des entreprises algériennes face à ces bouleversements est due à la turbulence de son environnement plutôt qu'à la nature des actes entrepris pour le changement ?

2.2.3. Les critères de l'environnement turbulent des entreprises algériennes

L'entreprise algérienne depuis sa création a géré toute une branche comportant des produits très diversifiés et utilisant des technologies complètement différentes les unes des autres.

Ces éléments ont engendré la complexité des entreprises. Pour M. Marchesnay (1993), un système deviendra complexe quand le nombre d'acteurs est important et quand les relations entre ces acteurs sont fortes et interactives. C'est le cas pour les entreprises algériennes.

Au courant de la décennie 1980, l'environnement de l'entreprise algérienne se caractérisait par la turbulence car il était incertain, complexe et dynamique. Cette turbulence

Chapitre 02 : Environnement de l'entreprise publique algérienne et la responsabilité sociale

de l'environnement s'est accentuée durant la période allant de 1990 à 2007 à cause, entre autre, de l'entrée en vigueur de l'accord d'association avec l'Union Européenne en septembre 2005 et la mise en place de plusieurs politiques encourageant l'investissement national privé et étranger (L. MELBOUCI, 2007).

Section 02 : Quelques déterminants de la RSE en Algérie

Le concept de développement durable a connu un essor important en mettant l'accent sur les nouvelles questions auxquelles les pays sont confrontés par exemple le réchauffement climatique, inondations, famine, pauvreté, etc.

Cette section sera divisée en deux points, le premier portera sur le développement durable en Algérie, et le second point se focalisera sur quelques résultats de la stratégie de développement durable que pour l'environnement, l'économie et le social.

1. Le développement durable en Algérie

Avant de connaître les pratiques du développement durable nous essayons d'abord de donner quelques définitions.

Selon la définition de l'ORSE: « *Le développement durable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs* » (ORSE, 2004, cité par F. BEKOUR, p 02, 2012).

Aussi, le développement durable c'est la conjonction des trois éléments l'économie, le social et l'environnement appliqué à l'entreprise ça devient la responsabilité sociale de l'entreprise.

Nous pouvons examiner tous cela dans ce triple domaine.

1.1. Le domaine environnemental

D'une manière générale, le niveau de conscience environnementale de l'opinion publique internationale a augmenté vu la découverte, du trou de la couche d'ozone, et l'apparition des pluies acides, de la désertification et de l'effet de serre. Il s'agit désormais de problèmes « globaux », mettant en jeu l'avenir aussi bien des générations actuelles que futures. C'est ainsi que le développement durable a été préconisé en 1987 par le rapport Brundtland comme solution alternative à ces problèmes (M. KADRI, 2009).

Chapitre 02 : Environnement de l'entreprise publique algérienne et la responsabilité sociale

D'une manière particulière, la protection de l'environnement en Algérie est appuyée par les pouvoirs publics tout en exigeant aux entreprises l'intégration d'un ensemble de techniques de production et de gestion orientées vers le développement durable, et ce par « *la protection, la valorisation et la restauration des zones humides, la préservation des zones protégées, la responsabilité environnementale, la lutte contre les bruit et nuisances acoustiques, la lutte contre la désertification et la protection des sols, la protection des espaces verts, parcs, jardins et des espaces urbains et la protection des sites et paysages* » (R. BOUDJEMA, 2009, pp137, 138).

A ce propos l'Algérie a mis plusieurs lois concernant la protection de l'environnement.

1.2 . La réglementation environnementale algérienne

Les textes juridiques qui ont un rapport direct ou indirect avec la protection de l'environnement et la gestion des déchets sont nombreux, l'Algérie a élaboré plusieurs lois dont nous pouvons citer les principales pour la protection de l'environnement :

- Loi-cadre n° 83-03 pour l'environnement du 05 Février 1983, établissant des principes généraux de gestion et de protection de l'environnement. Cette loi a pour but principal de guider les actions de l'Etat dans le domaine de la prévention de la pollution et de la protection du citoyen et de son milieu. Son premier article stipule « *La présente loi a pour objet la mise en œuvre d'une politique nationale de protection de l'environnement tendant à: la protection, la restructuration et la valorisation des ressources naturelles, la prévention et la lutte contre toute forme de pollution et nuisance et l'amélioration du cadre et de la qualité de la vie* »; (Loi 83-03 du 05 février 1983 relative à la protection de l'environnement p 03).
- La loi n° 99-09 du 28 Juillet 1999 relative à la maîtrise de l'énergie qui contient des dispositions qui permettent la mise en œuvre de programme d'économie d'énergie et de réduction des émissions atmosphériques, en vue de l'utilisation rationnelle de l'énergie, du développement des énergies renouvelables et de la réduction de l'impact du système énergétique sur l'environnement ;

Chapitre 02 : Environnement de l'entreprise publique algérienne et la responsabilité sociale

- La loi n°01-19 du 12 Décembre 2001 qui a pour objet de fixer les modalités de gestion, de contrôle et de traitement des déchets (Loi 01-19 du 12/12/2001, article 01, p01), dont l'article 2 stipule que la gestion, le contrôle et l'élimination des déchets reposent sur cinq principes qui sont :
 - La prévention et la réduction de la production et de la nocivité des déchets à la source ;
 - L'organisation du tri, de la collecte, du transport et du traitement des déchets ;
 - La valorisation des déchets par leur réemploi et leur recyclage ;
 - Le traitement écologiquement rationnel des déchets ;
 - L'information et la sensibilisation des citoyens sur les risques présentés par les déchets et leurs impacts sur la santé et l'environnement.
- La loi n°03-10 du 19 Juillet 2003 relative à la protection de l'environnement dans le cadre du développement durable, a été adoptée pour remplacer la loi n° 83-03 du 5 Février 1983 relative à la protection de l'environnement. Cette loi a pour objectif notamment (Article 2, loi n° 03-10 du 19 juillet 2003, P09) :
 - De fixer les principes fondamentaux et les règles de gestion de l'environnement ;
 - De promouvoir un développement national durable en améliorant les conditions de vie et en œuvrant à garantir un cadre de vie sain ;
 - De prévenir toute forme de pollution ou de nuisance causée à l'environnement en garantissant la sauvegarde de ses composantes ;
 - De restaurer les milieux endommagés ;
 - De promouvoir l'utilisation écologiquement rationnelle des ressources naturelles disponibles, ainsi que, l'usage de technologies plus propres ;
 - De renforcer l'information, la sensibilisation et la participation du public et des différents intervenants aux mesures de protection de l'environnement.

Cette loi se fonde sur huit principes qui sont : Le principe de prévention, le principe de préservation de la diversité biologique, le principe de non dégradation des ressources naturelles, le principe de sensibilisation, le principe d'intégration, le principe d'actions préventives et de correction, le principe de pollueur-payeur et le principe d'information et de participation.

Chapitre 02 : Environnement de l'entreprise publique algérienne et la responsabilité sociale

- Le décret exécutif n° 90-78 du 27 Février 1990 relatif aux études d'impact sur l'environnement (EIE), il définit l'étendue d'application des Etudes d'Impact sur l'Environnement aux aménagements, ouvrages ou travaux portant atteinte à l'environnement. Ce décret indique le contenu, les procédures d'enquête des EIE, ainsi que, les modalités d'approbation ;
- Le décret 93- 191 du 10 Juillet 1993, qui a pour objet de régler le déversement des huiles et des lubrifiants dans le milieu naturel, ce décret interdit le déversement des huiles dans les milieux naturels.

1.3. Le domaine économique

La croissance économique est un guide qui permet la détermination de la capacité d'un pays à améliorer le niveau de bien-être de sa population. Le niveau de vie d'un pays dépend de son aptitude à produire des biens et services. La croissance économique est synonyme de production de biens et services, de création d'emplois et de richesses. Elle assure la prospérité économique, sociale et humaine (T.Y. Achour, 2013).

Dans ce sens, l'histoire des faits économiques nous montre que cette croissance était assurée par l'Etat à travers les différentes phases du développement qu'a connu le pays. Parmi les actions mis en œuvre par l'Etat pour concrétiser cette croissance, nous pouvons citer : le plan de relance (2001-2004) ; le programme complémentaire de soutien à la croissance (PCSC) pour la période 2005-2009 et des programmes régionaux spécifiques pour la réalisation des infrastructures de base (R. BOUDJMA., 2009).

Le programme (PCSC) s'inscrit dans le développement du contexte socio-économique par l'amélioration des conditions de vie de la population, l'amélioration des infrastructures de base (transports, travaux publics, eau), la prise en charge de besoins croissants en matière d'éducation, d'enseignement supérieur et de formation, le soutien à l'agriculture, au développement économique, développement et modernisation des services publics (T. Y. Achour, 2013). Autrement dit, le PCSC a pour but de développer les services publics et faire face aux retards enregistrés dans la réhabilitation de l'infrastructure.

BOUDJMA note que les objectifs associés à l'effort de développement national et dont le degré de réalisation paraît moyenne et ils sont au nombre de cinq, l'amélioration de la visibilité du développement, l'amélioration du cadre et de l'environnement de

Chapitre 02 : Environnement de l'entreprise publique algérienne et la responsabilité sociale

l'investissement, la modernisation du système financier, l'accroissement de l'efficacité du rôle de l'Etat régulateur et l'accélération du processus de privatisation (R. BOUDJMA, 2009).

A ces fins, une vision multidirectionnelle est dirigée sur les conditions, acteurs et ressources du développement économique durable. Il est possible de citer à titre d'illustration quelques efforts visés par les pouvoirs publics sans oublier les différentes contraintes rencontrées comme le montre le tableau ci-dessous :

Tableau N° 05: Les efforts consentis par les pouvoirs publics et les contraintes rencontrées

Quelques efforts consentis par les pouvoirs publics	Les diverses contraintes rencontrées
- La mise en œuvre d'un dispositif réglementaire organisant les activités économiques. - Les agences gouvernementales destinées à orienter l'investissement ou à développer l'esprit d'incitative et de créativité de plusieurs catégories de population: jeunes chômeurs, personnes sans revenu ou ayant des revenus instables et irréguliers, inactifs (femmes aux foyers) : ANDI, CNAC, ANEJ, ADS. - Les assurances composées des organismes de sécurité sociale : CNR, CNAC et des sociétés d'assurances publiques et privées.	- La corruption. - Le secteur informel. - Le problème du foncier agricole et industriel. - Les difficultés d'accès au crédit. - Le caractère archaïque du système bancaire national. - Le faible dynamisme du système national des douanes. - Le caractère élémentaire du marché financier. - La mauvaise circulation de l'information économique. - La faible qualité du capital humain et l'absence d'une bonne intelligence sur l'évolution de l'économie mondiale.

Source : Conçu par nos soins à partir de l'ouvrage de R. BOUDJMA, « violence du capitalisme développement durable et responsabilité sociale des entreprises », 2009.

1.4. Le domaine social/ sociétal

La pauvreté est un phénomène qui relève de plusieurs dimensions et qui se manifeste principalement sous trois formes, en l'occurrence, la pauvreté monétaire (revenu), la pauvreté

Chapitre 02 : Environnement de l'entreprise publique algérienne et la responsabilité sociale

des conditions de vie (accès aux services de base tels que l'éducation et la santé), et la pauvreté des potentialités (patrimoine, environnement, etc.).

En transposant ce phénomène au cas de l'Algérie, « *La pauvreté demeure une notion très controversée et certains vont jusqu'à ne pas reconnaître son existence en Algérie. Cependant...il apparaît que la pauvreté est perceptible à travers notamment l'augmentation de la criminalité, la réapparition du phénomène de la mendicité (notamment à l'Ouest et au Sud), le recours à l'informel en complément de revenus, ... l'immigration clandestine vers les pays du Nord* » (Rapport d'Evaluation de la République Algérienne Démocratique et Populaire ; Rapport d'Evaluation du MAEP, n°4 ; Juillet 2007, p 279).

Au terme de ses accords avec le FMI, l'Algérie a réalisé quelques améliorations macroéconomiques, notamment dans les domaines de la balance des opérations courantes et du solde budgétaire ne doivent pas pousser à cacher leur douloureuse fracture économique et sociale susceptible d'être résumée à la fin du mois de juin 1998 de la manière suivante :

- Diminution du taux d'utilisation des capacités de production notamment dans les branches suivantes : mines et carrières, chimie, textiles, cuirs, bois et papier ;
- Huit cent treize (813) entreprises publiques sont fermées dont cent trente-quatre (134) Entreprises publique économiques (EPE) et 679 entreprises publiques locales (EPL). Le secteur le plus affecté par ce phénomène est l'industrie ;
- Taux de chômage est en augmentation ;
- Près de 5 millions de personnes vivent au-dessous du seuil de pauvreté.

En effet, le phénomène de pauvreté est observé sur le plan social, notamment chez les femmes et les jeunes.

L'Algérie a mis en œuvre d'une stratégie pour lutter contre la pauvreté, cette dernière comprend un ensemble de volets pouvant être classés dans deux approches :

La première c'est l'aide et la protection d'urgence qui est un gros geste financier fait par l'Etat en direction d'un certain nombre de catégories de population (personnes âgées, handicapés et enfance défavorisée).

Et la deuxième est de type développementaliste. Dans son essence, elle organise la lutte contre la pauvreté à l'intérieur d'un ensemble de dispositifs législatif, institutionnel, opérationnel et financier d'insertion économique et sociale des populations tels que :

Chapitre 02 : Environnement de l'entreprise publique algérienne et la responsabilité sociale

l'investissement productif dans les secteurs hors hydrocarbures, particulièrement l'agriculture (Plan National pour le Développement Agricole et Rural (PNDAR), la réalisation de diverses activités économiques à travers l'Agence Nationale de Soutien à l'Emploi des Jeunes (ANSEJ), Contrat de Pré-Emploi et le procédé, l'aide sociale et professionnelle aux personnes handicapées, etc.) (R. BOUDJMA, 2009).

2. Quelques résultats de la stratégie du développement durable

Les diverses actions initiées par les pouvoirs publics dans le cadre de la stratégie de développement durable se sont abouties par une amélioration sensible de la situation économique et sociale du pays.

Nous avons obtenu quelques données du Rapport d'Evaluation du MAEP qui illustrent ce progrès.

2.1. Pour l'environnement, c'est la mise en œuvre du système de management environnemental où nous trouvons quatre entreprises qui ont été certifiées en ISO 14000 (FERPHOS (Tébessa), ENTP Hassi Messaoud, Complexe GPL Bethioua GPIZ, et du Complexe GNL Arzew GL2Z, la charte de l'entreprise (696 entreprises ont adhéré à la nouvelle politique environnementales industrielles, affirmant ainsi l'intégration du développement durable au sein de leurs stratégies), les délégations à l'environnement (880 entreprises industrielles ont mis en place des délégations à l'environnement dont la mission consiste à concevoir et à veiller à la mise en œuvre d'un plan de dépollution), la mise en œuvre de la politique environnementale industrielle avec les différents plans à titre d'exemple Plan National de Gestion des Déchets Spéciaux (PNAGDES), Plan National de Gestion des Déchets Spéciaux (PNAGES), Plan de Gestion des Déchets Spéciaux de la Wilaya (PWAGDES) (R. BOUDJMA, 2009).

2.2 Pour l'économie, nous pouvons retenir ce qui suit :

Le tableau ci-dessous retrace l'évolution du taux d'accroissement (%) en volume du PIB et sur la période allant de 2000 à 2014.

Chapitre 02 : Environnement de l'entreprise publique algérienne et la responsabilité sociale

Tableau N°06 : L'évolution du PIB (2000/2014) en %

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Le PIB	3,8	3,0	5,6	7,2	4,3	5,6	1,7	3,4	2,4	1,6	3,6	2,9	3,4	2,8	3,8

Source : Les comptes économiques en volume de 2000 à 2014 N° 710, consulté le 13/10/2016 à 13 :55

De ce tableau, nous constatons que la croissance économique est volatile sur une période de long terme, et ce, à cause de la fragilité de l'économie algérienne qui dépend de la fiscalité des hydrocarbures, dont la fixation des prix est liée aux marchés mondiaux, ce qui constitue une contrainte majeure pour l'Algérie et qui a des répercussions négatives sur le développement contexte social et sociétal par les restrictions budgétaires consacrées à ce dernier. De ce fait, nous constatons qu'il y a une relation de cause à effet directe entre cette économie mono valeur et le développement social et environnemental en Algérie.

2.3. Pour le social

Les résultats enregistrés au niveau social sont encourageants. En voici les principaux, la création de 954.000 emplois agricoles dont 395.000 permanents ainsi que, la création de 170.000 emplois entre 2000 et 2004 dans les secteurs de la micro-entreprise et du micro-crédit, pour la proportion des pauvres elle est passée de 3,6% en 1998 à 1,9% en 2003, l'accroissement de l'espérance de vie (6 mois de gain moyen annuel entre 1995 et 2005, soit 7 ans sur ladite période) et parmi ces résultats aussi un taux de scolarisation qui est passé de 93,62% en 1999/2000 à 96,80% en 2003/2004.

Enfin, le taux de mortalité infantile a diminué de manière notable : 46,8 pour mille en 1990, 34,7 pour mille en 2002 et à 32,5 pour mille en 2004 (R. BOUDJEMA, 2009).

Chapitre 02 : Environnement de l'entreprise publique algérienne et la responsabilité sociale

Conclusion

L'entreprise est soumise à des contraintes résultant de son milieu qu'elle ne maîtrise pas. Pour que l'entreprise puisse réduire cette incertitude elle doit analyser et comprendre son environnement.

L'Algérie a connu un environnement pertinent qui est représenté par l'Etat ; il est au niveau macro et il est général.

Nous pouvons aussi conclure que la notion de RSE, selon le vocable international, signifie qu'une entreprise doit non seulement se soucier de sa rentabilité et de sa croissance, mais aussi, de ses impacts environnementaux et sociétaux, elle doit aussi être plus attentive aux préoccupations de ses parties prenantes.

Bibliographie

I. Ouvrages

1-BOUJEMA.R ; Violence du Capitalisme Développement Durable et Responsabilité Sociale des Entreprises, A.C.L COM, Editions Anep Rouiba, 2009.

2-CAPRON.M et QUAIREL-LANOIZELEE.F ; La responsabilité sociale d'entreprises, Edition la découverte, Paris, 2007.

3-GOND.J.P et IGALENS.J ; La responsabilité sociale de l'entreprise, 3^{ème} Edition Paris, 2011.

4-MELBOUCI.L ; Economie de l'entreprise algérienne, Editions El-Amel, 2009.

5-PESTRE.F ; La responsabilité sociale des entreprises multinationales : stratégies et mise en œuvre, Edition L'Harmattan, Paris 2013.

6-REDJEM.N ; L'entreprise publique algérienne (Socialisme et participation), office des publications universitaires. 1, place centrale de Ben-Aknoun, Alger, Edition n°2010-Septembre 1987.

II. Thèses

7-BEKOUR.F ; Les modes et les formes de modernisation des entreprises publiques Algériennes : les stratégies de redéploiement, thèse, université de Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou, 2012.

8-MELBOUCI.L ; Création, développement et croissance des entreprises Algérienne en relation avec la dynamique de l'environnement politique juridique et économique (1962-2005), thèse, université de Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou, 2007.

III. Revues et Articles

9-BEN MLOUKA.M et BOUSSOURA.E ; La Théorie néo-Institutionnelle contribue-t-elle à l'éclairage du concept de Responsabilité Sociétale ? Consulté le 02/07/2016.

10-HAMIDI.Y et KHELFAOUI.M ; La perception de la RSE chez les dirigeants d'entreprises (PME) algériennes : Quelle forme de RSE implicite ou l'explicite ?, article, 2016.

11-MELBOUCIL ; L'entreprise algérienne face à quel genre d'environnement ? , La Revue des Sciences de Gestion 2008/6 (n° 234), p. 75-83.

IV. Sitographie

12-ABBES.N ; L'impact du volet environnemental de la loi sur les nouvelles régulations économiques sur le management des entreprises, thèse, Université Paris Ouest Nanterre La Défense Ecole doctorale Economie, Organisation et Société Laboratoire Economie UMR 7235, 2011.

13-ACHABOU.M.A ; L'environnement institutionnel dans la décision stratégique de l'entreprise émergente : cas de l'industrie sucrière algérienne, thèse Montpellier Supagro, centre international d'études supérieures en sciences agronomiques, 2008 (consulté le 05/06/2016).

http://www.iamm.ciheam.org/ress_doc/opac_css/doc_num.php?explnum_id=1111
1.

14-ACHIR.M ; Les fondements éthique des Caisses Villageoises en Kabylie : gestion participative, gouvernance délibérative et développement solidaire, colloque ATM sur "Ethique, entrepreneuriat et développement" Marrakech. 29, 30 et 31 mai 2014.

http://www.ummto.dz/IMG/pdf/ACHIR_Mohamed.pdf (consulté le 06/06/2016).

15-ACHOUR TANI.Y ; L'analyse de la croissance économique en Algérie, thèse université Abou BEKR BELKAID TELEMEN, 2014.

<http://dspace.univ-tlemcen.dz/bitstream/112/4433/1/Achour-tani-yamna.doc.pdf> (consulté le 17/05/2016).

16-CHIGNIER.A ; Les politiques industrielles de l'Algérie contemporaine, le développement en faillite des relations entre Etat et appareil de production dans une économie en développement, mémoire, université Lyon 2, 2009.

http://doc.sciencespolyon.fr/Ressources/Documents/Etudiants/Memoires/Cyberdocs/MFE2009/chignier_a/pdf/chignier_a.pdf.

17-DADENE. A, DAHMANI M et ATIL. A : La Notion et le Concept de la RSE dans des PME algériennes : Entre une perception floue et une représentation controversée.

<http://manifest.univouargla.dz/documents/Archive/Archive%20Faculte%20des%20Sciences%20Economiques%20,%20de%20Gestion%20et%20des%20Sciences%20Commerciales/Comp or> (consulté le 11/05/2016 à 9h :00).

18-DUBOUCHET. V, Yaël PONÇON et TAUPENAS. P : La responsabilité sociale des entreprises, élément incontournable du développement de l'entreprise et de ses ressources humaines, 2004.

http://mbarh.dauphine.fr/fileadmin/mediatheque/site/mba_rh/pdf/Travaux_anciens/P1_resp_soc_entr.pdf (consulté le 19/05/2016 à 10h:00).

19-MARDAM-BEY MANSOUR.F ; La Responsabilité sociale de l'entreprise : Définitions, théories et concepts, 2008.

<https://fgm.usj.edu.lb/pdf/a112011.pdf> (consulté le 14/05/2016 à 9h :33).

20-SAHLI.F ; L'environnement de l'entreprise.

<http://www.technologuepro.com/Sciences-Economiques-Gestion/cours-gestion entreprise/chapitre-2-gestion-entreprise.pdf> (consulté le 27/10/2016).

21-TALEB.B ; Les motivations d'engagement des entreprises dans la responsabilité sociale : le cas du secteur industriel algérien, 2013, thèse, consulté le 11/05/2016.

file:///C:/Users/windows7/Downloads/131209_TALEB_01B0JG01615_TH%20. (Consulté le 11/05/2016 à 11h: 30).

Résumé

Remerciement

Dédicaces

Sommaire

Liste des abréviations

Liste des tableaux

Liste des figures et graphes

Introduction générale.....1

Chapitre 01 : Pourquoi la responsabilité sociale de l'entreprise ?.....6

Introduction.....6

Section 01 : Historique de la responsabilité sociale des entreprises.....6

1.1. La conception anglo-saxonne (américaine) de la RSE6

1.2. La conception européenne de la RSE.....7

Section 02 : Définitions de la responsabilité sociale des entreprises.....9

2.1. Etymologie de la responsabilité sociale des entreprises.....9

2.2. Les définitions de la RSE selon les organisations.....10

2.3. La définition de la responsabilité sociale des entreprises selon les auteurs.....12

Section 03 : Les théories de la responsabilité sociale des entreprises.....15

1. La théorie néoclassique.....15

2. La théorie des parties prenantes.....16

2.1. Origines de la théorie des parties prenantes.....16

2.1.1. Emergence.....16

2.1.2. Définition de la théorie.....	16
2.2. Les types des parties prenantes.....	18
2.3. Intérêts ou objectifs principaux des parties prenantes.....	18
3. La théorie néo-institutionnelle.....	21
Conclusion.....	22
Chapitre 02 : Environnement de l'entreprise publique algérienne et la responsabilité sociale	23
Introduction.....	23
Section 01 : L'environnement de l'entreprise publique algérienne.....	24
1. L'analyse de l'environnement dans l'étude des entreprises.....	24
1.1. Quelques notions et variables de l'environnement de l'entreprise.....	25
1.2. L'environnement pertinent.....	27
1.2.1. Le macro environnement.....	27
1.2.2. Le méso environnement.....	27
1.2.3. Le microenvironnement.....	28
2. L'étude de l'environnement de l'entreprise publique en Algérie.....	29
2.1. Détermination de l'environnement pertinent de l'entreprise publique.....	30
2.1.1. Le méso-environnement : de 1963 à 2007.....	30
2.1.2 Le microenvironnement : de 1963 à 2007.....	31
2.2. Caractéristiques de l'environnement pertinent de l'entreprise publique.....	32
2.2.1. Caractéristiques du niveau microenvironnement.....	32
2.2.2. Caractéristiques du niveau méso-environnement.....	32
2.2.3. Les critères de l'environnement turbulent des entreprises algériennes.....	33

Section 02 : Quelques déterminants de la RSE en Algérie.....	34
1. Quelques pratiques de développement durable.....	34
1.1. Le domaine environnemental.....	34
1.2. La réglementation environnementale Algérienne.....	35
1.3. Le domaine économique.....	37
1.4. Le domaine social/ sociétal.....	39
2. Quelques résultats de la stratégie de développement durable.....	40
2.1. Pour l'environnement	40
2.2. Pour l'économie.....	40
2.3. Pour Le social.....	41
Conclusion du chapitre.....	42
 Chapitre 03: La responsabilité sociale de l'ENIEM et ses effets sur l'environnement.....	43
Introduction.....	43
Section 01 : Présentation de l'organisme d'accueil.....	44
1. Présentation de l'entreprise d'étude.....	44
1.1. Historique de l'organisme ENIEM.....	44
1.2. Missions, objectifs et le règlement intérieur.....	45
1.2.1. Missions de l'entreprise.....	45
1.2.2. Objectifs de l'entreprise	45
1.2.3. Le règlement intérieur de l'ENIEM.....	45
2. Organisation de l'ENIEM.....	46
2.1. Les filiales de l'entreprise.....	46
2.1.1. Filiale lampe (FILAMP).....	46
2.1.2. Entreprise des Industries Matériel et Sanitaire (EIMS).....	47

2.2. La Direction Générale (DG).....	47
3. Le complexe des Appareils Ménagers (CAM) activité et mission.....	48
Section 02 : La responsabilité sociale à l'ENIEM et ses effets sur l'environnement.....	50
2.1 Le volet économique.....	50
2.1.1 L'analyse de l'activité de l'entreprise.....	50
2.1.2. Part de marché de l'ENIEM.....	50
2.1.3 Le chiffre d'affaires.....	52
2.1.4. L'analyse des ventes.....	53
2.1.4.1.L'évolution des ventes.....	53
2.1.4.2.Les ventes réalisées par rapport aux prévisions.....	55
2.1.5. L'analyse de la production.....	55
2.1.5.1. L'évolutions de la production.....	56
2.1.5.2. L'analyse de la production réalisée par rapport aux prévisions.....	57
2.1.5.1. La productivité.....	58
2.1.7. Les fournisseurs et les clients.....	59
2.2. Le volet social a l'ENIEM.....	61
2.2.1. Les recrutements au sein de l'entreprise.....	61
2.2.2. Les effectifs de l'ENIEM.....	63
2.2.3. Accidents de travail.....	64
2.2.4. Protestation sociales.....	66
2.2.5. Absentéisme.....	66
2.2.6. La formation.....	67
2.2.7. Sorties et licenciements	68
2.3 Le volet environnemental.....	70

Table de matières

2.3.1. Présentation du processus de production de l'ENIEM.....	70
2.3.2. Consommation de matières premières.....	71
2.3.2.1. Consommation de l'électricité.....	71
2.3.2.2. Consommation de gaz.....	72
2.3.2.3. Consommation d'eau.....	73
2.3.3. Déchets générés par l'ENIEM.....	75
2.3.4. Les métiers et les technologies utilisés.....	77
2.3.4.1. L'émaillage poudre.....	77
2.3.4.2. Reconversion peinture liquide en peinture poudre.....	77
2.3.4.3. Economie d'énergie et préservation de ressources naturelles.....	78
2.3.4.4. La formation sur l'environnement.....	79
Conclusion.....	88
Conclusion générale.....	89

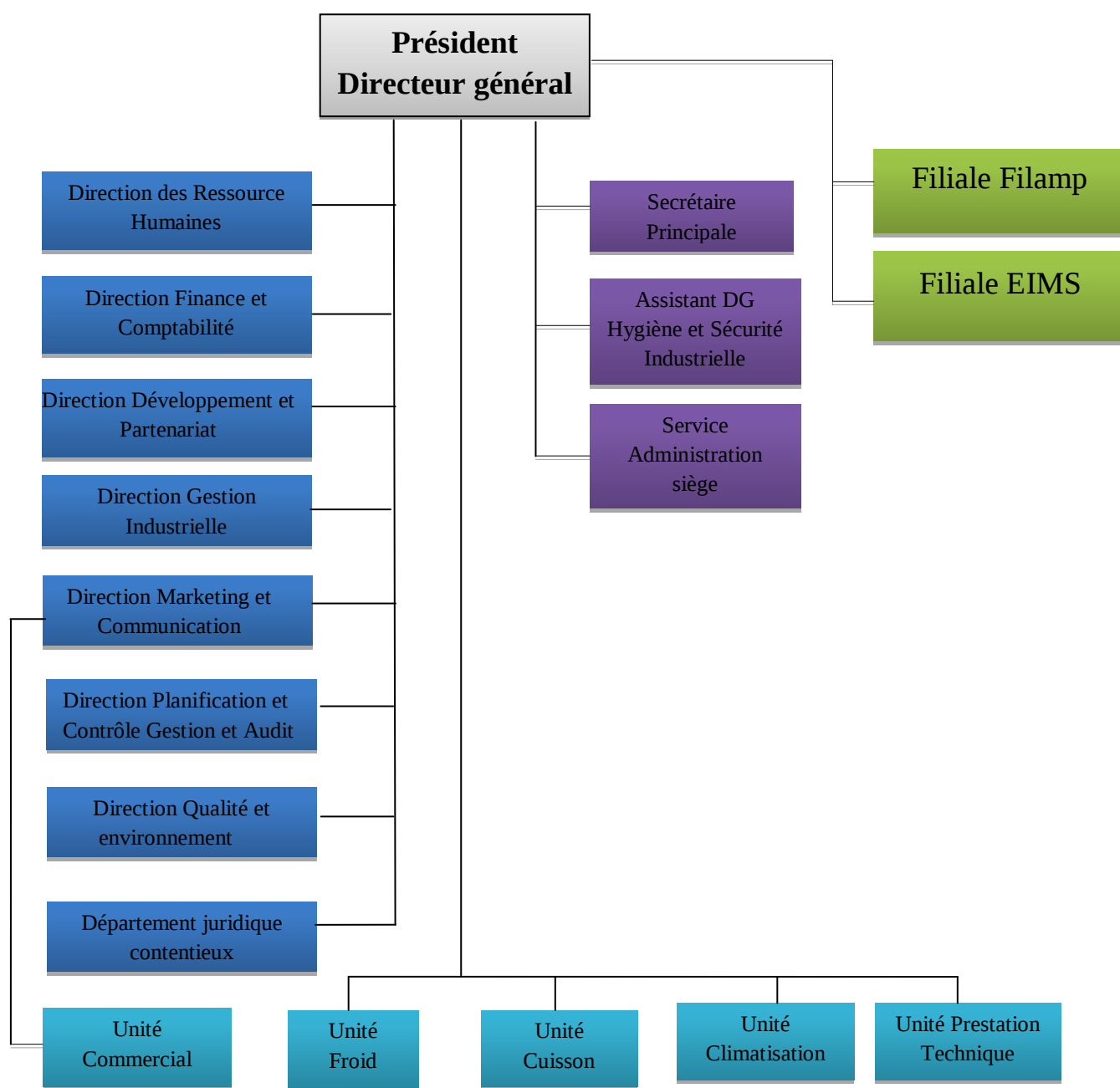
Bibliographie

Annexes

Table des matières

ANNEXE N° II

Schéma : L'organigramme de l'ENIEM



Source : Direction Générale de l'ENIEM/DRH, 2016.

ANNEXE N°V

Objectifs et cibles environnementaux

Année 2013

ANNEXE VIII :

Tableau : Montant des dépenses réellement consacrées à la formation professionnelle contenue à l'ENIEM (U.P.T)

Effectif de l'unité		Masse salariale brut versée durant la période	Equivalent 1,00 % devant être consacré à la formation professionnelle continue	
Catégories	Nombre	Montant	Valeur	Taux
Cadre	52	42123599,99	421235,99	0,29%
Maitrise	108	44121674,77	441216,75	0,30%
Exécution	216	59010074,92	590100,75	0,40%
Total	376	145255349,18	1452553,49	1,00%

Source : Document interne a l'entreprise (U.P.T)

ANNEXE I

Nous pouvons citer quelques exemples d'articles qui montrent l'encadrement de l'activité de l'entreprise par un aspect juridique (J.O.R.A. N°101 du 13/12/1971) :

- **Article 5** : « L'entreprise socialiste est créée par décret à l'exception de celles d'importance nationale, lesquelles doivent être créées par loi ».
- **Article 6** : « La dénomination de l'entreprise, son siège, la nature et l'étendue de ses activités ainsi que le patrimoine initial qui lui est affecté sont définis dans l'acte constitutif qui doit en outre, déterminer la tutelle ».
- **Article 61** : « Le directeur général de l'entreprise agit sous l'autorité de la tutelle et est responsable du fonctionnement général de l'entreprise dans le cadre de ses attributions fixées par les textes législatifs et réglementaires et dans le respect des prérogatives confiées à l'ensemble des travailleurs ».
- **Article 62** : « Le directeur général est nommé par décret sur proposition de l'autorité de tutelle. Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes formes. Il est assisté, dans l'entreprise d'importance nationale, du directeur adjoint et d'un ou plusieurs directeurs ».
- **Article 73** : « Les programmes d'investissement de l'entreprise ou de l'unité sont soumis par le conseil de direction à l'autorité de tutelle, après avis de l'assemblée des travailleurs. Le programme d'investissement de l'entreprise est décidé par le gouvernement ».
- **Article 75** : « Le fonds de roulement déterminé selon la nature de l'activité de l'entreprise, doit être consacré exclusivement au financement des approvisionnements et aux charges courantes d'exploitation, à l'exception des dépenses d'immobilisation et des amortissements ».
- **Article 78** : « La politique du crédit, notamment en matière d'approvisionnement et dans le domaine de la commercialisation, fera l'objet de dispositions légales et réglementaires, par branche d'activité ».

Pour procurer des ressources, l'entreprise algérienne a vécu plusieurs étapes. Nous pouvons citer à ce propos deux périodes :

-De 1963 à 1970, l'État fait un contrôle limité sur les relations commerciales de l'Algérie avec l'extérieur.

– À partir de 1970, c'est la nationalisation du commerce extérieur se substitue au contrôle exercé par l'État. Cette nationalisation va prendre de plus en plus la forme d'un monopole de l'État sur le commerce extérieur, à cet égard l'Etat a mis des autorisations à titre illustratif l'autorisation globale d'importation (AGI) qui est un titre annuel d'importation délivré par l'État à l'entreprise couvrant la totalité des importations à réaliser.

Parmi les types d'AGI dans l'organisation du monopole de l'État sur les importations nous trouvons : L'AGI monopole qui est un organe du secteur public, principalement des entreprises publiques détentrices du monopole à l'importation. L'AGI de fonctionnement qui est permis aux entreprises de production et de services du secteur public pour l'accomplissement de leurs programmes de production et de maintenance. L'AGI des objectifs planifiés qui est agréé aux entreprises publiques de production et de services dans le but de leur accepter de disposer rapidement des biens dont elles ont besoin pour la réalisation des projets planifiés qui leur sont confiés.

Ainsi, l'entreprise bénéficiaire d'AGI doit être domiciliée auprès d'une banque nationale et doit obtenir l'accord de celle-ci, avant toute réalisation, pour les contrats qu'elle aurait signés avec ses fournisseurs étrangers. Les délais moyens pour avoir la réalisation d'une opération d'importation sont de dix-huit à vingt-quatre mois (MELBOUCI. Leila, 2007). « *Ce délai ne prend en compte que la période finale depuis la formulation du besoin d'importation à la réception du bien ou service* » (S. Goumeziane 1994, p. 56 cité par MELBOUCI. L 2008).

Cependant, l'État propriétaire a mis en place trois institutions financières spécialisées qui sont :

- La BNA (Banque Nationale d'Algérie) chargée notamment du financement du secteur agricole des entreprises socialistes, des établissements publics et des importations ;
- Le CPA qui octroie des crédits aux petites entreprises communales et de wilaya ainsi qu'aux sociétés privées ;
- La BEA qui a pour mission de développer les échanges économiques et commerciaux de l'Algérie avec les autres pays.

Mais aussi la BCA qui fait office d'institut d'émission, la loi de finances de 1971 fait du trésor public, l'organisme centralisateur, transformateur et distributeur de l'épargne

publique nationale. Une autre institution financière, la BAD est chargée de financer les investissements productifs des secteurs industriel et commercial de même que ceux de la CNEP qui a pour mission de collecter l'épargne utilisée principalement pour le financement des projets.

À partir de 1988, « *le propriétaire de l'entreprise publique de production, voulant rendre autonome cette entreprise en tant qu'agent microéconomique, a séparé la propriété de la gestion en déléguant celle-ci d'abord à un agent fiduciaire appelé Fonds de participation (1988-1994) ensuite aux Holdings publics (1995-2000) et enfin aux Sociétés de Gestion des Participations (2001-2007). Tous ces changements n'ont pu rendre autonome l'entreprise algérienne* » (MELBOUCI. Leila, 2007, p81).

ANNEXE III

Les normes ISO

Les deux normes ISO les plus communes sont les séries ISO 9000 et ISO 14000, qui traitent respectivement du management de la qualité et du management environnemental ; elles sont appliquées par plus d'un million d'organisations dans 175 pays, et doivent leur succès au fait qu'il s'agit de normes génériques, c'est-à-dire concernant des systèmes de management, et que n'importe quel type d'organisation- quels que soient sa taille et son secteur d'activité peut décider de s'y conformer. Si la série ISO 9000 peut être considérée comme entrant dans le périmètre de la RSE, dans la mesure où elle vise essentiellement les efforts qu'une organisation réalise pour répondre aux exigences de qualité de ses clients et améliorer leur satisfaction, la série ISO 14000 fait, elle, clairement partie du domaine de la RSE.

ISO 14000

La série ISO 14000 cible une des dimensions de la RSE la dimension environnementale ; elle se focalise sur les efforts qu'une organisation accomplit pour améliorer en permanence sa performance environnementale. Plus spécifiquement, la norme ISO 14001 définit les exigences relatives à la mise en œuvre d'un système de management environnemental (SME), et favorise, pour l'organisation concernée, une approche holistique de sa politique environnementale.

ISO 14001 : la norme a pour principe d'aider tout type d'organisme à atteindre ses objectifs environnementaux, en fournissant les éléments d'un système efficace de management environnemental, en effet, la norme guide les organismes à travers les cinq étapes clés de la mise en place d'un système de management environnemental (SME « un outil de gestion de l'entreprise et de la collectivité qui lui permet de s'organiser de manière à réduire et à maîtriser ses impacts sur l'environnement. Il inscrit l'engagement d'amélioration environnementale et de se perfectionner continuellement » (www.dictionnaire-environnement.com) et n'établit pas d'exigences absolues en matière de performance environnementale au-delà de l'engagement de l'organisme qui veut être certifié à se conformer à la réglementation en vigueur. Les cinq étapes sont :

- Définir la politique environnementale ;
- Planifier les actions environnementales ;
- Contrôle et action correctives ;
- Revue de direction.

La mise en place, par une entreprise, d'un SME selon la norme ISO 14001 lui procure de nombreux avantages. Nous distinguons, en premier lieu, un avantage économique qui se traduit par une rationalisation des dépenses engendrées par l'amélioration de la gestion et par l'achat de nouveaux investissements (investissements propres). En second lieu, un avantage concurrentiel lié à l'image positive que ce certificat procure. En troisième lieu, un avantage juridique qui se caractérise par une parfaite conformité aux exigences réglementaires. Une conformité qui fortifie ses relations avec les administrations et qui lui permet de bénéficier de nombreux avantages (réduction des délais d'obtention des permis d'exploitation, ...). En dernier lieu, un avantage social du fait qu'un tel système peut être un argument pour faire évoluer l'entreprise vers plus de compétitivité et de performance (à condition que le chef d'entreprise réussisse à mobiliser le personnel autour des enjeux environnementaux, afin d'obtenir son adhésion et sa convergence au projet et faire ainsi de l'environnement un moteur de progrès).

ISO 26000

ISO 26000 est un référentiel international sur la responsabilité sociétale, développé par ISO. Cette norme fournit des lignes directrices relatives à la responsabilité sociétale pour tout type d'organisation. Il s'agit d'un document de cadrage qui donne des définitions et recommandation sur la responsabilité sociétale. Elle contient des lignes directrices et non des exigences et elle ne se prête donc pas à la certification.

ISO 9 001

ISO 9001, définit les critères et les grandes lignes du système de management qualité. Cette norme repose sur un certain nombre de principes de management de la qualité, notamment une forte orientation client, la motivation et l'engagement de la direction, l'approche processus et l'amélioration continue. ISO 9001 aide à s'assurer que les clients obtiennent des produits et services uniformes et de bonne qualité. Elle exprime les exigences relatives à un système de gestion de la qualité au service des entreprises dans le but

d'améliorer la satisfaction de leurs clients, et ce à travers le respect des exigences de ces derniers ainsi que celle de la réglementation.

- **OHSAS 18001**

La norme OHSAS 18001 (Occupational Health and Safety Assessment Series) est une série sur l'évaluation de la santé et de la sécurité au travail (SST), c'est une démarche volontaire qui définit les exigences minimales pour les meilleures pratiques en matière de gestion de la santé et de la sécurité au travail.

ANNEXE N°IV

La politique qualité

Année 2013

ANNEXE VI

Objectif et cibles environnementaux

Année 2016

ANNEXE VII

La sécurité industrielle, au sens large, représente de façon générale la garantie de la sécurité des biens, des personnes et aussi de la pérennité de l'entreprise.

Lorsqu'un nouveau membre se joint à l'ENIEM, l'assistant de la sécurité industriel fait une formation de base d'une journée pour ces nouveaux recrutés, dans le but de les sensibilisés (savoir le risque et les précautions de prévention à prendre).

Chaque unité à l'ENIEM dispose d'un bureau d'hygiène et sécurité que ce soit pour l'unité prestation technique, froid, cuisson et climatisation.

Pour mesurer l'évolution et l'importance des accidents de travail, l'ENIEM recoure à deux indicateurs, à savoir le taux de fréquence et le taux de gravité.

Le taux de fréquence nous présente le nombre d'accidents de service avec arrêt qui sont produits sur une période de temps donnée exprimé par 1000000 d'heures travaillées.

Le taux de fréquence se calcule ainsi :

$$TF = \frac{\text{Nombre d'accidents de service avec arrêt}}{\text{Nombre d'heures travaillées}} * 1\text{million}.$$

Le taux de gravité nous informe sur le nombre moyen de jours perdus (c'est l'absence au travail, l'incapacité temporaire) au cours d'une période donnée exprimée par 1000 d'heures travaillées.

Le taux de gravité se calcule ainsi :

$$TG = \frac{\text{Nombre de jours perdus}}{\text{Nombre d'heures travaillées}} * 1000$$

Ces deux indicateurs mesurent la fréquence des accidents et leur gravité ainsi plus leurs valeurs sont élevées plus les accidents sont nombreux et ils ont des conséquences en terme d'arrêts de travail.

Avec :

TF : taux de fréquence ;

TG : taux de gravité.

Une entreprise qui investit dans la prévention et la maîtrise des risques liés à ses activités mesure généralement l'efficacité de ses actions à l'amélioration, donc à la diminution de ces deux indicateurs.

A l'ENIEM, chaque unité que ce soit climatisation, froid, cuisson et l'UPT, elles font des bilans des accidents de travail pour chaque année dans le but de savoir l'évolution des accident de travail et comment faire pour diminuer ces dernières.

Nous avons pris chaque unité pour savoir, le nombre d'accidents pour chaque année, les deux taux, fréquence et gravité ainsi que la répartition des accidents selon les ateliers pour savoir où se situent la plupart des accidents puis les causes de ces accidents et enfin comment faire pour diminuer ces accidents de travail de cette entreprise.

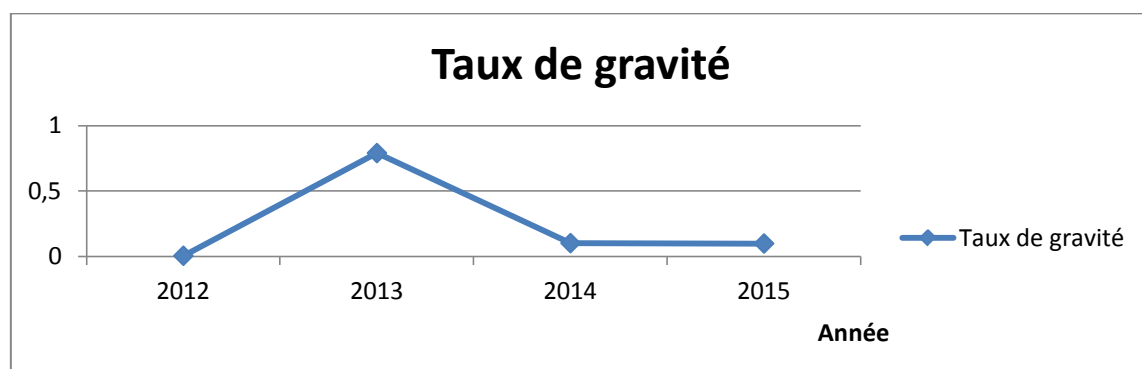
1. Unité prestation de service (UPT)

Tableau N° 01: Statistique des accidents de travail à l'unité prestation technique l'UPT (2012-2015)

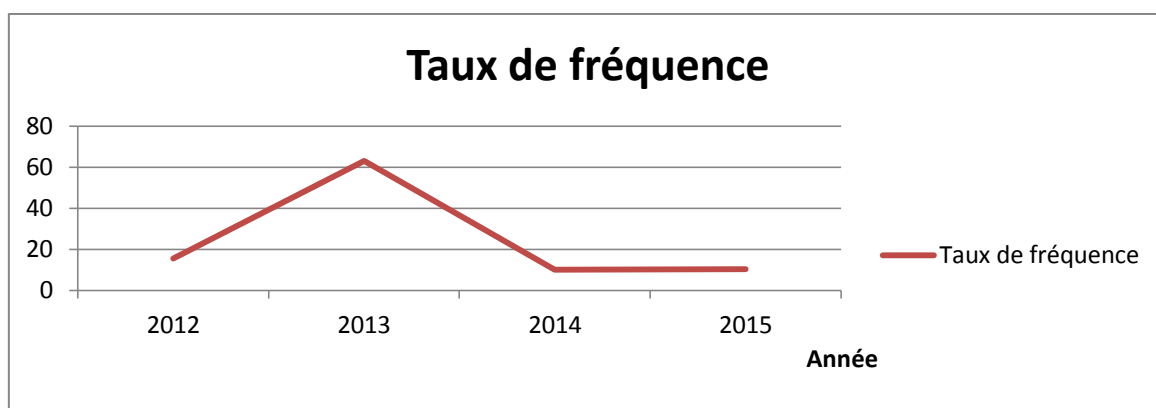
Années	Nombres d'heures travaillées	Nombre d'accidents avec arrêt	Nombre de jours perdus	Taux de fréquence	Taux de gravité
2012	64834,75	1	20	15,4238275	0,003084765
2013	63336,61	4	50	63,15462732	0,789432841
2014	701248,1	7	70	9,982201734	0,099822017
2015	772745,7	8	75	10,3526943	0,097056509

Source: Réalisé par nous-mêmes à partir d'un document interne à l'UPT

Figure N°01 : Evaluation du taux de fréquence et de gravité à l'unité prestation technique (2012-2015)



Source : Etabli à partir du tableau précédant



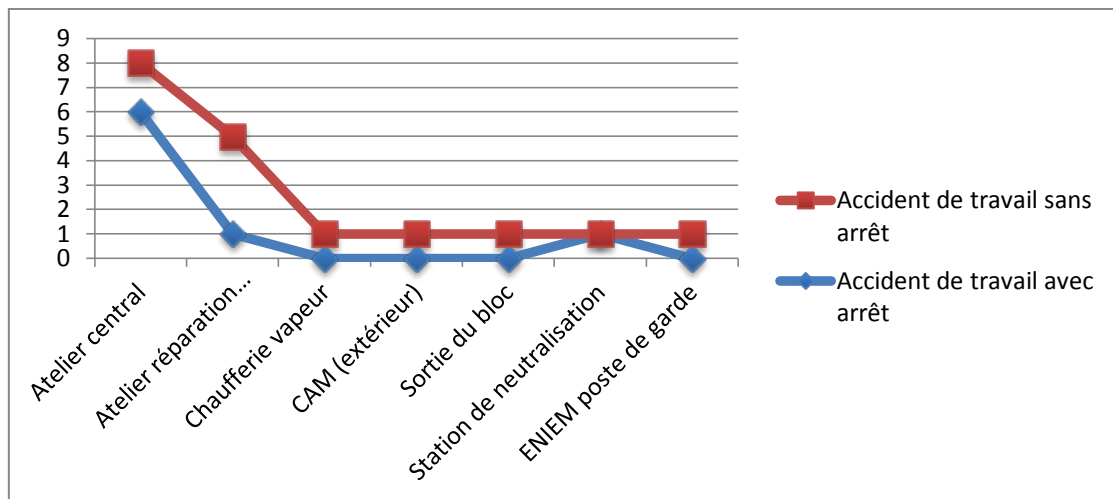
Source : Etabli à partir du tableau précédant

Tableau N°02 : Répartition des accidents de travail par atelier (2015)

Atelier	Nombre d'accident de travail	Accident de travail avec arrêt	Accident de travail sans arrêt
Atelier central	8	6	2
Atelier réparation engin roulants	5	1	4
Chaufferie vapeur	1	0	1
CAM (extérieur)	1	0	1
Sortie du bloc	1	0	1
Station de neutralisation	1	1	0
ENIEM poste de garde	1	0	1
Total	18	8	10

Source : Document interne à l'UPT

Figure N°02 : Evolution des accidents de travail par atelier (2015)



Source : Etabli à partir du tableau précédant

Nous avons choisi cet exemple de l'année 2015 car c'est là où nous avons trouvé presque tous les cas des accidents de travail par atelier, selon ce graphe nous pouvons constater que la majorité des accidents de travail sont enregistrés dans les ateliers suivant :

Atelier central et l'atelier réparation engin roulants, dans ces deux ateliers les ouvriers travaillent manuellement.

2-Unité Froid

Tableau N°03 : Statistique des accidents de travail pour les années (2012-2015) l'unité Froid

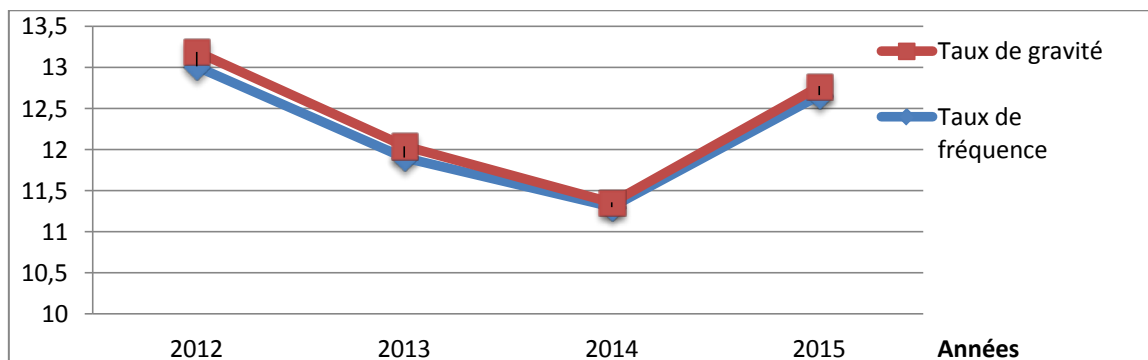
Année	Nombre d'heures travaillées	Nombre d'accidents de travail avec arrêt	Nombre de jours perdus	Taux de fréquence	Taux de gravité
2012	1383551,11	18	250	13,01	0,18
2013	1848554,22	22	254	11,90	0,14
2014	1415318,95	16	76	11,30	0,054
2015	1342116,17	17	152	12,66	0,11

Source : Document interne de l'unité froid 2016

Selon le tableau, les deux taux de fréquence et de gravité ont connu une diminution importante de 2012 à 2014 cela est due aux formations interne et à la sensibilisation des travailleurs, pour l'année 2015 le nombre d'accident est augmenté les moyens de protection ont connu une diminution ainsi que même les traiteurs ne font pas attention.

Les données de ce tableau peuvent être présentées plus clairement dans le graphe suivant

Figure N°03 : Evaluation du taux de fréquence et de gravité a l'unité Froid (2012-2015)



Source : Etabli à partir du tableau précédant N°03

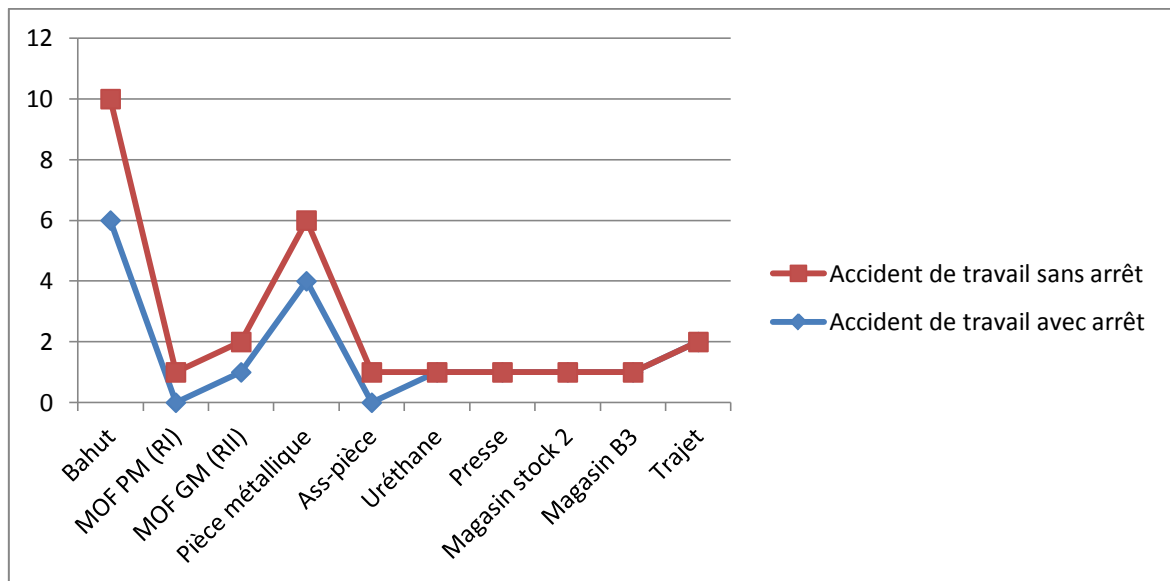
Tableau N°04 : Répartition des accidents de travail par atelier (2015)

Atelier	Nombre d'accident de travail	Accident de travail avec arrêt	Accident de travail sans arrêt
Bahut	10	6	4
MOF PM (RI)	1	0	1
MOF GM (RII)	2	1	1
Pièce métallique	6	4	2
Ass-pièce	1	0	1
Uréthane	1	1	0
Presse	1	1	0
Magasin stock 2	1	1	0
Magasin B3	1	1	0
Trajet	2	2	0
Total	26	17	9

Source : Données interne à l'unité Froid

Pour bien comprendre ce tableau nous pouvons le convertir à un graphe.

Figure N°04 : Evolution des accidents de travail par atelier (2015)



Source : Etabli à partir du tableau précédant

Selon ce graphe, la majorité des accidents de travail sont enregistrés dans les ateliers suivant :

Bahut et Pièce métallique car dans ces deux ateliers les ouvriers travaillent manuellement.

Aussi les travailleurs ne font pas attention et ne portent pas tous ce qui est sécurité exemple les gants, les chaussures de sécurité, les lunettes, etc.

➤ **Les causes des accidents de travail à l'unité Froid**

Parmi les causes des accidents de travail dans cet atelier nous avons :

Tôle, corps étranger, fer à souder, fil condenseur, chariot, clou, tube évaporateur, cuve de déchet, bobine métallique, trajet, produit chimique, etc.

➤ **Les préventions**

Pour prévenir les différents accidents de travail à l'entreprise, les assistants d'hygiène et sécurité industriel ont tracé un programme pour chaque année.

Dans ce dernier nous trouvons les différentes activités qui sont :

-Control des équipements, c'est la vérification des installations électriques (Armoire, coffret), vérification des aérations, vérification des extracteurs...

-Moyen de lutte anti incendie, vérification et contrôle de tous les extincteurs, contrôle technique de tous les extincteurs est assuré par un organisme externe agréé (MESLIM).

-Mesure sono métrique, des relevés sono métriques ont été effectués.

ANNEXE IX

Action menées au niveau de l'ENIEM.

Le tri à la source des déchets

Les contenants sont identifiés à l'aide d'une couleur et la désignation du déchet qu'il contient.

Cette identification se présente comme suit :

 **Couleur verte** : déchets ménagers et assimilés (DMA) et déchets inertes ;

 **Couleur jaune** : déchets spéciaux(DS) ;

 **Couleur rouge** : déchet spéciaux dangereux (DSD).

Ce tri a la source et classification des déchets plastiques, tôles, en vue d'être réintroduit dans le processus de production (recyclés), ou être vendus.

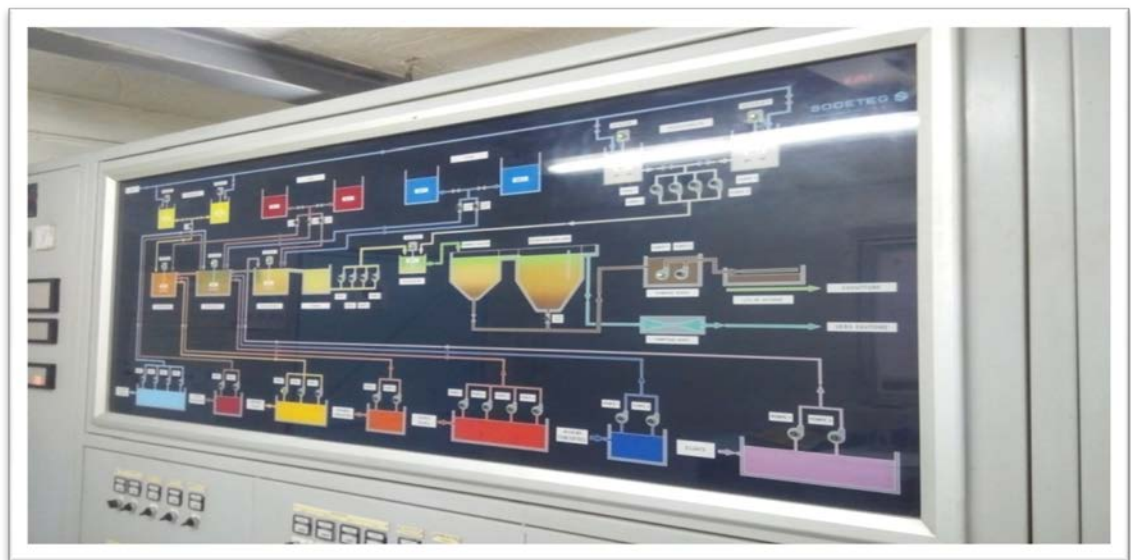
Les actions environnementales menées par l'ENIEM concernent toutes les formes de déchets (liquides, gazeux et solides).

a) Action menée au niveau des déchets liquides :

La source des effluents liquides sont : l'unité froid et l'unité cuisson. Les eaux polluées sont acheminées vers la station de neutralisation pour leur traitement.

Le traitement est fait par une table de commande (figure N°01).

Figure N°01 : Table de commande de la station traitement de neutralisation



Source : Station de neutralisation

Pour les huiles industrielles elles sont récupérées par NAFTAL.

b) **Action menées au niveau des déchets solides :**

Pour les déchets solides récupère tous les déchets plastiques, tôles et carton.

-Déchets plastiques, ils sont recyclés et cela a l'aide de ce qu'en appelle « broyeur » du plastique et réutilisation des granulés pour fabriquer des palettes ;

-Chutes de feuille sidérurgique, l'entreprise récupère annuellement 0,5 tonnes de chute de feuille en fer, ces chutes contribuent à la fabrication de petites composantes des produits électroménagers ;

-La tôle et le carton elles sont vendues ;

- Les déchets électriques et électroniques, s'ils y a des pièces a récupérés ils vont les récupérer, sinon ils vont les stocker on attendant qu'ils vont trouver un sous –traiton ;

-Pour les déchets ménagers ils sont récupérés par la commune de TIZI-RACHED

c) **Action menées au niveau des déchets gazeux :**

-L'entreprise utilise aussi des filtres spéciaux pour réduire l'effet de ces gaz sur l'environnement ;

-L'ENIEM était la première entreprise en Algérie qui a réduit l'utilisation du CFC en 1997.

L'ENIEM a signé trois conventions avec des prestataires qui sont :

- C.H.U de Tizi-Ouzou pour leurs déchets pharmaceutiques (sanitaire) (DASRI) ;

-Laboratoire spécialisé pour les analyses des effluents.

-La société par action SODISCOM.

ANNEXE X

Définition du déchet

1. Définition économique

Un déchet défini comme étant une matière ou un objet dont la valeur économique est nulle ou négative, pour son détenteur, à un moment et dans un lieu donné. Donc, pour s'en débarrasser, le détenteur devra payer quelqu'un ou faire lui-même le travail (Maystre, 1994).

2. Définition environnementale

Le terme « déchets » désigne tous les déchets solides, liquides et gazeux. Mais cet amalgame parfois n'est pas commode. Il faut en effet distinguer d'une part les déchets qui sont dilués dans un fluide destiné à les évacuer et d'autre part les déchets qui sont solides ou bien qui sont confinés dans un récipient parce qu'ils sont liquides ou boueux (Maystre, 1994)

L'ENIEM génère cinq sortes de déchets qui sont :

2.1. Déchets ménagers et assimilés (DMA)

Selon la loi 01-19 du 12 décembre 2001 sont tous déchets issus des ménages ainsi que les déchets similaires provenant des activités industrielles, commerciales, artisanales et autres qui, par leur nature et leur composition, sont assimilables aux déchets ménagers.

2.2. Déchets inertes(DI)

Tous déchets provenant notamment de l'exploitation des carrières, des mines, des travaux de démolition, de construction ou de rénovation, qui ne subissent aucune modification physique, chimique ou biologique lors de leur mise en décharge, et qui ne sont pas contaminés par des substances dangereuses ou autres éléments générateurs de nuisances, susceptibles de nuire à la santé et/ou à l'environnement (loi 01-19 du 12 décembre 2001).

2.3. Déchets spéciaux (DS)

Tous déchets issu des activités industrielles, agricoles, de soins, de services et toutes autres activités qui, en raison de leur nature et de la composition des matières qu'ils contiennent, ne peuvent être collectés, transportés et traités dans les mêmes conditions que les déchets ménagers et assimilés et les déchets inertes. Exemple pièce de rechange...

2.4. Déchets spéciaux dangereux (DSD)

Tous déchets spéciaux qui, par leurs constituants ou par les caractéristiques des matières nocives qu'ils contiennent, sont susceptibles de nuire à la santé publique et/ou à l'environnement par exemple, huile usagée, chiffon souillé...

2.5. Déchets non spécifiés (DNS)

Par exemple mousse en polyuréthane (mélange d'iso cyanates polyol et cyclopentane), laine de verre + fibre de verre.

Conclusion générale

Le processus de préservation de l'environnement et le concept de la RSE sont apparus selon l'histoire par les acteurs économiques des pays du Nord, mais les plus grands enjeux sociaux et environnementaux de ces concepts sont au Sud, à l'exemple de l'Algérie qui a connu une rapide expansion économique. Cette expansion a été suivie par un développement des marchés et des entreprises (FMI, 2006, cité par BADREDDINE TALEB, 2013) qui ont un effet dramatique, notamment sur l'environnement. Dans ce sens, l'Algérie fait aussi partie des pays les plus touchés par les crises sociales et environnementales (Rapport, WRI, 2005 ; PNUD, 2006 cité par BADREDDINE TALEB, 2013).

La problématique environnementale en Algérie forme une inquiétude importante pour les autorités publiques, ces dernières accordent un grand intérêt à la préservation de l'environnement. Elles obligent les entreprises, notamment industrielles, à respecter l'environnement par le paiement des différentes taxes environnementales. La réglementation algérienne force les entreprises à se préoccuper de la protection environnementale.

L'ENIEM nous a permis de voir les piliers de la responsabilité sociale de cette entreprise à titre illustratif l'économie, le social et l'environnement, et cela à partir d'un enquête sous forme de collecte d'informations au sein de cette entreprise, où nous avons visité les ateliers de production de chaque unité, mais aussi à partir de la consultation de sa documentation et des entretiens libres avec plusieurs responsables.

Pour répondre à la problématique posée au début de cette recherche, nous avons choisi de présenter un travail de recherche construit autour de trois chapitres. Les deux premiers chapitres sont consacrés à la revue de littérature visant quelques notions théoriques autour du pourquoi de la responsabilité sociale des entreprises, et l'environnement de l'entreprise publique algérienne et la responsabilité sociale. Ensuite, le troisième chapitre nous a permis d'établir une confrontation de la théorie à la réalité empirique de notre terrain d'investigation.

Les résultats de notre recherche sont :

L'ENIEM pratique de la RSE sans le savoir pour quoi ?

Lors de notre enquête nous avons constaté que le langage de la RSE est absent et nous avons constaté également que les responsables ignorent son existence.

L'objectif primordial de l'ENIEM est d'accroître ses parts de marché tout en améliorant la qualité de ses produits et en protégeant l'environnement écologique et social, et cela pour satisfaire ses clients, mais aussi avoir une bonne image. L'ENIEM a des impacts positifs sur l'environnement social, elle est un important pourvoyeur d'emplois dans la région, l'ENIEM offre à ses employés la possibilité un cadre professionnel évolutif dans différent type de formation, mais aussi elle intègre des cas disciplinaires, en étant tolérants à ces cas. L'ENIEM dispose d'un comité qui s'appelle comité de participation (CP). Ce dernier prend en considération les cas sociaux des employés aussi il participe à la gestion de l'entreprise. A travers ce comité l'ENIEM a fait des conventions avec trois (03) cliniques et pour l'intérêt de ses employés et pour leurs familles, et une ambulance à leurs dispositions aussi, une assistance médicale. Pour encourager ses employés l'ENIEM offre plusieurs cadeaux. En plus de ces initiatives en termes de responsabilité social, l'ENIEM optait pour d'autres alternatives à titre illustratif le sponsoring et le mécénat.

L'activité de l'ENIEM a des impacts négatifs sur l'environnement écologique comme toute entreprise de production. Pour limiter ou éliminer ces impacts négatifs, elle met en œuvre plusieurs actions et un programme environnemental pour chaque année. L'ENIEM identifie tout d'abord ses différents polluants. Pour cela, elle respecte toutes les lois algériennes concernant la protection de l'environnement, elle s'est également engagée volontairement pour la certification ISO 14001 version 2004 en 2008, qui s'inscrit dans le développement durable en intégrant un management dans le domaine de la protection de l'environnement.

Pour y parvenir, l'ENIEM se base sur la prévention de toute pollution, la préservation des ressources, la sensibilisation et la formation, la responsabilité et l'implication de son personnel. Actuellement, l'ENIEM se prépare pour la certification ISO 14001 version 2016.

Comme, il est nécessaire de signaler que malgré toutes les actions volontaires et réglementaires, l'ENIEM est toujours confrontée aux problèmes des déchets spéciaux dangereux stockés. L'entreprise ne leur a pas trouvé de preneurs. Elle est confrontée aussi au problème des émissions atmosphériques non mesurées.

Nous avons constaté lors de nos recherches dans cette entreprise que la majorité de son personnel manque de culture environnementale, ce qui freine la réalisation de quelques objectifs environnementaux ; vu que le pourcentage destiné à la formation de personnel ne dépasse pas 01% de la masse salariale de l'ENIEM.

Pour terminer, la première hypothèse est confirmée c'est-à-dire les pratiques de la responsabilité sociale au niveau de l'ENIEM sont obligatoires et volontaristes, obligatoires par rapport au cadre juridique et volontaristes du fait de prendre des initiatives d'une manière volontaire.

La responsabilité sociale des entreprises en tant que pratique existe au sein de l'ENIEM d'une manière implicite et non explicite du fait qu'il n'existe pas de direction ou bien de fonction de responsabilité sociale dans la structure donc la responsabilité sociale de l'ENIEM est représentée implicitement

La deuxième hypothèse aussi est confirmée, l'ENIEM s'intéresse à l'aspect environnemental depuis sa création.

Nous proposons à l'ENIEM, comme perspectives :

- Faire le recyclage de l'eau qu'elle jette après neutralisation, ce qui veut dire faire une petite station de traitement pour réutiliser cette ressource dans l'industrie pour réduire les factures élevées afin que l'ENIEM puisse avoir son indépendance en la matière.

- Faire plus de formation au personnel (Les cadres et les employés) dans le cadre de valorisation et de la préservation de l'environnement, et améliorer la communication avec ses parties prenantes qui peuvent influencer son existence et son évolution. L'ENIEM dispose d'un système de management environnement et qualité pour quoi ne pas intégrer le système de management de sécurité pour que cela devienne un système de management de la qualité, de la sécurité et de l'environnement (SMQSE), en l'occurrence les trois certifications SME, SMQ et système sécurité travailleurs (ce dernier n'a jamais été certifié par l'ENIEM), qui seront gérés transversalement, pour avoir une vision globale de l'ensemble des processus de l'entreprise, ce qui lui permettra de gérer simultanément plusieurs aspects en combinant les exigences de la triple certification pour gagner plus.

Guide d'entretien

Questions sur l'économie

1-Quelle est la part de marché de l'ENIEM ?

.....

.....

2-Quelle est le chiffre d'affaire de l'ENIEM ?

.....

.....

3-Quelle est votre production?

.....

.....

4-Quelle est l'évolution des ventes du produit ENIEM ?

.....

.....

5-Quelle est la productivité de l'entreprise ?

.....

.....

Questions sur le social

1-Est-ce que l'ENIEM recrute dans le cadre de l'ANEM ? Si c'est oui pourquoi ?

.....

.....

2-Quelles sont les types de contrats de l'ENIEM ?

.....

.....

3 Quel est l'évolution des effectifs de l'ENIEM ?

.....

.....

4-Quel est l'évolution de l'absentéisme ?

.....

.....

5-Est ce que nous pouvons savoir l'évolution des accidents de travail ?

.....

.....

6-Quels sont les causes de ces accidents de travail à l'ENIEM ?

.....

.....

7- Est-ce que l'ENIEM licencier ses travailleurs ?

.....

.....

8- Est-ce que l'entreprise participe dans le financement des activités sportives (sponsor, mécénats) ?

.....

.....

Questions sur l'environnement

1-Quel est le processus de production de l'ENIEM ?

.....

.....

2-Quels sont les principaux déchets générés par l'activité de l'ENIEM ? Que fait l'ENEM pour les traiter?

.....

.....

3-Connaissez-vous la composition des rejets atmosphérique de l'ENIEM ?

.....

.....

4--Les eaux rejetées sont-elles conformes à la réglementation?

.....

.....

5-Quelle est la destination des eaux de l'usine ?

.....

.....

6-Les technologies utilisées par l'ENIEM sont-elles respectueuses de l'environnement ?

.....

.....

7-Quels sont les moyens de sensibilisation du personnel sur les risques environnementaux ?

.....

.....

8-Est-ce que l'ENIEM fait des formations sur l'environnement ?

.....

.....

9-Depuis quand l'ENIEM s'intéresse-t-elle à la préservation de l'environnement ?

.....

.....

CHAPITRE I

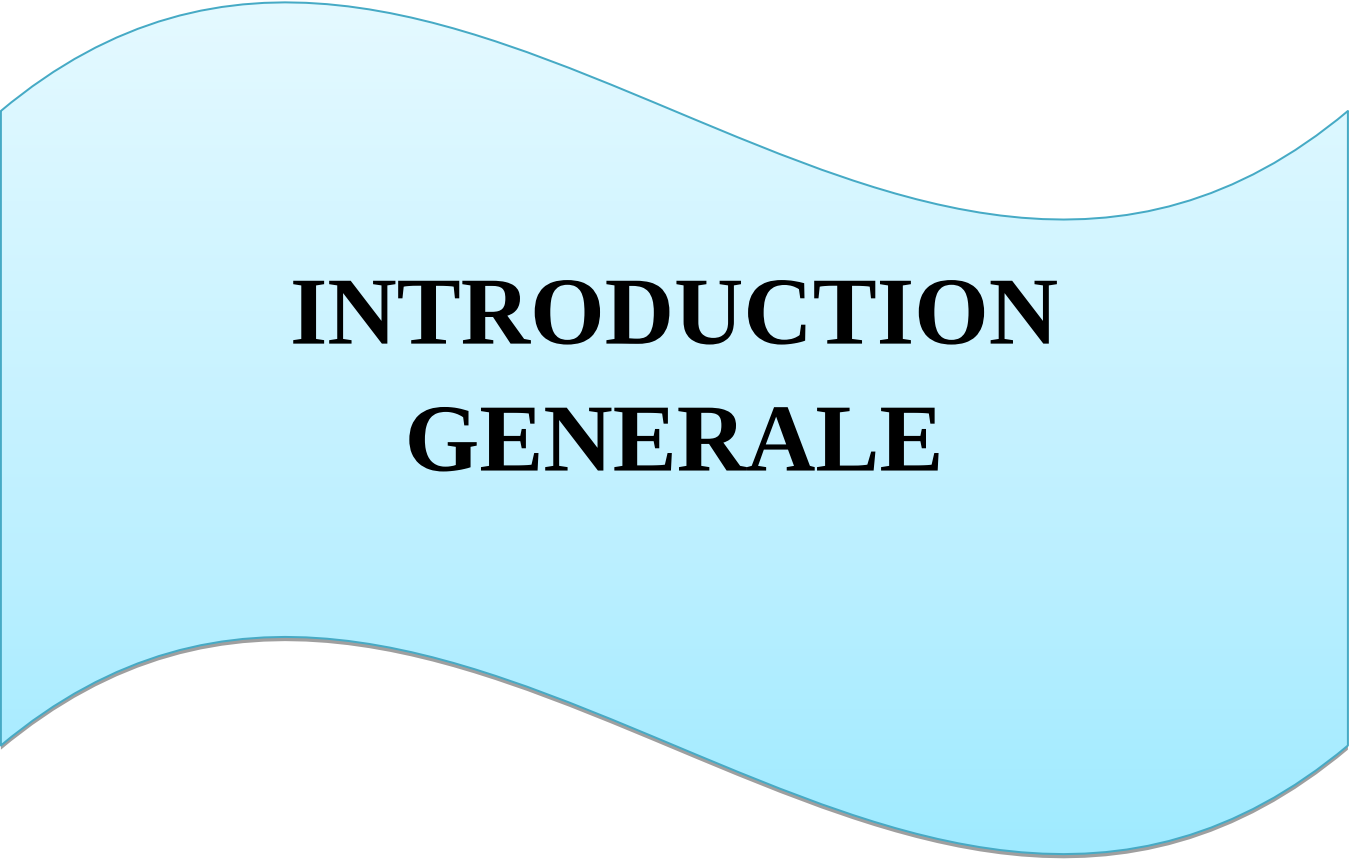
Pourquoi la responsabilité sociale de l'entreprise ?

CHAPITRE II

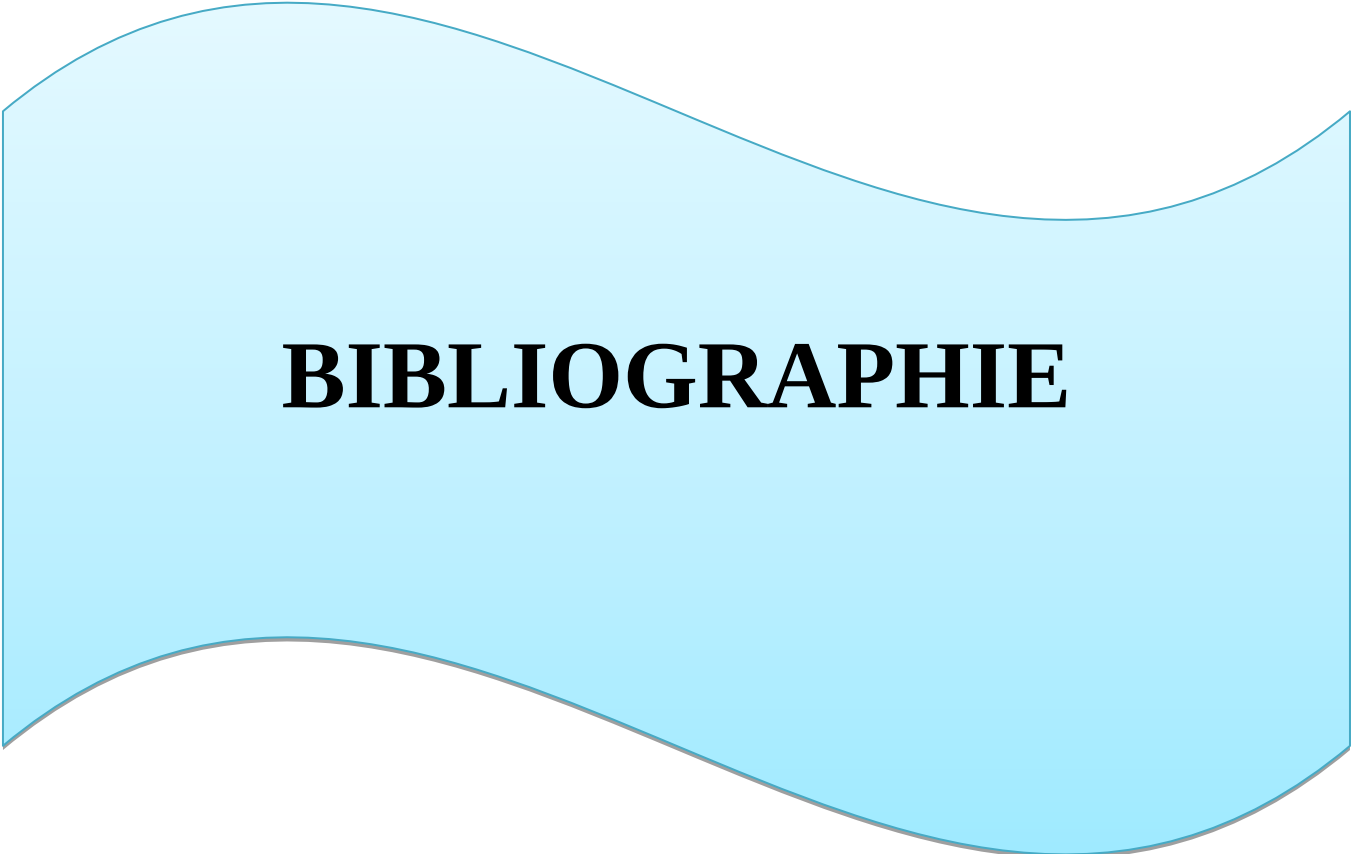
Environnement de l'entreprise publique algérienne

CHAPITRE III

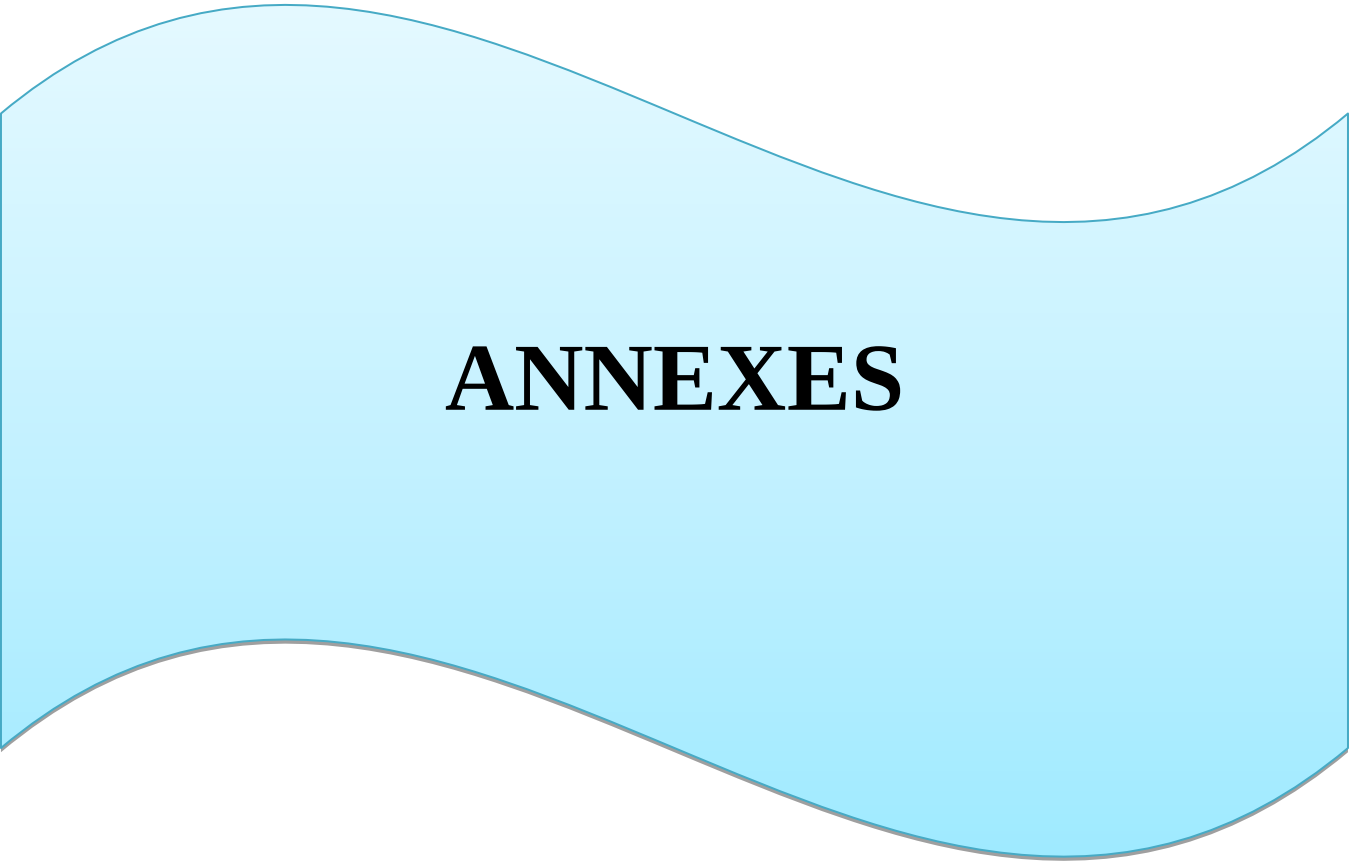
La responsabilité sociale de l'ENIEM et ses effets sur l'environnement



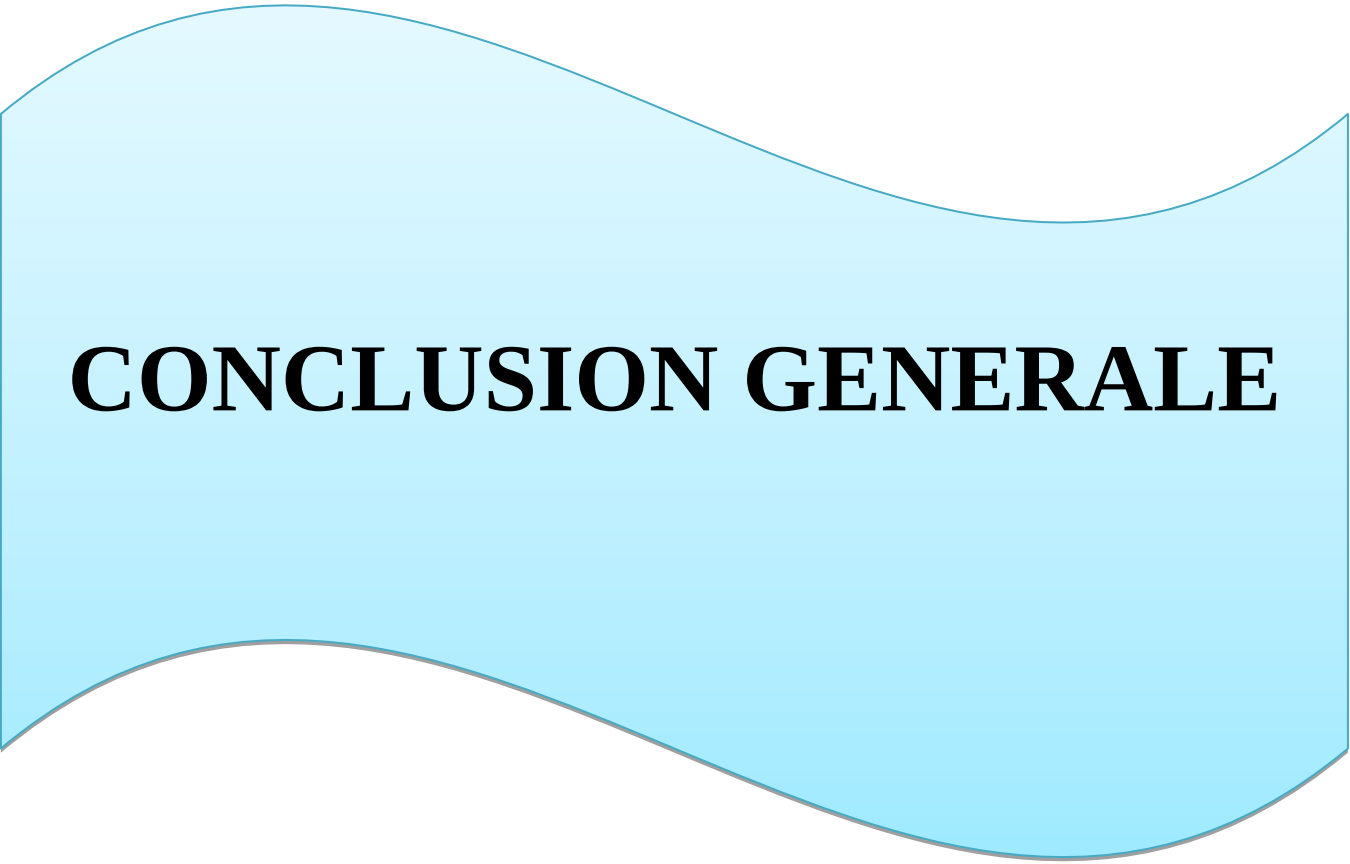
INTRODUCTION GENERALE



BIBLIOGRAPHIE



ANNEXES



CONCLUSION GENERALE

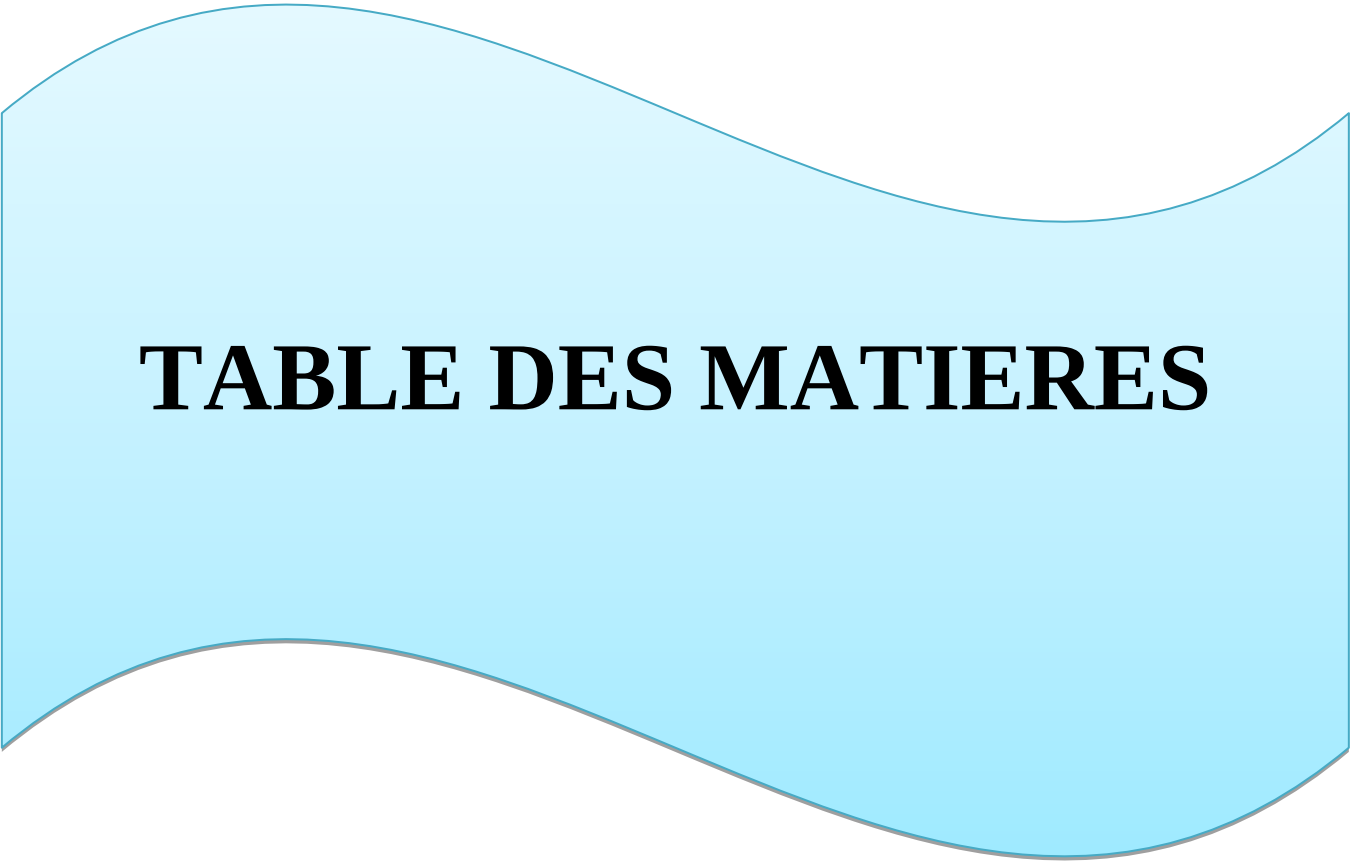


TABLE DES MATIERES

Chapitre 03: La responsabilité sociale des entreprises industrielles et ses effets sur l'environnement, cas ENIEM

2.3 Le volet environnemental

Le secteur industriel est l'un des secteurs qui participe au développement de l'activité économique d'un pays, à l'évolution des relations sociales et à l'aménagement du territoire. Mais, en contrepartie, il produit des effets négatifs, sur la société et sur l'environnement.

L'étude de ce volet nous permettra d'abord de savoir le processus de production de l'ENIEM, en suite de savoir les quantités consommées de matières premières et en fin les métiers et les technologies utilisés par ENIEM.

2.3.1. Présentation du processus de production de l'ENIEM

Le processus de production de cette entreprise peut être présenté comme suite :

Tableau N°21 : Le processus de production de l'ENIEM

Intrants	Activités	Sortants
-Matière première (bobines d'acier, produits chimiques, moteurs) ; -Energies (l'électricité, Gaz) ; -Eau (ADE) ; -Huiles et graisses.	-Transformation de la tôle ; -Traitement et revêtement de surface; -Injection plastique et polystyrène ; -Fabrication de pièces métalliques ; -Isolation ; - Thermoformage ; -Assemblage ; -Emballage.	-Produits finis (cuisinières, réfrigérateurs, climatiseurs...) ; -Déchets ; -Bruit ; -Rejets atmosphérique ; -Eaux polluées.

Source : Construit par nos soins à partir de nos entretiens à l'entreprise, 2016.

Comme procédés de traitement nous avons :

- Les produits finis sont stockés ou vendus ;
- Les déchets sont stockés (stock mort) ou vendus pour le recyclage (Annexe IX) ;
- Le bruit l'entreprise utilise des isolants sonore ;
- Les rejets atmosphériques (CO, NO_x, SO_x...) l'entreprise utilise des filtres gazeux ;

Chapitre 03: La responsabilité sociale des entreprises industrielles et ses effets sur l'environnement, cas ENIEM

-La pollution du sol, l'ENIEM utilise pour les bous des cuves qui sont acheminés vers le stock mort ;

-Et les eaux polluées sont déversés directement à la station de neutralisation pour leur traitement (Annexe IX).

2.3.2. Consommation de matières premières

L'ENIEM est une entreprise de production et de commercialisation des appareils électroménagers cette entreprise consomme de la matière premières afin de produire et de satisfaire ses clients, mais cela affecte directement l'environnement par l'épuisement des ressources naturelles.

L'entreprise utilise comme matières premières le gaz, l'électricité et l'eau.

2.3.2.1. Consommation de l'électricité

Cette ressource est très importante dans le fonctionnement de cette entreprise, dans le tableau suivant nous verrons la consommation d'électricité pendant quatre ans de 2012 à 2015.

Tableau N° 22: Suivi annuel de la consommation et les coûts de l'électricité (2012/2015)

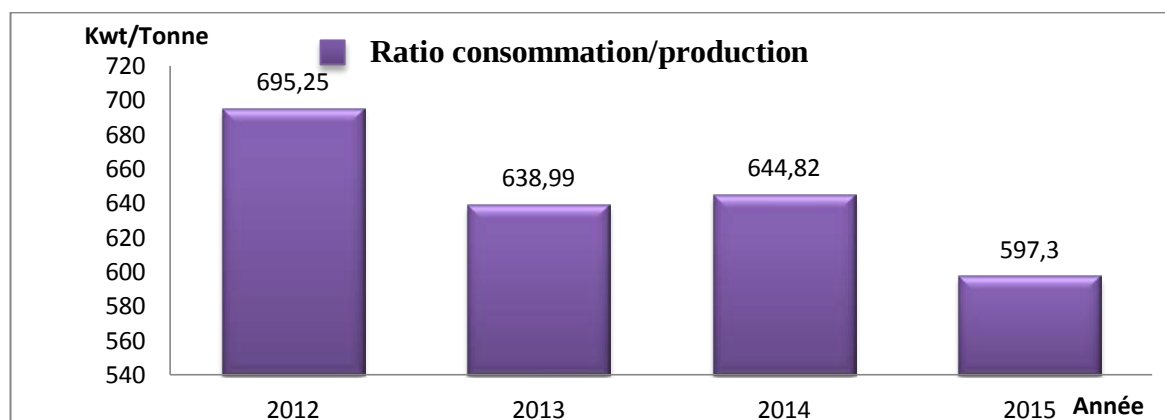
Année	Consommation totale KWT	Consommation journalière moyenne KWT/J	Evolution consommation journalière moyenne %	Cout totale DA	Production en tonnes	Ratio consumption/pr oduction
2012	9696900	25401,4	/	27227043,08	13372,0	695,25
2013	8096034	22180,9	-13 %	27771666,99	12670,0	638,99
2014	7479900	20492,9	-8 %	26761900,96	11600,0	644,82
2015	6982980	19131,5	-7 %	23772293,51	11691,0	597,30

Source : Documents internes à l'ENIEM, 2016

D'après le tableau, nous constatons que la quantité totale consommée de l'électricité baisse d'une année à une autre, par exemple elle a baissé de 13% de 2012 à 2013, de 8% de 2013 à 2014 et de 7% de 2014 à 2015.

Chapitre 03: La responsabilité sociale des entreprises industrielles et ses effets sur l'environnement, cas ENIEM

Figure N° 06: L'évolution de la consommation de l'électricité par une tonne produite de 2012/2015



Source : conçu par nos soins à partir du tableau N°22.

D'après le tableau ci-dessus, la consommation d'électricité a vu une diminution de 28% entre 2012 et 2015. Mais aussi, le ratio de la consommation totale d'électricité par une tonne produite a diminué de 97,95 (KWh/tonne) durant ces quatre ans, ce qui a permis à l'ENIEM de faire des économies d'énergies considérables aussi cette baisse est due aux efforts de réduction de la consommation citée dans le programme environnemental, d'un côté et la baisse de la production pendant ces quatre années d'un autre côté.

2.3.2.2. Consommation de gaz

Une autre matière première et énergétique consommée par l'entreprise est le gaz. Ce dernier est utilisé dans toutes les unités de production. Le tableau ci-dessous présente l'évolution de la consommation de l'ENIEM en gaz et ses coûts pendant quatre ans (2012/2015).

Tableau N°23 : Suivi annuel de la consommation et les coûts de gaz (2012/2015)

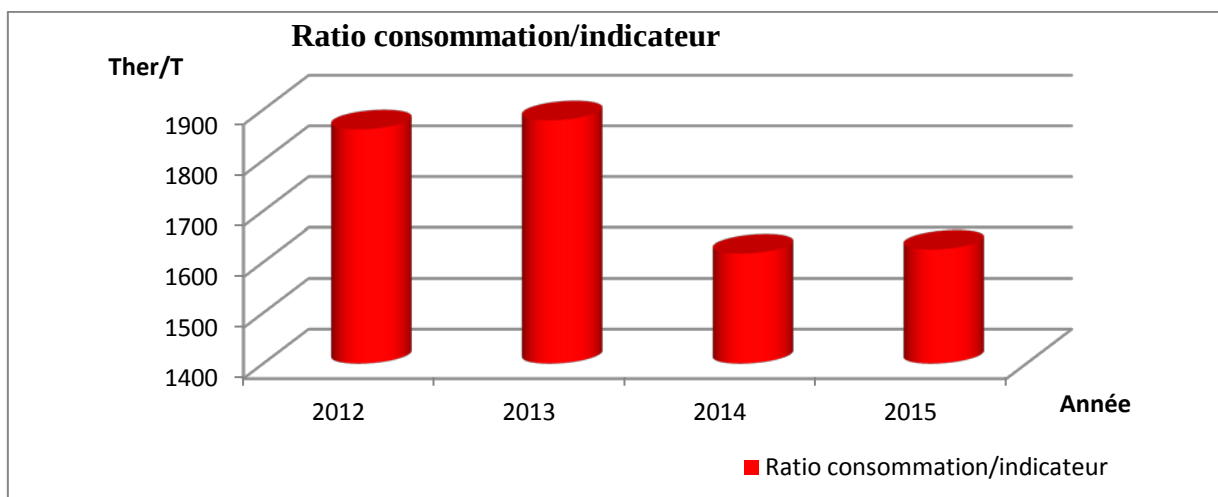
Année	Consommation thermies	Consommation journalière moyenne th/j	Evolution de la consommation	Coûts total en DA	Production en tonnes	Ratio consommation/i ndicateur
2012	23970350	65492,8	/	8736900 ,00	13372,0	1861,38
2013	23881000	65427,4	0,1%	8692000,00	12670,0	1879,24
2014	22871535	62661,7	1,12%	8258684,34	11600,0	1617,22
2015	18999931	520544,60	4,32%	5653461,69	11691,0	1625,17

Source : Document interne à l'ENIEM, 2016

Chapitre 03: La responsabilité sociale des entreprises industrielles et ses effets sur l'environnement, cas ENIEM

D'après le tableau ci-dessus, nous constatons que la quantité totale consommée de gaz baisse d'une année à une autre, par exemple elle a baissé de 0,1% de 2012 à 2013 et de 4,32% de 2014 à 2015.

Figure N° 07: L'évolution de la consommation du gaz par une tonne produite de 2012/2015, Ther/T



Source : Conçu par nos soins à partir du tableau N° 23.

Nous observons une baisse importante de la quantité totale de gaz consommée entre 2012 et 2015 elle est passé de 23970350 à 18999931 Thermies et cela est due à la baisse de la production.

Mais, ce n'est pas seulement la quantité totale qui est en diminution, mais aussi la quantité consommée par une tonne produite baisse de 1879,24 à 1625,17 ce qui veut dire la différence de 254,07 Ther/T cela démontre que l'ENIEM réalise une forte performance environnementale et cela est démontré par l'indicateur de performance environnementale de la consommation sur la production annuel du gaz.

2.3.2.3. Consommation d'eau

Elle est utilisée dans les processus production au niveau du (Traitement et revêtement de surface), ainsi que pour le ménage.

Le tableau ci-après présente un suivi annuel des consommations et des coûts en eau via la facture mais aussi via le forage.

Chapitre 03: La responsabilité sociale des entreprises industrielles et ses effets sur l'environnement, cas ENIEM

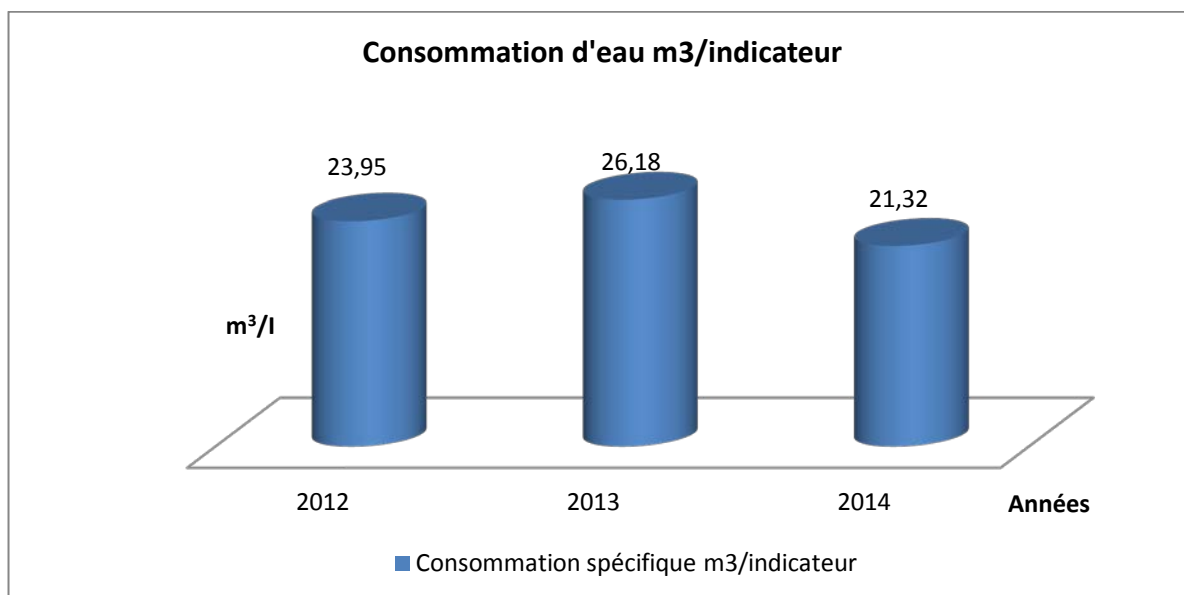
Tableau N°24 : Suivi des consommations totales et des coûts en eau entre 2012 et 2014

Année	Consommation m ³	Coût DA	Consommation journalière moyenne (m ³ /j)	Evolution consommation journalière moyenne (%)	Coût journalier moyen (DA/j)	Coût moyen par m ³ (DA/m ³)	Production	Consommation d'eau m ³ /indicateur
2012	308409	8063700,00	844,96	-	12209,35	26,15	12878	23,95
2013	329475	4211000,00	905,15	+7%	11568,68	12,78	12587	26,18
2014	301513	4211000,00	826,06	-9%	11536,99	13,97	14143	21,32

Source : Documents internes à l'ENIEM 2016

Nous observons une diminution de la consommation de l'eau entre 2013 et 2014, ce qui est démontré par l'indicateur de performance environnementale qui est représenté par le ratio de consommation de l'eau par une tonne produite en tenant compte de la production annuelle, qui est passé de 26,18 m³/In à 21,32 m³/In. Pour avoir une vision plus claire de l'évolution de la consommation de l'eau, nous nous appuyons sur le graphe suivant :

Figure N°08: Evolution de la quantité totale de consommation de l'eau, m³/In



Source : conçu par nos soins à partir du tableau N°24.

Chapitre 03: La responsabilité sociale des entreprises industrielles et ses effets sur l'environnement, cas ENIEM

2.3.3. Déchets générés par l'ENIEM

L'ENIEM génère cinq sortes de déchets qui sont (Annexe X):

- Déchets ménagers assimilés (DMA), plastique, carton et bois ;
- Déchets inerte (DI), exemple démolition d'un mur... ;
- Déchets spéciaux (DS), pièce de rechange, ferraille, aluminium... ;
- Déchets spéciaux dangereux (DSD), huile usagée, chiffon souillé... ;
- Et Déchets Non Spécifiés (DNS).

Le tableau suivant nous donne les quantités de chaque déchet

**Tableau N°25 : Suivi annuel de la quantité de déchet générée en tonne (2011/2015),
tonne**

Année	2011	2012	2013	2014	2015
DMA	674,578	105,93	143,423	286,995	255,379
DSD	758,294	702,396	708,859	660,338	919,755
DS	524,49	710,82	240,44	221,05	280,03
TOTALE	1957,362	1519,164	1092,722	1168,403	1455,164

Source : Document interne au département environnement, 2016.

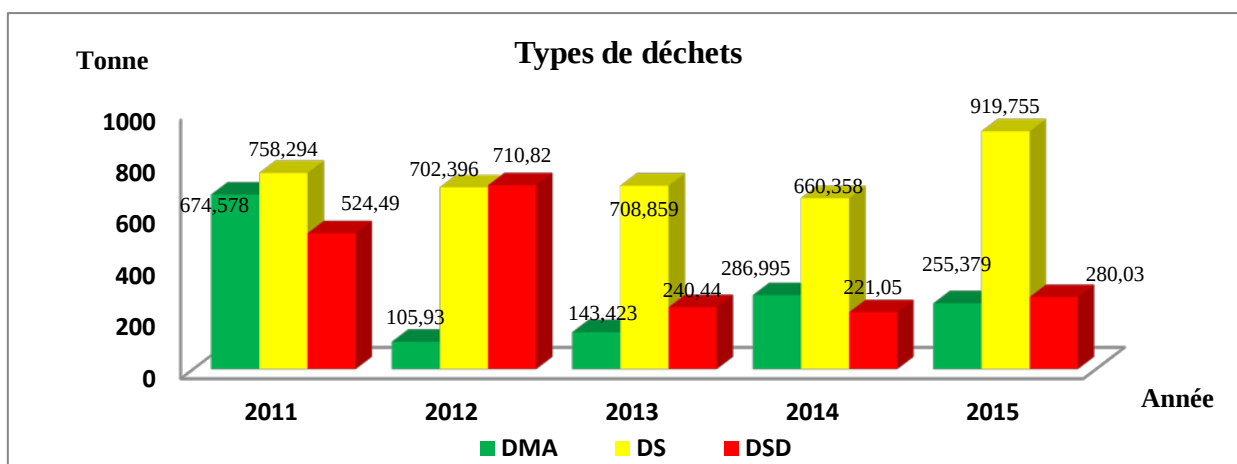
Les différents déchets que nous avons cités dans le tableau sont générés par les unités de production de l'entreprise.

Pour les DMA, ils sont passés de 34% en 2011 jusqu'à 17,55% en 2015, pour les DSD ils sont passés de 38,74% en 2011 à 63,20% et pour les DS ils sont passés de 26,79% en 2011 à 19,24% en 2015.

L'ENIEM a réussi à maîtriser ses déchets vu que la quantité des déchets générés/ quantité de produit fabriqués étant en baisse (10% à 8, 50%) de 2011 au 2014.

Chapitre 03: La responsabilité sociale des entreprises industrielles et ses effets sur l'environnement, cas ENIEM

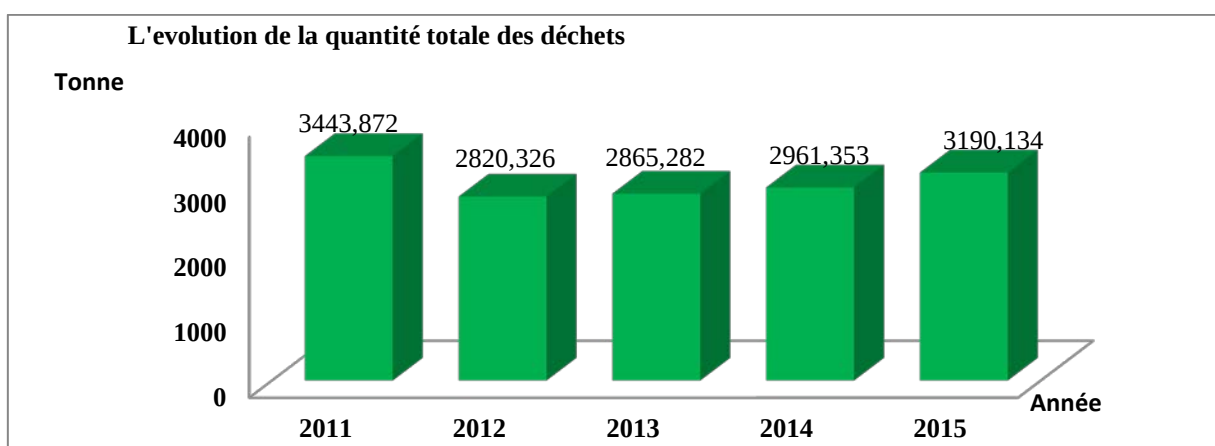
Figure N°09 : L'évolution de la quantité par type de déchet générée de 2011 à 2015, tonne



Source : Etabli à partir du tableau N°25

Ce diagramme présente la quantité par type de déchets générée par l'ENIEM pendant cinq ans, il montre une part importante et significative des déchets spéciaux (la ferraille, aluminium, boue email, plomb) et ce en raison de l'utilisation d'acier comme matière première principale avec 524,8724 tonnes en 2012 et 912,425 tonnes en 2015 et la quantité d'aluminium qui est passé de 1,892 tonnes en 2012 à 3,633 en 2014. Pour les autres déchets c'est-à-dire les DSD et les DMA sont en baisse.

Figure N°10 : L'évolution de la quantité totale des déchets de 2011 à 2015



Source : Conçu par nos soins à partir du tableau N° 25.

Chapitre 03: La responsabilité sociale des entreprises industrielles et ses effets sur l'environnement, cas ENIEM

Si les quantités des déchets ont augmenté cela est due juste à l'augmentation des tonnes de la ferraille, si non pour les autres déchets nous avons enregistré une baisse de la quantité des boues email qui ont été de l'ordre de 60 tonnes en 2011 puis cette quantité est passé à 0 tonne en 2015 est cela à cause de la conversion de la peinture liquide en peinture poudre.

L'entreprise commence à s'améliorer de plus en plus grâce aux différentes technologies, la sensibilisation et la formations pour ses différentes catégories de personnels (cadre, maitrise et exécution) sur l'environnement.

2.3.4. Les métiers et les technologies utilisés

Le produit final passe par un processus de production caractériser par la maitrise de plusieurs métiers (schéma n°01) qui rentrent dans le champ d'activité de l'ENIEM.

Parmi les nouvelles technologies utilisées par l'ENIEM pour protéger l'environnement des polluants qu'elle dégage nous citons :

2.3.4.1. L'émaillage poudre

Dès l'ouverture de cette entreprise, elle recourait à l'émaillage liquide dans l'unité cuisson, cette technologie nécessite beaucoup de temps, de matière première (eau, électricité et gaz) et dégage beaucoup de déchets (Rejet atmosphérique, boue de peinture. L'ENIEM a profité de l'offre de l'Etat dans le cadre de développement durable, pour installer de nouvelles technologies moins polluantes et plus respectueuses de l'environnement. Elle a installé en 2015, de nouvelles machines de l'émaillage en poudre, dont les objectifs visés sont : gain d'espace et de temps, économie de l'eau et d'énergie, absence d'accident, réduction des rejets atmosphériques et des déchets et pas de déversement.

2.3.4.2. Reconversion peinture liquide en peinture poudre

L'ENIEM s'est dotée d'une nouvelle installation du processus de production dans l'unité froid ; un projet qui s'est inscrit dans le cadre du développement durable de l'ONEDD. Ce nouveau procédé vient substituer l'ancien système de peinture liquide, qui consommait beaucoup d'eau, énergie, etc.

En 2011, le procédé, est reconverti en peinture poudre et le résultat obtenu il n'y a plus de déversement de boues de peintures ou de blocs de peinture solides. Cela a permis

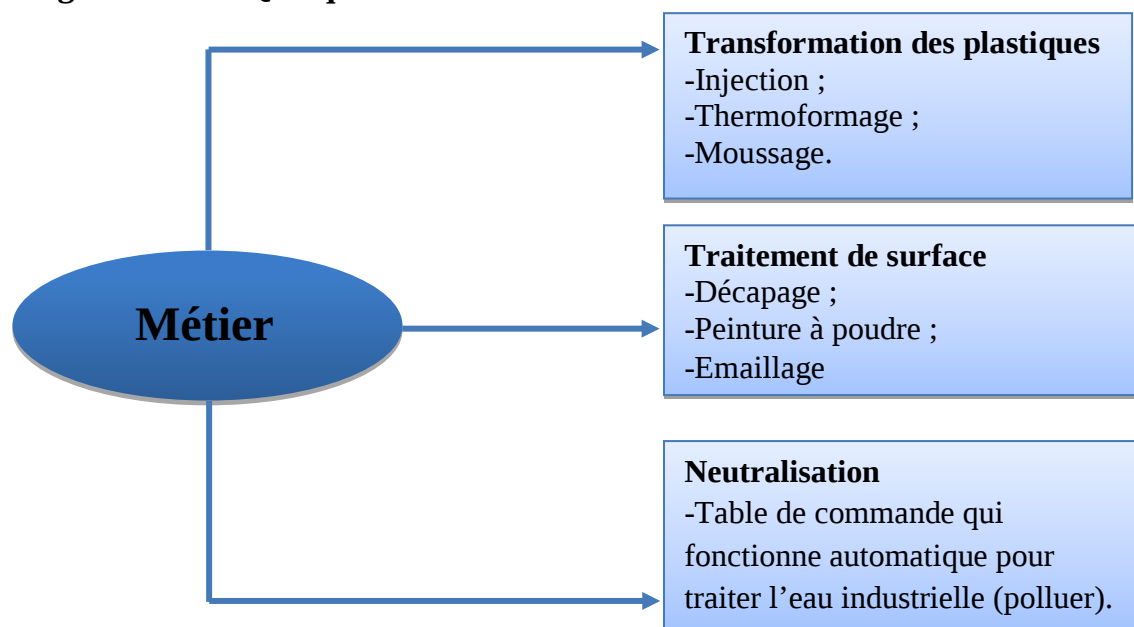
Chapitre 03: La responsabilité sociale des entreprises industrielles et ses effets sur l'environnement, cas ENIEM

d'économiser beaucoup d'énergies et de matières premières ainsi que la réduction de temps de production.

2.3.4.3. Economie d'énergie et préservation de ressources naturelles

En plus de ce qui a précédé, d'autres techniques et actions sont utilisées pour réduire l'épuisement des ressources naturelles, à titre illustratif économiser l'électricité en utilisant la lumière du jour par des ouvertures en verre au niveau des plafonds des ateliers pour faire rentrer la lumière. Dans cette perspective, l'ENIEM a équipé les bureaux de ses immeubles d'un mur tout en verre. Doter d'un réchaud à gaz naturel qui protège l'environnement avec son système d'arrêt automatique en cas de refoulement de monoxyde de carbone. Elle a remplacé et mis en rebut tous les transformateurs à PCB (polychlorobiphényles huile toxique). Utiliser des rétentions pour le stockage de produits chimiques liquides et les huiles pour éviter les déversements et la pollution des sols et l'ENIEM a creusé un forage sur son site en 1986 pour économiser sur la facture d'eau.

Figure N° 11 : Quelques métiers de l'ENIEM



Source : Document interne à l'ENIEM

Chapitre 03: La responsabilité sociale des entreprises industrielles et ses effets sur l'environnement, cas ENIEM

2.3.4.4. La formation sur l'environnement

Le tableau suivant présente le nombre d'agents formé dans le domaine environnemental.

Tableau N°26 : La formation sur l'environnement à l'ENIEM (2013/2015)

Année	2013	2014	2015
Formation sur l'environnement	125 agents formés dont 95 dans le cadre de l'environnement	360 agents formés dont 93 dans le cadre de l'environnement	632 agents formés dont 47 dans le cadre de l'environnement

Source : données interne à la direction générale, 2016

Pour l'année 2013, l'ENIEM a formé 125 agents avec 2 800 000 de DA, dont 432 205 DA consacré à la formation sur l'environnement, parmi les thématiques dans ce cadre, nous citons la sensibilisation sur l'ISO 14001, la réglementation liée aux déchets, la réglementation liée à l'environnement, la réglementation sur la manipulation et le stockage des produits chimiques, etc.

En 2015, nous remarquons que le nombre d'agents formés dans le domaine de l'environnement a diminué de la moitié par rapport à l'année 2013, et cela, revient à la qualification acquise dans les années précédentes.

En résumé, chaque semestre l'Unité Prestation Technique fait un PV de réunion d'évaluation du comité qualité et environnement dans le but de savoir est ce si l'entreprise a réalisé les objectifs tracés.

Pour mieux comprendre nous avons pris un exemple d'un bilan du programme environnemental pour le premier semestre 2016.

Chapitre 03: La responsabilité sociale des entreprises industrielles et ses effets sur l'environnement, cas ENIEM

Tableau N°27 : Bilan du programme environnemental du 1^{er} semestre de 2016

N°	Aspect	Cibles	Action	Structure pilote	Délai	Résultats
01	Consommation en gaz	Réduire de 05% la consommation de gaz des chaudières	Alimentation du complexe en eau surchauffée par une seule chaudière	Service énergies et fluides	immédiat	Une hausse de 56740m ³ , soit 14,61% par rapport au 1 ^{er} semestre 2015. L'objectif n'est pas atteint, et ce, en raison du fonctionnement de deux chaudières pendant le mois d'avril, mai et juin 2016, suite à la fuite prolongée sur le réseau N°3
02	Consommation énergie électrique	Réduire de 5%	Réduire la pression de service des compresseurs de 07 à 06 bars (conditionner par la répartition des fuites d'air au niveau des ateliers)	Service énergies et fluides	immédiat	La consommation électrique des compresseurs est en hausse de 108.000 KWh soit 12% de la consommation globale. Cette hausse de la consommation est due essentiellement aux heures supplémentaires (après 16h) et les week-ends pour le nouveau projet AE des ateliers RII
03	Consommation d'eau	Réduire de 28% la consommation d'eau des annexes	Réparation des fuites et le maintien toujours de la pression du réseau à 2,5 bars la journée et 1,5 bars la nuit	Service énergies et fluides	immédiat	Une réduction de 17352m ³ soit 36,51% est enregistrée durant ce 1 ^{er} semestre 2016 par rapport à celui de 2015, est due à la diminution de la production (arrêt RII) et surtout le maintien de la pression du réseau à 2,5 bars la journée et 1,5 bar la nuit et la réparation des fuites

Chapitre 03: La responsabilité sociale des entreprises industrielles et ses effets sur l'environnement, cas ENIEM

04	déversements	0%de pollution	Bétonnage intérieur de l'atelier engins relents	Département maintenance DGE	DEC 2016	Action réalisée
			Finaliser l'opération de mise de la boue résiduaire dans les citernes	DGE		
05	Déchets spéciaux et déchets ménager	Elimination des DSD en stock	Concrétisation de l'opération d'appel d'offre lancé pour l'élimination des six déchets	DGE	DEC 2016	L'avis d'appel d'offre déclaré infructueux, sera relancé incessamment
06	Déchets spéciaux et déchets ménager	0,5%de stocke avant l'enlèvement	Elaboration d'un cahier des charges et lancement d'un avis d'appel d'offre pour la sélection d'un ou plusieurs prestataires pour la gestion des déchets.	DGE sous-traitance	DEC 2016	Le cahier de charges élaborées, l'avis d'appel d'offres sera lancé fin décembre 2016
		Prévention des données de l'entreprise	La mise en conformité de la station et d'extinction incendie existante ou	*Département informatique *sécurité		*relancer les consultations selon le descriptif élaboré *prise en charge des dix-sept (17)

Chapitre 03: La responsabilité sociale des entreprises industrielles et ses effets sur l'environnement, cas ENIEM

07	Risque incendie		la remplacer par une nouvelle station.	industrielle	DEC2016	détecteurs l'ONIQUE d'effectués
		Prévention des archives	Rénovation de la centrale de détection d'incendies	*Service imprimerie *Dépt. Maintenance	DEC2016	Relancer les consultations selon le descriptif élaboré
		Eliminer les sources d'incendie	Réformer et évacuer les produits chimiques stockés à l'imprimerie	*SCE imprimerie	juin 2016	Procéder à la mise à la reforme de ces produits.
		Elimination de l'infiltration d'eau	Réparation de la toiture du magasin	*Dépt. Maintenance *Sce Gestion des stocks	Au 31 mars 2016	Le descriptif élaboré, DAS établie.
08	Risque d'explosion	Zéro Accident	Réalisation d'un audit de sécurité et prévention	*Dépt. Sécurité industrielle. *Dépt. intervention	Juillet 2016	Rapport d'audit est réalisé et transmis pour les concernés afin de prise en charge des recommandations formulées

Source : PV de réunion d'évaluation semestrielle comité qualité et environnement de l'unité prestations techniques 1^{er} semestre 2016

Chapitre 03: La responsabilité sociale des entreprises industrielles et ses effets sur l'environnement, cas ENIEM

D'après le tableau ci-dessus, nous pouvons constater que la plus part des objectifs ciblés par l'ENIEM sont réalisés et cela revient aux efforts fournis par cette entreprise, à la sensibilisation et la formation du personnel sur l'environnement.

L'entreprise cherche à atteindre un bon niveau de performance environnementale, en maitrisant les impacts de ses activités sur l'environnement.

Aussi, l'ENIEM cherche à réaliser ses objectifs environnementaux en améliorant la gestion de ses déchets et la rationalisation de sa consommation en énergies et fluides.

Nous pouvons dire que l'ENIEM est socialement responsable vers l'environnement.

Chapitre 03: La responsabilité sociale des entreprises industrielles et ses effets sur l'environnement, cas ENIEM

Conclusion

Pour conclure ce chapitre, nous pouvons dire que les trois volets (l'économie, le social et l'environnement) que nous avons abordés sont indissociables.

En effet, la diminution du chômage ne peut se faire sans le développement économique de l'entreprise. Pour financer les programmes sociaux.

Il n'est pas possible de répondre aux besoins de la société ou de la population sans la croissance économique.

L'activité de l'ENIEM a des effets positifs sur l'environnement social. L'ENIEM est un important pourvoyeur d'emplois dans la région. En plus de son activité, elle offre à ses employés la possibilité d'un cadre professionnel évolutif dans différentes formations, mais aussi elle intègre des cas disciplinaires, en étant tolérante aux cas disciplinaires. Aussi, l'ENIEM opte pour d'autres alternatives par exemple le sponsoring et le mécénat.

En plus des deux volets (l'économie et le social), L'ENIEM est l'une des plus grandes entreprises algériennes qui intègre l'environnement dans sa stratégie et cela se fait par ses multiples actions volontaires (certification ISO 9001 version 1992 en 2000, et la version de 1998 en 2003 ; ainsi que la certification ISO 14001 version 2004 en 2008).

L'environnement est une ancienne préoccupation de l'ENIEM qui remonte aux années 1997, lors de l'élimination de CFC (Chloro Fluoro Carbonne).

Pour préserver l'environnement écologique et social, l'ENIEM change son processus de production (l'émail noir, la peinture poudre, etc.) malgré les coûts élevés supportés.

Remerciements

Au terme de ce travail, nous tenons à exprimer nos vifs remerciements à **M^{me} Fatiha MOUSSAOUI** pour avoir accepté de diriger notre travail, ainsi que pour ses critiques, conseils, ses orientations et sa disponibilité tout au long de l'élaboration du présent mémoire.

Nous tenons à remercier notre responsable de master, monsieur **Belaid ABRIKA** pour ses conseils et ses orientations,

Nous remercions vivement monsieur **Yacine MEZIANI** pour ses précieux conseils, son soutien et la documentation mise à notre disposition.

Nous tenons à remercier tous les enseignants qui ont contribué à notre formation.

Ce travail n'aurait pu être réalisé sans une investigation sur le terrain. Par conséquent, nous remercions particulièrement le directeur de l'environnement de l'ENEM, le contrôleur de gestion, les membres du personnel des ressources humaines, les assistants de l'hygiène et sécurité et le chef de service de l'unité prestation technique qui nous ont consacré de leurs temps et répondu à nos questions.

Enfin, nous remercies tous les membres du jury qui ont bien voulu nous honorer de leurs présences afin d'évaluer notre travail.

Merci à tous

Résumé

Les origines de la responsabilité sociale des entreprises remontent au XIX^{ème} siècle, mais son apparition comme concept revient aux années 1950. Il a connu son essor aux Etats Unis. Bowen (1953) a publié un ouvrage intitulé « *Social Responsibilities of the Businessman* » où il a problématisé la RSE du point de vu académique.

L'Algérie compte parmi les pays qui ont connu un développement industriel important, avec un contexte écologique qui a atteint un niveau de gravité qui risque non seulement de compromettre une bonne partie des acquis économiques et sociaux, mais aussi de limiter les possibilités de gains de bien être des générations futures.

Aujourd'hui la variable environnementale est devenue une contrainte sévère qui s'impose au développement national. La question environnementale s'est imposée vu l'état de dégradation de la situation écologique de l'Algérie.

L'ENIEM fait partie de ce secteur industriel. Dans notre travail nous avons essayé d'étudier l'interprétation de la RSE au sein de cette entreprise et avec une attention plus particulière à l'aspect environnemental.

Mots clés : la responsabilité sociale des entreprises (RSE), l'entreprise publique algérienne, l'environnement.

Abstract

The origins of the social responsibility of companies go back to the XIXth century, but its emergence as a concept goes back to the 1950 s. It had been evolved in the United States. Bowen (1953) has published his work entitled *Social Responsibilities of The Businessman* where, from the academic point of view, he charged the RSE.

Algeria is among the countries that had known an important industrial development; with its ecological context that reached the worst levels not only in compromising a good part in economic and social profits but also limiting the possibility of the well-being of the future generations.

Nowadays, environmental changes have become a severe constraint that obtrudes the national development. Because of the deterioration of the ecological situation in Algeria, a crucial question is asked.

ENIEM is an important industrial sector in Algeria. Within our work, we have tried to shed light on the interpretation of the RSE in the company giving more importance to the environmental aspect.